TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9088 40 PAGES — JEUDI 4 AVRIL 1974

ACCUSÉ DE « NÉGLIGENCES » dans la guerre d'octobre

Le chef de l'état-major israélien a donné sa démission

LIRE PAGE 16

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

0,90 F

Algérie, 0,90 DA; Maroc, 0,90 dir.; Tunisie, 90 m.; Allemagne, 0,90 DM; Autriche, 7 sch.; Belgique, 8 fr.; Canada, 60 c. cts; Danemark, 2,50 kr.; Espagne, 15 pes.; Grande-Bretagne, 14 p.; Grèce, 14 dr.; Iran, 35 ris; Italie, 200 l.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 8 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 1,75 kr.; Suisse, 0,80 fr.; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 25

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

LA MORT SUBITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Alain Poher s'installera à l'Élysée jeudi après les obsèques

UN DRAME, UN DESTIN

QUEL destin extraordinaire que celui de Georges Pompidou ! Quelle tragédie !

En 1962, il devient chef du gouvernement sans avoir jamais été ni ministre, ni parlementaire, ni même conseiller municipal. Cette promotion soudaine, cet avènement exceptionnel, il les doit alors à la faveur, à la confiance d'un homme qui en est pourtant avare mais qui aime l'intelligence alliée au caractère, le général de Gaulle.

En 1969, après l'échec du référendum et la démission du général, Georges Pompidou est élu président de la République. La veille, il n'était plus rien, sinon député du Cantal, de Gaulle l'ayant moins d'un an auparavant soudainement remercié au lendemain d'élections que son premier ministre avait pourtant gagnées. Précipité par la défaveur du prince au rang de simple parlementaire, le voici élevé au premier rang par la confiance du pays. Tout paraît alors lui réussir.

En 1972, tout semble se retourner contre lui : le référendum sur l'Europe, le changement de gouvernement et, plus tard, la révision de la Constitution, les initiatives qu'il prend à l'extérieur comme à l'intérieur. Comme s'il ne parvenait pas à épargner au régime le sort qui déjà l'atteint personnellement.

.˙.

Quel destin étrange, en effet, et souvent dramatique, que celui de la Ve République ! Née d'une révolte, ayant survécu à plusieurs autres, militaires, ou étudiantes et populaires, elle a vu son fondateur et son guide dramatiser plus d'une fois l'événement jusqu'à sa chute finale.

Cinq ans après, le second président élu au suffrage universel ne peut, lui non plus, achever son septennat, aussi stoïque dans la maladie que son maître l'avait été dans la défaite. Sa mort laisse en suspens la question de la durée excessive du mandat présidentiel, qu'il avait lui-même soulevée puis délaissée, faute d'un majorité suffisante. Mais, en dépit du caractère de l'homme, la maladie du président a posé et pose le problème du régime.

Pour la deuxième fois, une élection présidentielle aura lieu en tout cas à un moment où l'inquiétude née de l'émotion ne sera pas dissipée. En ne se démettant pas, en allant jusqu'à la limite de ses forces, Georges Pompidou aura ainsi rendu un ultime service à la majorité présidentielle et à la Ve République.

.˙.

Est-ce la seconde mort du gaullisme ? Avant de revenir au pays, la réponse appartient à cette majorité. L'héritage, ou ce qui en reste, doit-il être sauvé ? Peut-il l'être ? Et par qui ?

Ramené à l'essentiel, le gaullisme, c'est une politique intérieure basée sur l'indépendance jalouse de l'exécutif à l'égard du pouvoir législatif et une politique étrangère fondée sur l'indépendance nationale. Pour le reste, c'est l'adaptation aux circonstances, le pragmatisme que le général avait tiré de l'art militaire et érigé en doctrine, mais qu'un président modéré ou même réactionnaire peut aussi bien pratiquer que lui ou que son successeur.

La pierre de touche du gaullisme, ce sera demain comme hier la politique étrangère. Et c'est à la majorité qu'il appartient de décider si le choix de son candidat doit ou non en dépendre.

Pour l'opposition comme pour la majorité le débat politique ne peut s'effacer tout à fait devant la mort, et d'autant moins qu'il ne l'a pas, hélas ! attendue. Prête ou non, la gauche est, elle aussi, placée soudainement devant l'échéance. Elle peut profiter de la crise sociale et économique mais elle peut pâtir du désarroi. D'instinct, le peuple appréhende l'incertitude.

Mais, qu'il vienne de la majorité ou de l'opposition, le futur président n'aura-t-il pas pour premier devoir de restaurer à tous les échelons un certain civisme ?

JACQUES FAUVET.

• Les formations politiques s'imposent un délai de réflexion
• Journée de deuil national samedi

Les obsèques de Georges Pompidou, dont le décès a été annoncé mardi à 21 h. 58 par un laconique communiqué de la présidence de la République : « Le président de la République est décédé le 2 avril 1974 à 21 heures », se dérouleront à Orvilliers, commune des Yvelines, où le chef de l'Etat se rendait fréquemment en week-end dans sa maison de campagne. L'inhumation pourrait avoir lieu, selon certaines informations non encore confirmées, dans l'après-midi de jeudi.

Ces dispositions sont conformes aux volontés que le président de la République avait consignées, en août 1972, sous la forme suivante : « Je veux être enterré à Orvilliers. Je ne veux ni fleurs, ni couronnes, ni monument funéraire, bien sûr. Une simple dalle de pierre de taille, avec mon nom et les dates de ma naissance et de ma mort. Une messe sera dite à Paris à Saint-Louis-en-l'Ile. Elle sera chantée en grégorien. Georges Pompidou, août 1972. »

Conformément à l'article 7 de la Constitution, la « vacance » a été déclarée mercredi matin par le Conseil constitutionnel, et l'intérim a été confié à M. Alain Poher, président du Sénat.

Le président du Sénat a communiqué plusieurs fois avec le premier ministre par téléphone, et on notait que le climat était « tout différent » de celui qui avait régné lors du précédent intérim.

M. Alain Poher ne se rendra à l'Elysée qu'après les obsèques de Georges Pompidou. Cette décision a été prise par égard pour le deuil de la famille.

L'élection présidentielle doit intervenir, selon l'article 7 de la Constitution, « vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus » après l'ouverture de la vacance. Ce qui fixerait la date du premier tour de la consultation, au plus tôt, le 28 avril et, au plus tard, le 12 mai, l'usage étant en France de voter le dimanche. Le second tour a lieu quinze jours après le premier.

Un conseil de cabinet réunissant tous les membres du gouvernement, sous la présidence de M. Messmer, après que celui-ci fut allé s'incliner devant la dépouille de Georges Pompidou, a siégé mercredi, à 11 heures. A 11 h. 30, le premier ministre s'est rendu au Sénat pour y être reçu par M. Alain Poher.

A l'Assemblée nationale, où avait eu lieu la veille la première séance de la session de printemps, la plupart des groupes parlementaires siègent depuis le 3 avril au matin. Le premier ministre ne fera pas de déclaration de politique générale. En tout état de cause, il était exclu que l'existence du gouvernement pût être mise en cause. L'article 7 de la Constitution prévoit, en effet, que pendant la vacance de la présidence, le premier ministre ne peut engager la responsabilité de son gouvernement, et qu'une motion de censure ne peut pas être déposée.

Les partis politiques, dont les instances dirigeantes siègent pratiquement en permanence, ont décidé de s'imposer un délai de réflexion et de silence.

Mercredi matin, M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, s'est borné à indiquer que l'heure était au « recueillement » et à la « réflexion », tandis que M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., se limitait à formuler un vœu : « Après le départ du général de Gaulle, a-t-il dit, une majorité de Françaises et de Français a permis à Georges Pompidou de continuer l'œuvre de redressement entreprise par la Ve République. En ces heures tragiques, où la disparition brutale du chef de l'Etat émeut les Français et ajoute aux graves périls du moment, l'intérêt national commande le maintien et l'extension de ce grand rassemblement qui a tant fait pour la France depuis seize ans. »

A l'étranger, la surprise a porté surtout sur la rapidité du dénouement. De nombreux hommes d'Etat rendent hommage au président disparu et au courage dont il a fait preuve. L'émotion est particulièrement vive en Afrique francophone et dans le monde arabe. Plusieurs pays ont décrété un deuil national de trois jours. La plupart des commentateurs s'interrogent maintenant sur l'évolution de la politique française et sur les conséquences qu'aura, à un moment particulièrement délicat de la conjoncture européenne et des relations interatlantiques, l'arrivée à l'Elysée d'un nouveau chef de l'Etat.

Sur les marchés des changes, le franc français a baissé, les écarts de cours restant toutefois relativement modérés. A Paris, le deutschemark s'échangeait à 1,91 franc (contre 1,89 F) ; le franc suisse à 1,595 F (contre 1,58 F) et la livre sterling à 11,65 F (contre 11,47 F). Le dollar s'étant redressé sur toutes les places, la baisse du franc a été plus importante vis-à-vis de la devise américaine, qui valait 4,85 F (contre 4,78 F). En fin de matinée, les cours semblaient se stabiliser autour de ces niveaux.

Un vide préoccupant

Par RAYMOND BARRILLON

Extrêmement brutale, sinon stupéfiante et imprévisible, la nouvelle diffusée mardi en milieu de soirée par le secrétariat général de la présidence de la République a été accueillie et commentée par la quasi-totalité des formations politiques avec un sang-froid, une retenue et une volonté de faire taire leurs préférences partisanes qui sont à porter à leur crédit. L'accord est quasi général pour rendre hommage au courage physique et moral du second président de la Ve République et lui donner acte de sa force de caractère.

La disparition de Georges Pompidou, annoncée mais non expliquée au pays — le goût du mystère, fort contestable, aura prévalu jusqu'après le dénouement — n'en apparaît pas moins comme celle d'un homme qui a été gagné de vitesse par un mal inexorable et n'a pas eu le temps de réaliser ses dernières volontés politiques.

(Lire la suite page 14, 1re col.)

L'Europe et la Méditerranée

Par ANDRÉ FONTAINE

Homme du terroir, Français jusqu'au bout des ongles, plus familier du latin et du grec que des langues modernes, Georges Pompidou, malgré les contacts que son passage à la banque Rothschild lui avait ménagés dans les milieux de la haute finance internationale, était arrivé à l'hôtel Matignon, en 1962, sans connaissance particulière des affaires étrangères. Celles-ci faisaient, au demeurant, partie du domaine réservé de de Gaulle, et M. Couve de Murville ne laissait guère ignorer que c'est de celui-ci, et de lui seul, qu'il tenait ses pouvoirs et ses instructions. Aussi bien, le premier ministre, lors des nombreux entretiens « au sommet » qui marquèrent le règne du général, n'était-il admis à participer qu'à la séance plénière de clôture.

Le futur président de la République avait eu pourtant une première occasion de faire preuve de ses capacités diplomatiques en menant, avec les dirigeants du F.L.N. algérien, alors qu'il dirigeait le cabinet du général, les conversations secrètes qui devaient aboutir aux accords d'Evian. Par la suite, il devait accomplir une série de voyages à l'étranger — Turquie, Scandinavie, Japon, Inde, Pakistan, Angleterre, Autriche, Italie, U.R.S.S. et, en mai 1968, Iran et Afghanistan — destinés à le familiariser avec les grands problèmes de la politique étrangère. Et, tout en restant fidèle à ce qui est la base même du gaullisme — la défense acharnée de l'indépendance française, — il était arrivé, bien avant son élection, à quelques conclusions qui le distançaient nettement du général.

(Lire la suite page 14, 1re col.)

LIRE PAGE 5

SECRET MÉDICAL ET DIGNITÉ DU SILENCE

par le professeur ROBERT DEBRE

DE LA RUE D'ULM A L'ÉLYSÉE

L'obstination et la prudence, ces vertus paysannes

Par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

26 août 1944. — Dans Paris à peine libéré, de Gaulle descend à pied les Champs-Elysées, de l'Etoile à la Concorde. Il est entouré d'une brillante et bruyante cohorte de héros et de ministres, dignitaires et maréchaux du compagnonnage, combattants de la nuit enfin sortis de l'ombre et résistants de la onzième heure. Une foule immense a envahi la voie royale ; ils sont là deux millions peut-être qui acclament le grand homme, crient leur reconnaissance, célèbrent aussi leur propre délivrance, l'espoir retrouvé. Parmi eux, grain de sable dans la multitude, loin du grand homme avec sa turbulente et fanfaronne escorte, un jeune professeur de trente ans qui a passé toute la guerre à Paris et enseigne au lycée Henri-IV. Il se nomme Georges Pompidou.

8 janvier 1959. — Les Champs-Elysées encore. De Gaulle de nouveau, en voiture cette fois, encadré par des motocyclistes à crispins blancs et les cavaliers scintillants de la garde, toute pompe républicaine déployée. Tout à l'heure, pour monter à l'Etoile, un vieux monsieur un peu effacé se tenait à ses côtés, René Coty, dernier président de la IVe République. Il l'a laissé là-haut, au pied de l'Arc, emporté comme un fétu, balayé par l'histoire. Maintenant, président de la Ve République, il goûte les bravos des Parisiens qui ne s'adressent plus qu'à lui seul. Mais quel est l'homme qui, sur un signe, a pris place avec lui dans la voiture présidentielle ? Le président fraîchement élu de la nouvelle Assemblée nationale ? le président du Sénat, second dans l'ordre protocolaire ? le garde des sceaux qui sera dans quelques heures nommé premier ministre ? Non, simplement le directeur de cabinet du général, hier directeur dans une grande banque d'affaires privée et qui, en réserve du gaullisme et du régime, le redeviendra demain, Georges Pompidou.

11 novembre 1970. — L'avant-veille, le lundi 9, peu après 19 heures, dans le salon de sa maison de La Boisserie, à Colombey, le géant s'est abattu comme un vieux chêne foudroyé. Dans la nuit, la famille s'est rassemblée ; à 4 heures du matin, l'Elysée a été prévenu. Le mardi 10, les premiers compagnons ont commencé à défiler. Le général Massu, Michel Debré et d'autres fidèles ont fixé longuement, les yeux pleins de larmes, le visage à jamais immobile de celui qui fut leur chef. A la fin de la journée, un coup de téléphone : le président de la République et le premier ministre viendront demain mercredi 11, au début de l'après-midi, se recueillir devant la dépouille mortelle. Alors, sur l'ordre de Mme de Gaulle et de son fils, le corps du général est aussitôt déposé dans le cercueil rustique que vient d'apporter le menuisier du village. Nul ne verra plus désormais ses traits. C'est devant une bière fermée et recouverte d'une draperie noire semée de larmes d'argent que se recueillera, pendant dix minutes, pas davantage, le second président de la Ve République, Georges Pompidou.

Un destin, oui. Mais auparavant une carrière, et aussi une action.

Une famille de paysans auvergnats, une grand-père maître valet, puis métayer ; l'autre, artisan de village ; un père et une mère instituteurs ruraux : ainsi s'ouvre l'album d'images d'Epinal. On croirait lire une de ces vies édifiantes du *De Viris* républicain à l'usage des enfants des écoles sous la IIIe République. Boursier au lycée d'Albi, premier prix de version grecque au concours général l'année du bachot, hypokhâgne au lycée de Toulouse, khâgne à Louis-le-Grand, le concours enfin, le seul, celui qui ouvre les portes du plus beau des métiers, le plus sûr, le plus honorable, au sommet de l'échelle des diplômes, le concours de Normale supérieure.

(Lire la suite page 2 1re col.)

AU JOUR LE JOUR

Le visage de la France

Pour qui revient de l'étranger, c'est une étrange impression d'apprendre en descendant d'avion que le visage de la France, soudain, s'est dissous dans la mort. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. De nos jours, les pays, et singulièrement le nôtre, ont souvent le visage d'un homme. Celui du président Pompidou n'était pas indigne de la France.

C'est pourquoi on peut sans doute regretter la logique d'un système qui veut que la défaillance physique d'un homme surmené fasse aujourd'hui de la France un pays sans visage.

ROBERT ESCARPIT.

jean orieux

talleyrand

100.000 ex.

collection Les Grandes Biographies

flammarion

LA MORT

L'obstination et la prudence

(Suite de la première page.)

Mais, à Paris, le niveau est autrement élevé qu'à Albi et à Toulouse ; la concurrence est rude. En 1931, il manque la marche : dix-septième à l'écrit, trente-quatrième à l'oral, et il n'y a que trente et un reçus. Bon, ce sera pour l'année suivante, et avec les honneurs : premier à l'écrit, huitième à l'oral — décidément, il n'a pas le don de la parole. Et puis il y a, il y aura toujours, même après trente ans de Conseil d'Etat, de banque et de pouvoir, cette voix de gorge, ces intonations cuivrées, cette façon de dire « une pomme », « une rose » et, pour le style, ce goût de la pointe et de la formule un peu trop sonore, cette facilité de la citation précieuse, ce drapé solennel de la péroraison, qui signent, sous le vernis du parisianisme, une origine méridionale et populaire.

Ce n'est pas tout. Très tôt, d'autres traits de caractère apparaissent, qui dureront. Rue d'Ulm, à Normale supérieure, la mode veut qu'on affecte de ne pas trop travailler. Ce n'est d'ailleurs qu'apparence. L'étudiant semble donc se disperser, il flâne dans Paris, connaît les bistrots, court les théâtres — il confiera un jour qu'il a vu huit fois *l'Opéra de Quat' sous*, de Pabst, — adore le cinéma, donne quelques leçons pour s'assurer le superflu, trouve encore le temps en préparant l'agrégation de suivre les cours de Sciences Po. Il affecte un détachement d'esthète, une décontraction de dilettante. Qu'on ne s'y trompe pas cependant : il a toujours une réserve de puissance inemployée, un jugement sûr et l'esprit de synthèse. De ses aïeux paysans, il a hérité le gros bon sens, le mépris de ce qui ne fait que briller ; et des parents instituteurs l'habitude du raisonnement logique et le respect des valeurs intellectuelles, ces vertus élémentaires de l'école primaire. Et, en même temps, au plus haut degré, trois caractéristiques que l'on peut ranger aussi bien parmi les qualités qu'au nombre des défauts et qui seront pour lui en effet l'un ou l'autre selon les circonstances : l'obstination, la ruse, la prudence.

Il est premier à l'agrégation, mais sans les félicitations du jury, dont le président exprime même quelque regret de devoir inscrire en tête du classement un candidat qui, vraiment, n'a pas donné l'impression de s'épuiser à la tâche. La voie est tracée. Un an pour se débarrasser distraitement d'une formalité, le service militaire, élève officier à Saint-Maixent, sous-lieutenant à Clermont-Ferrand, et le voilà pour la rentrée scolaire de 1935 professeur de lettres classiques — français, latin, grec — en troisième A au lycée Saint-Charles, à Marseille. Il a vingt-quatre ans.

Puisque l'avenir est assuré il peut se marier. A Paris, un camarade de khâgne, Léopold Senghor, l'a présenté à une grande fille blonde qui venait s'inscrire en première année de droit, Claude Cahour, fille d'un médecin de Château-Gontier.

La curiosité amusée avec laquelle elle regarde les êtres et les modes, une certaine façon à la fois timide et audacieuse d'accepter la vie telle qu'elle est, bohème ou bourgeoise, se rencontrent avec la désinvolture gourmande du jeune professeur.

Marseille a ses avantages, mais Paris aux mille facettes attire ce couple peu conformiste et curieux de tout. Dès octobre 1938, le professeur obtient d'être nommé au lycée Henri-IV. On trouve trois pièces, rue José-Maria-de-Heredia, près des Invalides, qu'on quittera après la guerre pour habiter rue Charlemagne, près du Marais, et, ensuite, le goût affiné et l'argent plus facile, dans l'île Saint-Louis, quai de Béthune, face à Notre-Dame. On sort beaucoup, on se fait de nouveaux amis, on mène une vie légère et amusante; la guerre elle-même, passée dans un régiment d'infanterie alpine, n'est guère qu'un entracte qui remplace exactement l'année scolaire 1939-1940 ; après quoi le professeur retrouve Henri-IV et ses élèves. En 1942, par adoption, un fils, Alain, aujourd'hui médecin et père de deux enfants.

Et la politique dans tout cela ? Rue d'Ulm, Georges Pompidou s'est tenu à l'écart du petit club radical qu'a fondé un futur ministre de la IVe, René Billères, et du cercle d'extrême gauche qu'anime Jacques Soustelle. Il est socialiste par tradition familiale : son père, militant fidèle, a approché Jaurès, fait campagne pour Paul Boncour.

Au quartier Latin, le normalien fait volontiers le coup de poing contre les camelots du roi de l'Action française avec la LAURS (Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste), il participe à de nombreux meetings et parfois même prend la parole dans des manifestations du parti. Mais il reste, là aussi, curieux et détaché, flegmatique et nonchalant. Lorsqu'il retrouve Paris en 1938, il se contente d'avoir le cœur à gauche ; il a, comme on dit, « ses idées », mais de vraies convictions, point. Sous l'occupation, chargé d'une classe de préparation à l'Ecole coloniale, il manifeste sans ambiguïté que ses sympathies et ses espoirs vont à la Résistance. Mais il ne prend pas de grands risques, et surtout il ne s'engage pas, il ne s'engagera jamais. Proche collaborateur de Charles de Gaulle, il ne sera même pas membre, en 1947-1952, du premier parti gaulliste, le R.P.F., et il n'entrera à l'U.N.R. qu'en 1962 pour en être, comme premier ministre, le chef d'état-major.

Une carrière, une action politiques, si l'on veut ; mais sûrement pas à travers les arcanes du militantisme, les tâches ingrates du propagandiste, le lent cheminement du responsable. A quoi bon ? Tout cela l'ennuie.

Lorsqu'il sera parvenu au sommet, il aimera répéter que tout s'est fait par hasard, qu'il n'a jamais intrigué, convoité, manœuvré. Naturellement on ne le croira pas. De telles réussites, chacun le sait, se forgent à la force du poignet. La ruse, la vieille ruse des paysans de Monboudif, l'obstination patiente des vrais ambitieux, l'immense orgueil de la fière modestie, voilà ses armes.

L'homme du général

A l'automne 1944, dans le bouillonnement de la Libération, on ne fait pas la chasse aux places, mais il n'est pas mauvais de se rappeler au bon souvenir des amis déjà pourvus.

Des camarades de khâgne et de promotion, d'anciens collègues devenus des personnages importants, il y en a un peu partout Jean-Paul de Dadelsen lui offre de venir au ministère de l'information ; Emile Laffont, qui est secrétaire général de l'intérieur, d'entrer dans la préfectorale ; René Brouillet, directeur adjoint du cabinet du général, a reçu instruction de chercher un « agrégé sachant écrire » pour assurer la liaison avec l'éducation nationale. Cette dernière offre est bien tentante, mais il faut quitter l'administration pour la politique, un poste sûr pour un vague titre de chargé de mission dans un gouvernement provisoire et peut-être éphémère. Ce choix-là, la décision de quitter l'enseignement, confiera plus tard Georges Pompidou, fut le plus difficile de sa vie.

Le chargé de mission attendra deux mois avant d'approcher enfin le fabuleux personnage historique ; encore ne le verra-t-il pour la première fois un samedi où il est de « permanence », et où de Gaulle a soudain fait demander « qu'on lui envoie quelqu'un », que pour essuyer une mémorable algarade qui ne s'adresse d'ailleurs pas à lui, mais à l'ensemble du cabinet que dirige Gaston Palewski, flanqué de Louis Vallon et René Brouillet, ses adjoints, et d'Etienne Burin des Roziers.

En janvier 1946, de Gaulle jette sa démission. Surprise complète pour l'homme de la rue, mais aussi pour Georges Pompidou, qui joue un rôle beaucoup trop modeste pour être dans le secret et pour figurer dans le « testament » du cabinet. On lui promet qu'on essaiera de le caser au Conseil d'Etat et, en attendant, il est affecté au commissariat au tourisme. Il inaugure, gourmet et amusé, des hôtels de luxe — tel l'Oustau de Baumanières, aux Baux-de-Provence, — met sur pied des expositions, comme ces « Huit siècles de civilisation britannique » inaugurés à Galliera par la future reine Elizabeth et le duc d'Edimbourg, qui vaudront à leur organisateur le ruban rouge.

La rentrée approche, il s'impatiente : faudra-t-il retourner dans l'enseignement ? Enfin, en septembre, le décret le nommant maître des requêtes est signé et il entre au Conseil d'Etat dans la section du contentieux, la plus ingrate, la moins prestigieuse, la moins munificente aussi, et il s'en plaindra bien haut tout au long des huit années qu'il passera au sein de l'assemblée du Palais-Royal. Cependant, à côté de ses obligations administratives, au demeurant légères, il assume d'autres fonctions plus prestigieuses mais plus discrètes. Il est en train de devenir peu à peu le collaborateur intime du général de Gaulle.

Tout s'est noué à la faveur d'une circonstance très mineure et pourtant très exceptionnelle par sa charge sentimentale et affective. En souvenir de leur troisième enfant, Anne, dont la déficience fut la grande peine de cet homme de fer et auprès de laquelle il voudra reposer dans le petit cimetière de Colombey, le général a créé à Vertcœur, une Fondation Anne de Gaulle. La maison, confiée aux religieuses qui veillèrent sur Anne pendant les dernières années de sa brève existence, est administrée par un membre du cabinet présidentiel, Jean Donnedieu de Vabres. Mais celui-ci, après la démission, est nommé en Tunisie, Il propose, pour s'occuper de Vertcœur, Georges Pompidou.

Très vite il fait preuve d'une sorte de génie pour résoudre les irritantes questions matérielles. Il s'y montre comme toujours efficace et discret. Mme de Gaulle ne jure plus que par « Georges ». Le général à son tour est touché de son dévouement ; et il s'aperçoit bientôt que ce Pompidou n'est pas seulement adroit, mais qu'il a aussi du bon sens, un jugement sûr, la tête politique, bien qu'il ne brigue pas de mandat, ne demande rien, ne s'agite pas comme tous ceux qui tourbillonnent et se bousculent autour de lui.

Il est devenu indispensable. En 1948, de Gaulle l'installe comme chef de son cabinet occulte, non pas au R.P.F., rue de Solférino, centre nerveux de l'action publique, mais dans les discrets bureaux de la rue de l'Université, où travaillent Jacques Foccart, Claude Mauriac. Il préparera pour le général des « Notes de synthèse » quotidiennes qui reflètent sans détours l'évolution de la situation intérieure. Il travaillera dans l'ombre, se concentrant sur l'essentiel, loin du tumulte de la bataille, laissant les autres — Malraux, Frey, Debré, Soustelle, Chaban-Delmas, Fouchet, Vallon, Palewski... — tenir le devant de la scène. Pour lui, hors du Conseil d'Etat, hors de Sciences-Po, où il donne quelques cours, du jury de l'ENA, où il siège, il est l'homme du général, et c'est tout. Et c'est assez.

Une troisième carrière

Ces fonctions, connues de peu de gens, il les assume six ans, jusqu'en 1954, sans jamais se départir de sa discrétion. Faux indolent, c'est aussi un faux mou. En réalité, l'esthète a des nerfs d'acier, le distrait est un prodigieux calculateur. La chance l'a servi, c'est vrai, mais comme il avait d'abord bien servi lui-même sa chance ! Et il continue. Quand il quitte à la fois, au début de 1954, le Conseil d'Etat et le cabinet officieux, réduit d'ailleurs à deux collaborateurs, Olivier Guichard et le colonel de Bonneval, il est déjà le conseiller le plus proche et en tout cas le plus écouté.

L'année précédente, contre Jacques Soustelle, qui plaidait la poursuite de l'action du Rassemblement dont il était le secrétaire général, il a soutenu la thèse du retrait, de l'attente d'une meilleure occasion, et il a eu gain de cause. Cette année, c'est lui qui convoque trois éditeurs — Plon, Gallimard et Laffont — pour négocier la publication des « Mémoires de guerre » du général. Et, par un nouveau tour d'adresse, parce que tout est lié, parce qu'il a pris du poids, le petit professeur, le modeste chargé de mission, l'obscur maître des requêtes est devenu chemin faisant directeur à la banque Rothschild.

Cela s'est fait très simplement, presque facilement en apparence, comme le reste. Lorsqu'il a fallu renflouer les finances gaullistes, après la campagne électorale de 1951, qui a sonné le glas du R.P.F., le chef du cabinet officieux a beaucoup fréquenté les banquiers. Et parmi eux René Fillon, agrégé de lettres, devenu directeur général chez MM. de Rothschild frères. Ainsi se sont nouées des relations qui, tout naturellement, lorsque Georges Pompidou souhaite quitter le Conseil d'Etat, où il commence à s'ennuyer et où il n'a plus rien à glaner, conduisent Guy de Rothschild à s'attacher un homme dont il sait l'importance auprès du général. Il n'a d'ailleurs rien de très précis à lui offrir, sinon une situation d'attente, avec des titres et attributions assez mal définis.

Mais un long voyage fait ensemble à travers l'Afrique noire pour jeter les bases d'une société d'investissement, la COFIMER, donne bientôt l'occasion au nouveau collaborateur de la banque de déployer tous ses talents. Des intuitions de sorcier, un sens des rapports humains, une humeur toujours égale et joyeuse, une conversation éblouissante : le baron est séduit. En 1956, quand René Fillon, élu sénateur du Soudan, quitte la direction générale, Georges Pompidou lui succède.

Le technicien complémentaire du stratège inspiré

Au printemps de 1958, alors qu'Alger bouillonne et que la fièvre gagne les gaullistes, qui complotent en tous sens et croient apercevoir enfin la terre promise du pouvoir, Georges Pompidou demeure narquois et désinvolte. Plus que jamais, il est l'homme du général, et non du gaullisme. Ses impressions, ses plans, ses suggestions, il les réserve pour de Gaulle ; devant les autres, l'œil pétillant d'ironie, décontracté et sceptique, il plaisante, ce qui d'ailleurs irrite prodigieusement certains. Michel Debré notamment.

Et lorsqu'il s'installe à l'hôtel Matignon, directeur du cabinet présidentiel, chacun sait déjà, dans la classe politique, qu'il est le Berthier de son empereur, « le technicien complémentaire du stratège inspiré », comme dit André Malraux. A ceci près que Napoléon ne fit jamais de Berthier son second à la face du pays.

Pendant le second semestre de 1958, tout passe entre ses mains. Il est le seul qui puisse, à toute heure, pousser la porte qui sépare son bureau de celui du général. Pour les initiés, il est l'homme-orchestre, tout en demeurant aux yeux du grand public l'homme invisible.

Ainsi l'honneur insigne, lourd de signification symbolique, qui lui est fait le 8 janvier 1959, jour de l'entrée du général à l'Elysée et que l'on rappelait dans une des trois images d'Epinal placées au début de cet article, récompense dix ans de travail obscur et six mois de dévouement inconditionnel. En quinze ans, Georges Pompidou est passé, sur les Champs-Elysées, du sixième rang de la multitude qui acclamait le libérateur, à la seconde place, aux côtés du fondateur du nouveau régime. Mais demain, quand il flânera sur ces mêmes Champs-Elysées, aucun passant ne se retournera sur lui. Les Français ne connaissent ni son visage ni son nom.

C'est le couronnement de l'obstination. Cependant, la ruse et la prudence ne cèdent pas. Il a refusé le ministère des finances dans le gouvernement Debré. Le congé de six mois qu'il a pris à la banque s'achève et il va regagner tout simplement son bureau, rue Laffitte. Il ne lâchera son poste de directeur général, ses présidences et sièges d'administrateur qu'en 1962, pour remplir alors un mandat officiel — et quel mandat, celui de premier ministre ! Simplement, il cumulera quatre ans durant ses fonctions privées avec une dignité officielle, celle de membre du Conseil constitutionnel, reversant d'ailleurs au Trésor le traitement qu'il perçoit à ce titre.

Un vieux regret taraude ce normalien : inscrire son nom sur la couverture d'un livre. Jusqu'à présent il n'a publié que de dérisoires commentaires de textes classiques à l'usage des lycéens : une *Etude sur Britannicus* dans les « Petits classiques illustrés » de Hachette, en 1944 ; puis, dans la même collection, des *Extraits des Origines de la France contemporaine* de Taine, en 1947 ; des *Pages choisies d'André Malraux*, en 1955. Il entreprend un livre un peu ambitieux, une *Anthologie de la poésie française* qui paraîtra en 1961, préfacée par Malraux. Et la liste de ses ouvrages s'arrêtera là.

Les temps sont proches. Dès 1960, à son ami Philippe de Croisset qui critiquait âprement Michel Debré et, du même coup, s'en prenait à de Gaulle, il a confié avec assurance : « *N'insiste pas, je t'en prie. Car si Debré s'en va, ou plutôt lorsqu'il partira, c'est moi qui lui succéderai comme premier ministre.* » Croisset, incrédule mais stupéfait, s'est tu. Invraisemblable, n'est-ce pas ?

Renouer secrètement en février 1961 les fils rompus de la négociation algérienne, c'est une mission de confiance : il en a rempli d'autres. Se tenir auprès du général toute la journée du dimanche 23 avril 1961, second jour du putsch des généraux d'Alger, c'est son rôle: il en a l'habitude. Refuser pour la seconde fois quelques jours plus tard le ministère des finances, c'est la sagesse : à quoi bon accepter une tâche secondaire quand on peut être d'emblée le premier ?

Sa nomination comme premier ministre le 16 avril 1962 stupéfie tout le monde : la classe politique, les gaullistes, la France entière.

Seuls quelques grands ducs du Compagnonnage, quelques caciques de la IVe particulièrement perspicaces et que l'on compte sur les doigts d'une seule main, savent et comprennent. Le lent et patient cheminement dans l'ombre du géant s'achève, l'obstination est récompensée, la prudence enfin paie, et très cher. La page tournée sur trois carrières s'ouvre désormais sur un destin.

Les six mois où tout se joue

On ne refera pas ici, mois après mois, l'historique des six années de gouvernement Georges Pompidou, six années pleines, riches, mouvementées. Du moins peut-on marquer quelques points de repère.

A vrai dire, cela commence assez mal. Michel Debré, au lendemain du référendum de ratification de la paix algérienne enfin conclue en mars 1962, conseillait la dissolution et de nouvelles élections, dans la foulée du oui « massif et franc » à de Gaulle. Au lieu de renvoyer les députés, le général a choisi de se séparer de son premier ministre, avec l'espoir de faire l'économie d'une nouvelle campagne en élargissant tout de suite la majorité.

Georges Pompidou a bien essayé de redistribuer les cartes, il a échoué. Pour le choix de ses ministres, il n'a pu faire toujours prévaloir ses vues : ainsi Olivier Guichard est-il rayé d'un trait de plume impérieux sur la liste soumise au général. Devant le Parlement, pour sa prise de contact, le premier ministre paraît peu assuré, médiocre orateur, à la fois trop cassant et trop effacé. Un mois jour pour jour après son installation, un nouvel incident : le M.R.P., heurté par l'ironie hautaine et les sarcasmes du général à l'égard de la construction européenne — le « volapuk », — retire ses ministres.

Le même jour débute le procès du chef des généraux révoltés, Raoul Salan. Le haut tribunal militaire s'abstient de prononcer la peine capitale que voulait de Gaulle. La colère du général éclate contre les juges, contre ses ministres ; il décide de faire fusiller sur-le-champ un autre général du putsch et de l'O.A.S., Edmond Jouhaud, condamné à mort et qui attend dans sa cellule, les fers aux pieds, la grâce ou le peloton. Le premier ministre ruse, louvoie, puis doit parler de démission pour fléchir de Gaulle afin que ce sang ne retombe pas sur le régime et sur son chef. Il obtient gain de cause, à regret et du bout des lèvres, mais Jouhaud devra attendre sa grâce jusqu'à la fin de novembre.

Pendant quatre mois, tandis que l'Algérie accède dans le chaos et les violences à l'indépendance, que le départ des « pieds-noirs », débouche sur une terrible panique, que les manœuvres et les déchirements se multiplient dans le gaullisme et dans la majorité, qu'une vague d'agitation sociale déferle dans le pays, Georges Pompidou risque à chaque instant d'être renversé au Parlement, balayé par la tempête, révoqué par le souverain. A peine commence-t-il au cours du mois d'août à respirer un peu, à entrevoir l'accalmie que résonnent les rafales de mitraillette de l'attentat du Petit-Clamart.

C'est le signal. « *Dès que la paix sera conclue, ils essaieront de me faire la peau* », répète de Gaulle depuis un an déjà. « Ils », ce ne sont pas les tueurs embusqués sur la route, ce sont ses vieux ennemis, les partis, la classe politique. Et le général ajoute : « *Alors, j'attaquerai.* » Rescapé par miracle de la fusillade, il attaque donc.

La révision de la Constitution pour l'adoption de l'élection présidentielle au suffrage universel et direct sera son cheval de bataille. Première victime : le chef du gouvernement, mis en minorité à l'Assemblée. C'est la première crise ministérielle ouverte selon les règles sous la Ve République ; elle reste, en 1974, la seule de ces seize années.

A Michel Debré, qui lui demandait en avril 1962 de renvoyer les députés devant leurs électeurs, de Gaulle avait répondu en changeant le premier ministre et en gardant l'Assemblée nationale. Aux députés qui, le 5 octobre de la même année, censurent, par 280 voix sur 480, le gouvernement, il réplique par la dissolution de *l'Assemblée et garde le premier ministre*. Le référendum constitutionnel d'octobre donne une réponse positive bien qu'ambiguë — pour la première fois le camp du « oui », s'il réunit la majorité des suffrages, ne rassemble pas la moitié des inscrits — mais les élections de novembre sont quasi triomphales : la coalition constituée autour de l'U.N.R., qui remporte elle-même deux cent trente-trois sièges, dispose de la majorité absolue, et largement, au Palais-Bourbon. Le premier ministre est derechef confirmé dans ses fonctions. Les six mois où tout s'est joué sont terminés. Pour lui et pour les Français.

Naissance d'un homme d'État

Dès lors, ceux qui suivent les affaires publiques vont pouvoir assister en direct et en pleine lumière à une extraordinaire mutation : la naissance d'un homme d'Etat. « *On le voit se faire sous nos yeux* », dit un jour François Mauriac à la télévision, et c'est bien cela.

L'homme « tout rond », le « radical à l'ancienne mode », l'esthète désinvolte, cache un personnage redoutable, d'une insensibilité massive et dure, qui peut soudain abandonner la bonace pour une sécheresse coupante, une poussée de colère froide, une impassibilité têtue. Le dilettante distrait dissimule un travailleur acharné, capable de passer douze heures sur un dossier, bien qu'il sache aller très vite à l'essentiel. Le collaborateur modèle et presque effacé a pris vite de l'autorité et de l'assurance. Au général, la barre du navire, la puissance et la gloire ; à lui, la godille électorale, le flair et l'adresse. Il a choisi d'être plus utile que docile, efficace plus que brillant, plus empirique que doctrinaire.

Il ne peut pas, il ne doit pas, à tout moment, se désintéresser de la succession. Cette succession, elle le hante de toutes les façons. Il lui est naturellement impossible de la préparer au grand jour, il doit même feindre de n'y pas songer. Mais d'un autre côté, second du héros septuagénaire et parfois fatigué, comment pourrait-il l'oublier ?

A plusieurs reprises déjà, au soir du Petit-Clamart le 22 août 1962, puis le 17 avril 1964 quand de Gaulle doit subir une intervention chirurgicale à l'hôpital Cochin, le premier ministre vit les longues minutes du compte à rebours. Et aussi, quand le général, au printemps 1965, fait mine d'hésiter à briguer un second mandat.

A partir de 1965, le premier ministre parle volontiers de la « tâche historique » qu'il assume avec de Gaulle, de cette « œuvre sans précédent de rénovation nationale », de la nécessaire « présence à la tête de l'Etat d'une autorité forte de la confiance populaire ». C'est un nouveau langage. Un nouveau Pompidou aussi.

Il est maintenant comme investi d'une mission. Ses voyages en province, à l'étranger, la rencontre des hommes qui gouvernent le monde, lui ont conféré la légitimité de l'acclamation populaire et, dans la familiarité du personnage historique, l'investiture de la grandeur. Les années passent, il dure. Il semble échapper aux vicissitudes quotidiennes de la vie politique. On est loin de l'orateur hésitant des premiers débats parlementaires, du collaborateur déférent et appliqué de 1962 ou 1963, qui reconnaissait par exemple avoir commis une faute lors de la grève des mineurs. Les assauts de l'opposition au Parlement, où il fait enfin figure de champion face à François Mitterrand, challenger de l'opposition, les rudes combats préliminaires et même le ballottage de l'élection présidentielle de 1965, les hauts et les bas de la politique européenne, l'affaire Ben Barka, le retrait de la France de l'OTAN, la montée et les progrès de la gauche vers l'unité à l'approche des élections de 1967, rien, pas même les échecs, les déconvenues, ne paraît l'atteindre.

Il n'en est plus, comme au début de son gouvernement, à scruter le visage de son auguste vis-à-vis tout au long des conseils de ministres pour devancer sa pensée, percer à jour ses réactions, prendre sur lui-même les erreurs et porter au compte du seul président toutes les réussites. Il ne redoute plus le désaveu, l'alga-

DU CHEF DE L'ÉTAT

ces vertus paysannes

rade, il ne craint pas de critiquer parfois, et même en public. Sûr de lui, il semble ronronner ; mais qu'on lui résiste ou discute, il griffe et il fait mal. « Raminagrobis » l'épingle le Froissart — ou le Saint-Simon ? — du règne, François Mauriac.

Georges Pompidou sent-il qu'il agace, qu'il irrite le soupçonneux et ombrageux vieillard ? Sait-il que son successeur est déjà choisi, déjà prévenu d'avoir à se tenir prêt et que seul l'échec personnel de Maurice Couve de Murville aux élections législatives de mars 1967 empêchera ce dernier de s'installer à l'hôtel Matignon ?

L'heure de la disgrâce

Ces élections de 1967, « troisième tour », a-t-on dit, de la consultation présidentielle de 1965, sont un demi-échec pour le gouvernement qui n'a plus, face à la gauche, qu'un siège, un seul, de majorité. L'opposition se sent le vent en poupe ; les gaullistes ont perdu, sinon les élections, du moins leurs illusions sur l'invincibilité de leur chef. Ce dernier attribue assez injustement, à son premier ministre la responsabilité de cette évolution dangereuse, il le garde cependant : puisqu'une période difficile s'annonce, à lui d'en faire les frais. « *Le roi avait accoutumé de laisser les gens s'enferrer et le terrible de ses disgrâces, c'était qu'il les avait longuement mûries* », écrit François Mauriac — encore lui ! — mais dans la *Vie de Jean Racine*.

Cependant le premier ministre ne paraît pas se soucier de cette mauvaise humeur. Plus décontracté que jamais il se préoccupe surtout d'asseoir son propre crédit à l'extérieur par des voyages et des rencontres de prestige ; à l'intérieur, il laisse les mains libres à son ministre de l'économie et des finances Michel Debré, se contentant de ferrailler parfois assez rudement avec le précédent titulaire du poste, M. Giscard d'Estaing, évincé en janvier 1966 et qui se montre depuis lors dans la majorité un partenaire difficile, indocile, voire incommode. Le pouvoir se complaît et s'endort dans l'autosatisfaction, le pays s'ennuie un peu, sans grands drames ni grands enthousiasmes, la jeunesse seule s'impatiente et s'interroge.

L'explosion estudiantine de mai 1968 prend tout le monde, et d'abord le général et son gouvernement, complètement au dépourvu. Elle paraît, au début, si peu grave que Georges Pompidou quitte Paris le 2 mai pour un voyage officiel en Iran et en Afghanistan. Quand il rentre le 11, l'émeute, durement réprimée, bat son plein. Trois heures après son arrivée à Orly, le premier ministre, qui a conféré avec le général, annonce à la télévision diverses mesures qui marquent l'abandon de la ligne « dure » adoptée en son absence. Et il apparaît très vite que, face à l'agitation estudiantine, face à la grève ouvrière qui lui fait suite par un extraordinaire enchaînement, au milieu du désarroi, de l'angoisse, voire de l'affolement de beaucoup d'hommes du régime, il ne perd pas son sang-froid, détient et exerce seul toute la réalité du pouvoir ou du moins ce qu'il en reste.

Tandis que les épisodes violents, dramatiques, parfois cocasses, se succèdent dans un pays qui paraît se décomposer peu à peu, où les leviers de commande grippent et bientôt ne fonctionnent plus, il essaie de tenir la barre. De Gaulle, indifférent ou perplexe, ne dit mot. Mieux : il part à son tour — encouragé par son premier ministre à faire cette visite dès longtemps prévue — du 14 au 18 mai en Roumanie. Pendant ce temps, Georges Pompidou fait front au Parlement à toutes les attaques, dans la rue à l'agitation, dans le pays à la crise sociale ; à peine semble-t-il avoir réussi à colmater une brèche ici, à étouffer là les flammes, que l'inondation déferle ailleurs, que l'incendie se rallume.

Alors chacun joue sa dernière carte — du moins le croit-on. Pour le président de la République, c'est l'annonce, le 24 mai, d'un référendum sur la participation. Pour le premier ministre, c'est l'ouverture, le 25, de larges négociations entre le patronat et les syndicats de travailleurs sous l'œil du gouvernement. Mais il faut bientôt se rendre à cette double évidence : le référendum n'est pas le remède qui convient, et on devra en définitive renoncer à l'organiser ; les pourparlers de Grenelle ont certes abouti à un accord, mais la grève se poursuit néanmoins, et plusieurs semaines seront nécessaires pour l'arrêter. Enfin l'opposition de gauche, réveillée, se déclare prête à prendre le pouvoir, à le ramasser plutôt, si l'Etat, comme on peut le croire, achève de s'effondrer.

Les secrets du roi

On n'a pas oublié le spectaculaire coup de dés qui renverse le jeu et décide soudain de l'issue de la partie : la « disparition » du général de Gaulle le 29 mai, son retour le 30, l'appel au pays, l'annonce de l'abandon du référendum, la dissolution de l'Assemblée et l'énorme cortège qui déferle alors sur les Champs-Elysées, réplique des gaullistes à l'immense défilé de la gauche le 13 mai. On s'est beaucoup interrogé sur le point de savoir si le premier ministre connaissait le projet de « disparition », s'il avait été prévenu de ce départ brusqué, s'il était dans le secret. Georges Pompidou a toujours gardé le silence à cet égard.

Sans entrer dans le détail des faits et des propos, tout porte à croire que, vues de son côté, les deux journées cruciales peuvent être décrites ainsi : le général n'avait pas mis expressément son second dans la confidence, mais des indices nombreux et concordants, depuis plusieurs jours, donnaient à penser au chef du gouvernement que le président de la République allait prendre une initiative de ce genre. Il savait aussi que la grande manifestation pour laquelle les dirigeants gaullistes demandaient avec insistance le « feu vert » avait été fixée, avec l'accord du général, au jeudi 30 dans l'après-midi. Enfin, il avait vainement tenté, dès le 27, de convaincre de Gaulle d'abandonner le projet de référendum et de prononcer la dissolution.

Sur ce dernier point toutefois, Georges Pompidou n'eut finalement gain de cause qu'à la dernière minute, quelques instants avant le conseil des ministres extraordinaire réuni en hâte le 30 au début de l'après-midi ; et il apprit en même temps que la démission qu'il avait offerte et réitérait était refusée, qu'il demeurait à la tête du gouvernement, à charge pour lui de le remanier en écartant les ministres qui avaient, par fonction, porté une part directe de responsabilité dans les événements.

Plus tard, Georges Pompidou confiera qu'il avait compris aussi ce jour-là que son maintien en place revêtait un caractère provisoire, qu'il était en fait condamné. Il s'agissait simplement de lui laisser toute la responsabilité, jusqu'au bout : après tout, ce mois de mai survenait alors qu'il était au pouvoir depuis six ans, le *crescendo* de ces semaines dramatiques était attribué à ses choix et à ses décisions, et si les élections qu'il avait tant réclamées devaient être perdues, ce serait aussi sa faute.

Elles furent gagnées, triomphalement même, et l'action du premier ministre relayant le charisme présidentiel avait fait merveille. Moins de dix jours après la consultation, un étrange chassé-croisé de démission offerte puis reprise, refusée puis acceptée, consacrait l'éviction du brillant dauphin, de l'irremplaçable premier ministre, chassé presque honteusement, comme s'il avait trahi le vieux souverain. Qu'importe : « *Monsieur le député du Cantal*, dit André Malraux en levant son verre au déjeuner d'adieu du gouvernement, *je bois à votre destin.* » Encore ce mot que, bientôt, Georges Pompidou allait prononcer à son tour, et pour son propre compte.

Les péripéties de ces jours difficiles sont loin encore d'avoir livré tous leurs mystères.

L'un d'eux, c'est l'affaire Markovic, ainsi désignée du nom de sa victime, un jeune Yougoslave garde du corps de l'acteur Alain Delon. Il s'agit d'un fait divers crapuleux qui va être utilisé — par qui ? Cinq ans plus tard on se le demande encore — pour une machination contre Georges Pompidou. Une campagne menée à coups de ragots infâmes, de pièces et de photos truquées, de faux témoignages extorqués, de rapports malveillants et aussi d'abus de droits, se développe rapidement. C'est le grand air de la calomnie. Passons sur les péripéties, sur les démarches pressantes tentées par lettre et oralement auprès du général par son ancien second : rien n'y fait, le flot boueux continue de déferler. On sent une volonté politique derrière la tentation qui vise à abattre l'héritier présomptif.

Alors Georges Pompidou se rebelle. A Rome, en janvier 1969, à la télévision suisse, en février, il confirme qu'il sera candidat à l'Elysée lorsque le général se retirera, il parle de son « destin national ». La première de ses déclarations provoque une énorme colère et une réplique cinglante, hors de proportion avec la gravité de l'incident. Après la seconde, tout est rompu, au point que nul n'ose plus prononcer devant de Gaulle le nom de celui qui fut si longtemps son plus proche et fidèle serviteur. Une intervention de Georges Pompidou encore devant le comité directeur des chambres de commerce et d'industrie, le 27 février : c'est un véritable discours-programme. Le mot « trahison » résonne sous les lambris de l'Elysée.

Le 4 mars, nouveau rebondissement de l'instruction dans l'affaire Markovic, nouvelle mise en cause publique de l'ancien premier ministre, qui refuse d'y voir une coïncidence, proteste hautement, en appelle au général qui, cette fois, ne peut rester silencieux : l'affront a été trop éclatant, la machination trop évidente. Huit jours plus tard le général et Mme de Gaulle reçoivent à dîner à l'Elysée les deux anciens premiers ministres du règne, Michel Debré et Georges Pompidou, accompagnés de leurs femmes. C'est, en principe, un geste de réparation sinon de réconciliation.

De cette soirée glaciale, tendue, sinistre, on possède deux récits, ceux des deux invités. Oui, le passé, le dévouement, l'affection, l'estime sont morts, bien morts. De Gaulle se juge trahi, Pompidou se voit livré à la meute. Or cette rencontre sera entre eux la dernière. Jamais, dans les vingt mois qui lui restent à vivre, le général ne reverra l'homme qui avait été vingt années durant si proche de lui avant de devenir son successeur à la tête de l'Etat. Jamais Georges Pompidou ne reverra le visage de son ancien chef : comme nous l'avons rappelé au début de ce récit, lorsqu'il viendra s'incliner à Colombey devant sa dépouille mortelle, la famille aura fait procéder avant sa venue à la mise en bière et fermer le cercueil. Shakespeare n'eût pas trouvé mieux.

Pendant que ces sombres péripéties se déroulent dans la coulisse, la préparation et la campagne du référendum sur la régionalisation occupent, dans les affaires intérieures, le devant de la scène. Une fois de plus, de Gaulle demande aux Français une réinvestiture personnelle, un chèque en blanc.

A la limite, le vieux sorcier pourrait l'emporter encore une fois s'il réussissait à imposer l'habituel quitte ou double : moi ou le « chaos », hors du « oui » point de salut. Mais précisément, cette fois, il existe un recours : chacun sent ou sait que Georges Pompidou aurait les meilleures chances d'hériter le pouvoir et sa réputation d'habileté et d'énergie reste intacte. On comprend l'insistance des ducs et des barons auprès de lui, pour arracher à l'héritier présomptif les mots qui engagent : qu'il dise, publiquement et clairement, qu'il ne sera pas candidat si le « non » l'emporte. Il doit se sacrifier. « *On ne peut fonder aucun après-gaullisme sur la défaite du gaullisme* », proclame André Malraux. « *Si le non l'emportait, aucun candidat gaulliste ne se trouverait dans une situation satisfaisante* », écrit *la Nation*.

C'est peine perdue. Georges Pompidou se contente de jouer sa partie dans la campagne, sans conviction et sans éclat. Il est prêt, il s'est rapproché d'Edgar Faure, de Valéry Giscard d'Estaing, de Jacques Duhamel, il a déjà choisi son futur premier ministre. Et le 27 avril, le « non » l'emporte. L'épopée s'achève. Place à ce qu'André Malraux nomme du bout des lèvres « *la politique politicienne* ».

Le premier en France sinon le premier des Français

Seul en mesure d'être élu, Georges Pompidou sera donc le candidat unique de la majorité : souvent à regret, les gaullistes historiques et orthodoxes, les centurions du Compagnonnage doivent accepter qu'il en soit ainsi et faire bloc autour de lui. Il mène une campagne incisive et active contre l'opposition de gauche, mais celle-ci ne présente pas moins de quatre candidats (MM. Duclos, Defferre, Rocard et Krivine) et n'est pas dangereuse. En fait, elle est spectatrice plus que protagoniste. C'est à son adversaire centriste, le président du Sénat, M. Poher, déjà installé à l'Elysée comme président intérimaire, que Georges Pompidou se mesure en réalité. On se dispute les mots-chocs : à l'un la continuité, à l'autre le renouvellement ; et chacun promet l'ouverture, chacun garantit le changement. Cependant M. Poher, après avoir pris un très bon départ, décourage ses supporters les plus ardents et perd du terrain chaque fois qu'il s'exprime à la télévision. A la veille du premier tour, le succès du candidat de la majorité ne fait guère de doute.

Il recueille, en effet, 43,95 % de ssuffrages exprimés en métropole (contre 23,4 % à M. Poher, 21,5 % à M. Duclos et moins de 10 % ensemble à MM. Defferre, Rocard et Krivine). C'est un meilleur pourcentage que de Gaulle au premier tour des présidentielles de 1965, meilleur que celui de l'U.D.R. au premier tour des élections législatives de 1968.

Le second tour, le 15 juin, est joué et gagné d'avance. Le boursier du lycée d'Albi, l'étudiant socialiste de Normale Supérieure, le petit professeur, le conseiller occulte est parvenu au terme de son cheminement. Il succède à l'homme, qui avait si souvent proclamé qu'il n'aurait pas de successeur. Après avoir été pendant six ans le second, puis renvoyé soudain onze mois plus tôt à son obscurité, le voici enfin le premier en France. Mais il n'est pas, pas encore, le premier des Français.

Le premier des Français, en effet, a voté d'Irlande par procuration, mais il n'a dit mot. Rentré à Colombey, il se mure dans le silence. Il a quitté la politique, renoué avec son œuvre de mémorialiste, retrouvé sa place dans l'histoire. Statue du commandeur, impassible et immobile, il n'en est que plus terrible : car s'il parlait, quel écho ! Mais non : il se tait obstinément, n'ouvre sa porte qu'à de très rares fidèles à la condition qu'ils aient, comme lui, quitté les affaires, muré dans son village et dans son chagrin. A l'Elysée le pouvoir légal, à la Boisserie le pouvoir moral. L'exercice de l'un se ressent de l'existence de l'autre, et il en sera ainsi jusqu'à ce qu'au soir du 9 novembre 1970, le chêne tombe soudain foudroyé.

C'est pourquoi dans les dix-sept mois qui séparent son élection de la mort du général de Gaulle, le président de la République semble contenu, un peu effacé, comme intimidé. Il gouverne peu et arbitre moins encore. Ce n'est pas sur lui, sur l'Elysée que sont braqués les projecteurs : c'est sur son premier ministre , Jacques Chaban-Delmas, sur l'Hôtel Matignon, où une équipe brillante multiplie les grands projets, les initiatives, les ambitions dont la moindre n'est pas celle d'édifier une « nouvelle société », d'améliorer la « qualité de la vie ».

Le choix de M. Chaban-Delmas, la rentrée de M. Giscard d'Estaing, le ralliement de MM. Duhamel, Pleven et des centristes, avaient illustré avec éclat la promesse de renouvellement dans la continuité. Au début, le président et le premier ministre marchent la main dans la main : ensemble, ils assument la dévaluation du mois d'août, le plan de redressement de la rentrée. Les premiers craquements se font entendre à l'automne : le président semble déçu, voire irrité, de la lenteur de son second. Mais au cours de l'hiver 1969-1970, ces divergences s'atténuent devant les premiers succès du plan de redressement, de la politique contractuelle. Au surplus, M. Chaban-Delmas ne manque-t-il pas de proclamer devant l'Assemblée qui lui donne sa confiance par 369 voix contre 85 que « *l'homme prééminent est à l'Elysée* ».

Une seule exception à cet effacement relatif du président, mais une exception de taille : le « sommet » européen de La Haye, les 1er et 2 décembre. Il en a pris l'initiative et, au grand soulagement des cinq partenaires de la France, il a fortement lancé le thème de l'union économique et monétaire, *poussé à l'élargissement* du Marché commun dans lequel la Grande-Bretagne fera en effet son entrée le 1er janvier 1973. C'est le prix payé aux « Européens », républicains indépendants et centristes, pour leur concours. C'est aussi une nouvelle page de l'histoire de l'Europe qui semble s'ouvrir.

Le départ est donc bien pris, et le style a bien changé. Aux mots de grandeur, d'indépendance, d'autorité, de prestige, un vocabulaire plus modeste a été vite substitué : on parle contrats, progrès, réalisme, bonheur. Aux défis tranchants, à l'ambition romantique, à « ce dosage savant de conciliation et de chantage » qui caractérisait, selon Sirius, la diplomatie et la stratégie gaulliennes, le successeur préfère une gestion sage et modeste, sans grands éclats et sans grands risques, une action moins bruyante mais plus acharnée. Il ne prétend pas, lui, écrire l'histoire et répète volontiers : « *Je ne suis pas, je ne peux pas être et je ne veux pas être le général de Gaulle.* » Il veut gouverner et non régner.

En apparence, il gouverne peu. « *Chaban ?* dira-t-il un jour de férocité, en 1973, *il croit qu'il a été premier ministre pendant trois ans. Pas du tout : il a été ministre du travail pendant trois mois.* » Néanmoins, c'est M. Chaban-Delmas qui semble occuper le devant de la scène, qui lance les formules, qui parle et se montre, qui attire tous les regards. Il n'y a plus de « domaine réservé » ou plutôt, s'il en existe encore un, il est confié au premier ministre, et il est minuscule : les questions sociales et l'O.R.T.F. Et c'est tout. Le reste, tout le reste — et pas seulement la défense et la diplomatie comme jadis, — c'est l'affaire du président et de lui seul.

Au lendemain de la mort de son ancien chef, Georges Pompidou monte en première ligne. Il se sent cette fois les mains vraiment libres. Il va décisivement apesantir son emprise, accentuer rapidement le désaisissement du premier ministre et du gouvernement, affirmer en tout sa propre autorité, sa primauté absolue. Très vite, ce changement d'attitude aigrit le malaise entre le premier et le second personnage du régime, débouche sur un sourd conflit quasi permanent. Les choix, tous les choix, seront désormais prononcés à l'Elysée : ainsi la nomination de M. Jacques Chirac au poste de ministre-délégué dès janvier 1971 et, le même mois, de M. Tomasini au secrétariat général de l'U.D.R. A l'approche des élections municipales de mars, les remous s'aggravent dans le gaullisme, MM. Fouchet et Vendroux, que suivront plus tard MM. Vallon, Jeanneney, David Rousset et d'autres, quittent le mouvement. A plusieurs reprises, et en particulier au cours d'une conférence de presse (23 septembre 1971), le chef de l'Etat oppose la majorité parlementaire, qui peut fluctuer, et la majorité présidentielle, qu'il veut seule connaître, distinction qui suscitera d'amples commentaires.

Cette année 1971 voit fleurir ce qu'on nomme les « scandales » : diverses affaires financières et immobilières douteuses et d'autres qui ne le sont même pas tant elles sentent mauvais. A vrai dire, les hommes directement mis en cause ou compromis sont de rang assez médiocre dans le compagnonnage et le système : un député, deux ou trois membres de cabinets ministériels, quelques animateurs de groupuscules gaullistes ; et aucun de ceux qui sont éclaboussés n'occupe de fonctions réellement importantes dans l'Etat. Pourtant le vocable de « scandales » recouvre indifféremment des erreurs politiques et des fautes de gestion, des abus de pouvoir et des cas caractérisés de concussion, le copinage baptisé solidarité et l'escroquerie pure et simple. Parfois tout s'en mêle et cela donne l'affaire de La Villette, où des milliards sont partis en fumée ; parfois aussi, le dossier est plus clair, comme celui de M. Rives-Henrys.

Le climat est sérieusement affecté, l'amalgame aidant, par toutes ces péripéties. Aussi la publication par *le Canard enchaîné*, au début de janvier 1972, de la feuille d'impôts du premier ministre (usant habilement de l'avoir fiscal, il a réussi à échapper en partie au fisc), atteint-elle de plein fouet M. Chaban-Delmas, qui tarde dangereusement à réagir.

Une diplomatie personnelle

Son sort est, dès lors, scellé. Le président de la République, qui a décidément repris les leviers de commande, est préoccupé par l'approche des élections législatives. La majorité écrasante de juin 1968 ne saurait se perpétuer. Faut-il avancer l'échéance, fixée au printemps 1973 ? Le premier ministre est-il en mesure de préparer et d'affronter la consultation, premier scrutin national depuis la mort du général ? Comment prendre par avance un avantage décisif pour la majorité à la faveur de l'initiative dont il dispose ? Ces questions, Georges Pompidou va leur chercher une première réponse en sondant l'opinion elle-même. Il décide un référendum dont le thème surprend : l'admission de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne. Diviser l'opposition en contraignant les « européens » à se démarquer des communistes, rassembler et élargir la majorité, c'est, dit-on, « bien joué ». Si la partie est gagnée, les élections législatives pourront avoir lieu « dans la foulée », à la faveur des nouvelles solidarités et des nouveaux clivages apparus sur le thème de l'Europe.

La campagne morne et mal conduite ne mord pas sur l'opinion. Certes, communistes et socialistes ne donnent pas la même réponse à la question posée, les premiers optent pour le « non » et les seconds recommandent le refus de vote. Pourtant, au soir du 23 avril 1972, il apparaît que la bataille du référendum, si elle est gagnée au plan formel puisqu'on dénombre une majorité de « oui », est perdue comme manœuvre stratégique. Deux électeurs inscrits sur cinq ont choisi d'aller à la pêche, près d'un sur cinq de glisser dans l'urne un bulletin portant le mot « non » et moins de deux sur cinq seulement ont voté « oui ». Avec près de 40 % d'abstentions et près de 7 % de bulletins blancs ou nuls, chiffres jamais atteints dans une consultation à l'échelle nationale, les Français ont moins répondu « oui à Pompidou » qu'ils n'ont manifesté leur indifférence à sa personne, à sa politique, à son initiative. C'est le premier grand échec du président.

Après quelques semaines d'amères méditations, presque de découragement, il décide de réagir, de contre-attaquer.

(Lire la suite page 4.)

Jean Lacouture
Un sang d'encre
Collection "Les grands journalistes" dirigée par Claude Glayman
Stock

LA MORT

L'obstination et la prudence

(Suite de la page 3.)

Le premier ministre, rendu responsable de l'échec de l'opération, dont il n'a été que l'exécutant docile, insiste pour être autorisé à engager la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée : il espère ainsi reprendre en main la majorité et montrer au pays que la réponse ambiguë du référendum n'a entamé ni la solidité de la coalition, ni sa propre autorité. Nul n'ignore néanmoins dans les milieux politiques qu'il est désormais complètement hors circuit ; par exemple, la réforme du statut de l'O.R.T.F. est menée sans lui, et la mise en œuvre de cette réforme, dans l'un des rares domaines qui lui avaient été au début laissés, est préparée à son insu. Du bout des lèvres, après avoir un moment refusé, Georges Pompidou autorise le vote : M. Chaban-Delmas obtient le 23 mai la confiance des députés par 368 voix contre 96. Il n'en est pas moins, six semaines plus tard, prié de se retirer, ce qu'il fait d'assez mauvaise grâce, dans un bruissement de lettres courtoises qui ne couvre pas les grincements que suscite ce désaveu venant si vite après le vote de confiance.

C'est un gaulliste de bon aloi, intègre et froid, qui lui succède le 5 juillet. M. Pierre Messmer ne se souciera pas, lui, d'obtenir l'approbation des députés puisqu'il ne se présentera devant l'Assemblée que trois mois après sa nomination, à la rentrée d'octobre. Le « retour aux sources » gaulliennes du régime se manifeste sous différentes formes, dans le vocabulaire, le choix des hommes, le réveil des mythes. Au nouveau gouvernement, une consigne qui s'exprime en une formule du chef de l'Etat prononcée au cours d'un conseil des ministres, au début de septembre : le « dynamisme résolu ». Il s'agit de gagner les élections législatives, des élections que le président de la République refuse obstinément, comme le lui demandent maints dignitaires et plusieurs de ses conseillers, d'avancer à l'automne par la dissolution. Quelques jours après le premier ministre, une autre nomination : le nouveau P.-D. G. de l'O.R.T.F. est un député jadis socialiste, rallié à l'U.D.R., M. Arthur Conte. Au début de septembre, M. Alain Peyrefitte prend la succession de M. Tomasini comme secrétaire général du parti majoritaire. Plus que jamais, l'omnipotence d'un homme résume un régime dans lequel tout est lié : la Constitution, le président, le gouvernement, la majorité, l'U.D.R. et même la radio-télévision.

Du côté de l'opposition aussi, on s'organise et se mobilise. Alors que presque tout le premier semestre de 1972 avait été occupé par de rudes polémiques entre communistes et socialistes — sur la Tchécoslovaquie, le conflit israélo-arabe, le sort des juifs en U.R.S.S., la politique européenne et le référendum — un accord sur le « programme commun de gouvernement » des deux formations a été conclu le 27 juin. L'entente et la satisfaction se manifestent avec éclat dans la gauche dont les chefs se retrouvent, en particulier le 1er décembre au Palais des Sports de Paris, sur les estrades de meetings unitaires ; et les sondages enregistrent une montée lente mais constante des voix de l'opposition. Entre les deux armées prêtes à s'affronter, le petit bataillon centriste plaide pour la réforme, à la fois contre l'excès d'ordre et l'abus du mouvement.

Dans le pays cependant, on manifeste pour la défense de l'environnement, contre l'agrandissement du camp militaire du Larzac, pour la libéralisation de l'avortement, contre le racisme, plus ardemment encore que pour ou contre l'U.D.R. et l'union de la gauche. La contestation, essoufflée, semble parfois renaître dans la jeunesse, chez les lycéens en particulier. Mais de tout cela, le président n'a cure : l'ordre prime tout, il doit être maintenu, et voilà. Georges Pompidou, qui avait, depuis le début de son septennat, gracié systématiquement tous les condamnés à mort, a fait exécuter Bontems et Buffet, les assassins de Clairvaux. Au fond, les affaires intérieures l'intéressent peu, les affaires extérieures le passionnent bien davantage.

A grand renfort de visites d'Etat, de voyages privés et de consultations réciproques, il a noué des liens personnels avec ses homologues étrangers, les chefs d'Etat et de gouvernement. Il s'entend bien avec M. Heath et M. Brejnev, moins aisément avec le chancelier Brandt et le président Nixon. Il ne croit pas à la construction européenne, pas plus d'ailleurs qu'à la paix mondiale, mais il semble jouer le jeu et, à l'automne 1972, il s'efforce de se placer au centre des débats d'ailleurs décevants de la conférence au sommet des Neuf, réunie à Paris. En 1973, c'est plutôt la diplomatie planétaire qui l'occupe, à travers maintes rencontres avec ses quatre grands interlocuteurs et quelques personnages de moindre importance ; cette année-là aussi, il réalise une vieille ambition de son prédécesseur en visitant la Chine et en rencontrant Mao. Dans les événements d'Asie du Sud-Est, puis du Proche-Orient, dans la crise inflationniste mondiale de 1972, la crise pétrolière de 1974, il tente, non sans succès parfois, de se placer au premier plan, sous les projecteurs, et de préserver en même temps ce qui fait l'originalité des positions françaises.

Peut-on dire que sa politique extérieure demeure gaulliste ? La réponse est plutôt négative en ce qui concerne l'Europe, douteuse pour ce qui concerne la détente avec l'Est et plutôt positive sur tous les autres terrains, y compris et surtout le Proche-Orient. De toute façon, la France n'a pas de politique extérieure : c'est Georges Pompidou et lui seul qui, dans ce domaine, met en œuvre une pratique toute personnelle et développe une action à la fois pragmatique, efficace et réaliste pour les uns, ou bien au contraire vaine, vaniteuse et dangereuse aux yeux des autres. La vieille querelle de l'« isolement » et de l'« indépendance », si ardente au temps du général, reprend par bouffées. Le choix, à la faveur d'un des remaniements du gouvernement Messmer au lendemain des élections de mars 1973, de M. Michel Jobert pour le poste de ministre des affaires étrangères a été d'abord interprété comme le signe de la mainmise totale du président sur l'exécution de sa politique extérieure ; au bout de quelques mois pourtant, on a commencé à se demander s'il ne fallait pas en rabattre.

L'homme a changé et il changera encore. A l'approche des tempêtes électorales, il semble parfois retrouver l'alacrité, l'assurance coupante, l'impassibilité têtue, l'insensibilité massive et dure de naguère. C'est le cas par exemple à la conférence de presse du 21 septembre 1972 : ce jour-là, il fonce tête baissée, le sourcil en bataille, l'œil allumé, le ton caustique, féroce et déterminé. L'opposition, la majorité, la presse, l'ancien premier ministre, les parlementaires, les partenaires européens, chacun reçoit un paquet. Adieu les prudences, les platitudes apaisantes d'un président épanoui et sécurisant : il ronronnait et voici qu'à nouveau il griffe. Et il fait mal.

Sans vergogne, il intervient dans la campagne électorale de février-mars 1973, grossit les éléments du choix qui, à l'entendre serait entre le totalitarisme et la misère d'une part, la liberté, le progrès, le bonheur d'autre part, entre la République populaire et la démocratie. Il orchestre la campagne de la majorité, réveille les ministres, secoue les candidats, cogne de toutes ses forces sur l'opposition avec des ahans de bûcheron. Et il gagne. Effacé le demi-échec du référendum, évanouies les craintes d'une accession de la gauche au pouvoir, dissipés les nuages qui obscurcissaient l'avenir de la majorité : avec quarante sièges de plus qu'une opposition certes considérablement renforcée, l'U.D.R., ses alliés giscardiens et centristes conservent une marge largement suffisante pour gouverner.

La maladie et la disparition

Cette belle vigueur du président de la République, ce succès obtenu à l'arraché, cette détermination nouvelle seront cependant sans lendemain. Car l'homme est déjà atteint, miné par les soucis que lui donne sa santé. Lorsqu'il était souffrant, au cours de l'hiver 1972-1973, on parlait à l'Elysée de grippes à rechutes. Au printemps, on le trouvait mal à l'aise, grossi, gonflé eût-on dit. Mais quand il apparaît à la télévision, le 31 mai 1973, face à un Richard Nixon alerte et souple qu'il rencontre à Reykjavik, quinze ou vingt millions de Français sont stupéfaits de l'empâtement de sa silhouette, de la bouffissure de ses traits, de sa démarche lourde et hésitante, de son évidente lassitude et même de sa difficulté à s'exprimer. Comme il a changé ! Quelle est sa maladie ? Où va-t-on ?

Dès lors, c'est dans un climat de fin de règne que va se dérouler le dernier épisode de cette étonnante carrière. Les candidats à la succession se bousculent sans discrétion autour du grand personnage fatigué qui tantôt paraît abattu et même épuisé, tantôt semble reprendre un peu de force. Les propos rassurants sur sa santé et les démonstrations de bonne forme alternent avec les annulations d'engagements et les réductions d'activité. De même les actes d'autorité, les interventions tranchantes contrastent avec les tâtonnements et l'immobilisme qui caractérisent la démarche politique.

D'un côté, le président de la République empêche M. Michel Debré, qui a quitté le gouvernement, d'accéder à la présidence de l'U.D.R., puis M. Chaban-Delmas de retrouver au Palais-Bourbon son fauteuil présidentiel, dévolu à M. Edgar Faure. Obstinément, il poursuit sa politique nucléaire, maintenant contre vents et marées les campagnes d'essais dans le Pacifique. Il accentue la politique arabe de la France. Il encourage son ministre des affaires étrangères à la raideur face aux Européens, face aux Etats-Unis. Il appuie son ministre de l'intérieur pour la dissolution des mouvements extrémistes de droite ou de gauche en juin 1973, basques ou bretons en janvier 1974. Il pousse son premier ministre à la fermeté dans l'affaire Lip, dans la politique énergétique et, en février 1974, lui demande la démission collective de son gouvernement pour la confirmer aussitôt avec une équipe réduite. A la France entière, il offre un jour le spectacle sans précédent d'une admonestation très ferme, humiliante presque, du conseil des ministres devant les caméras de la télévision.

Dans le même temps, il semble flotter, hésiter, tergiverser. Il s'oppose sourdement à l'élection de M. Sanguinetti comme secrétaire général de l'U.D.R., mais l'accepte finalement. Il insiste pour un règlement négocié de l'affaire Lip, puis brusquement désavoue et fait désavouer les négociateurs et le ministre qui les a choisis. Il lâche le tout-puissant P.-D. G. de l'O.R.T.F. choisi avec tant de soin et nommé avec tant d'éclat dix-huit mois plus tôt et laisse se développer avec lui une polémique publique. Parfois même, il paraît agacé de l'autorité toute neuve et du savoir-faire de son ministre des affaires étrangères. Après s'être notablement éloigné de l'orthodoxie gaulliste retrouvée en 1972, il y revient soudain au printemps 1974.

Mais surtout, il a engagé dès juin 1973, avec une résolution et une vigueur sans égales, une opération délicate et sérieuse : la révision de la Constitution pour le raccourcissement de sept à cinq ans du mandat présidentiel. Pourquoi cette initiative ? Envisage-t-il de se retirer après cinq ans — donc en 1974 — soit pour se représenter afin de demeurer ainsi dix ans à l'Elysée soit pour raison de santé et sans esprit de retour ? Ou bien, au contraire, veut-il terminer son septennat en 1976 et briguer alors un nouveau mandat, plus court ? Nul ne le sait, mais lui-même le sait-il ou a-t-il voulu se réserver à la fois plusieurs possibilités ?

Ayant choisi la voie parlementaire pour pratiquer la réforme, il obtient les premiers votes dans des conditions telles que l'échec, au congrès du Parlement, semble probable. Sans barguigner, il retire et met sous le boisseau le projet déclaré la veille encore extrêmement urgent et fondamental. C'est son second échec après l'insuccès du référendum d'avril 1972 et, cette fois, le dogme gaullien de l'infaillibilité présidentielle est sérieusement mis à mal.

Un homme malade, irritable : ainsi apparaît-il de plus en plus au regard du pays, car la classe politique sait, elle, à quoi s'en tenir et s'agite déjà à la recherche de son successeur. Le spectacle de la souffrance physique qu'endure le chef de l'Etat, le courage qu'il manifeste dans l'adversité, l'énergie qu'il réussit encore, par éclairs, à montrer, telle est la dernière image qu'auront de lui les Français, ces Français pour lesquels il s'est efforcé de gouverner en succédant à l'homme qui, lui, pensait d'abord à la France.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

QUATRE PRÉSIDENTS MORTS EN COURS DE MANDAT

M. Georges Pompidou et le quatrième président depuis la naissance de la IIIe République dont la mort vient interrompre le mandat. Avant lui, Sadi Carnot, né en 1837, avait été assassiné par l'anarchiste Caserio à Lyon, le 24 juin 1894 ; Félix Faure, né en 1841, était mort au palais de l'Elysée le 6 février 1899 ; Paul Doumer enfin, né en 1857, avait été assassiné par Gorgulov, le 7 mai 1932 à Paris.

Les derniers moments

M. Georges Pompidou, qui avait passé le week-end dans sa propriété d'Orvilliers (Yvelines), était rentré lundi à Paris. Il avait regagné son domicile particulier du quai de Béthune, et ne s'était pas rendu à l'Elysée. Il n'avait pas rencontré, comme prévu, M. Pierre Messmer.

MARDI 2 AVRIL

En fin de matinée, on apprend que le conseil des ministres du lendemain mercredi aura lieu l'après-midi, comme les conseils précédents des 20 et 27 mars. Au palais de l'Elysée, on attend la venue du président de la République pour l'après-midi.

En début d'après-midi le bruit court, notamment dans les couloirs de l'Assemblée nationale (où va avoir lieu la première séance de la session de printemps), que le président de la République aurait décidé d'annuler l'audience qu'il doit accorder au président Juvénal Habyarimana, chef de l'Etat rwandais.

● 16 h. 31 h. — *Cette rumeur est confirmée par une dépêche faisant référence à une « source autorisée ». L'audience qui devait avoir lieu à 16 h. 30 est bien annulée. On sait alors que le président de la République française n'a toujours pas regagné l'Elysée et il ne fait de doute pour personne que son état de santé est en cause.*

● 18 h. 11. — *Une dépêche d'agence annonce que le chef de l'Etat* « annule ses engagements pour les jours qui viennent » *et que M. Pierre Messmer présidera le conseil des ministres prévu pour le lendemain.*

● 18 h. 16. — *Le communiqué suivant est publié par le secrétariat général de la présidence de la République :* « En raison de son état de santé, le président de la République a décidé d'annuler ses engagements pour les jours qui viennent. Le président a demandé au premier ministre, conformément à l'article 21 de la Constitution, de présider le prochain conseil des ministres, dont il a approuvé l'ordre du jour et qui se tiendra à l'Elysée le 3 avril 1974. »

● 18 h. 25. — *Le président du Rwanda déclare à la presse :* « Le protocole français m'a informé que l'entretien que je devais avoir aujourd'hui avec le président de la République avait été annulé pour le moment. » *Il ne fournit aucune autre précision. On apprend aussi que Mme Pompidou a annulé la réception qu'elle devait offrir à l'épouse du président rwandais.*

● 21 h. 58. — *Un « flash » de l'Agence France-Presse annonce :* « Pompidou est mort. » *Ce flash est répété quelques secondes plus tard.*

● 22 h. 2. — *L'A.F.P. précise que le chef de l'Etat est décédé à 21 heures.*

● 22 h. 5. — *Le communiqué publié à 21 h. 55 par le secrétariat général de la présidence de la République est connu dans son contenu exact :* « Le président de la République est décédé le 2 avril 1974 à 21 heures. Signé : professeur Vignalou. »

● 22 h. 15. — *Des Parisiens se regroupent quai de Béthune, près du domicile privé du chef de l'Etat et près de l'Elysée. Les proches collaborateurs du président de la République rallient le palais présidentiel.*

A l'hôtel Matignon, le premier ministre commence une longue série d'entrevues. Il reçoit notamment les visites de MM. Michel Debré, ancien premier ministre, Alain Peyrefitte, ministre des affaires culturelles, Jean Taittinger, garde des sceaux, Hubert Germain, ministre chargé des relations avec le Parlement, Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R.

Les entretiens se poursuivent tard dans la nuit.

MERCREDI 3 AVRIL

En début de matinée le service de presse de la présidence de la République dément les bruits — qui ont couru pendant la nuit, notamment dans les couloirs du Palais-Bourbon — selon lesquels le chef de l'Etat aurait été ramené en ambulance d'Orvilliers le lundi, et selon lesquels il aurait aussi, se sentant faiblir, manifesté le désir d'intervenir à 19 h. à la télévision pour annoncer sa démission au pays et même présenter celui qu'il souhaitait avoir pour successeur.

En revanche la présidence de la République confirme qu'elle était, depuis dimanche, au courant d'une aggravation de l'état de santé de M. Pompidou.

Le secrétariat général de l'Elysée rend publiques, dans la matinée, les dispositions arrêtées par M. Pompidou lui-même pour ses obsèques, dispositions contenues dans une lettre datée d'août 1972. « Je veux être enterré à Orvilliers, *déclare le chef de l'Etat dans cette lettre.* Je ne veux ni fleurs, ni couronnes, ni monument funéraire, bien sûr. Une simple dalle de pierre de taille avec mon nom et les dates de ma naissance et de ma mort. »

● 9 heures. — *M. Pierre Messmer, première personnalité à venir s'incliner devant la dépouille de M. Pompidou, arrive quai de Béthune. Se refusant à toute déclaration, il demeure vingt-sept minutes dans l'immeuble.*

● 9 h. 45. — *Le cabinet de M. Alain Poher fait savoir que le président intérimaire ne s'installera pas à l'Elysée avant les obsèques de M. Pompidou « par égard pour le deuil de la famille ».*

M. MESSMER : que le civisme de tous réponde à ce qui aurait été son attente.

M. Pierre Messmer, premier ministre, a déclaré mardi 2 avril à 23 h. 45 dans une allocution radiodiffusée : *« La France a appris ce soir avec une immense douleur le décès de Georges Pompidou, président de la République. Nos pensées vont d'abord à sa famille. Au nom du gouvernement, au nom de toutes les Françaises et de tous les Français, en mon nom personnel, j'adresse à Mme Georges Pompidou et à ses enfants nos sentiments profondément émus et attristés. Nous saluons avec respect le courage d'un homme qui, malgré sa maladie et jusqu'à la veille de sa mort, a assumé en pleine lucidité son devoir de chef de l'Etat. Que le civisme de tous réponde à ce qui aurait été son attente. Le gouvernement et moi-même, dans le respect de la Constitution de la République, n'y manqueront pas. »*

M. POHER : s'inspirer d'un exemple aussi haut.

M. Alain Poher, président du Sénat : *« M. le secrétaire général de l'Elysée m'a informé du décès subit du président de la République, frappé brutalement dans le plein exercice de ses fonctions. Ma première pensée est pour Mme Georges Pompidou et je m'incline devant la douleur de sa famille. Cette nouvelle qui me bouleverse plonge le pays tout entier dans le deuil. Le courage et le dévouement du chef de l'Etat au cours des mois écoulés forcent mon admiration ainsi que celle de toutes les Françaises et de tous les Français que j'invite à s'inspirer d'un aussi haut exemple. »*

M. EDGAR FAURE : un grand homme d'État.

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale : *« J'exprime ma reconnaissance et mon admiration pour le grand Français et grand homme d'Etat qu'était M. Georges Pompidou. Pour l'instant, tout le reste est silence. »*

L'évolution de la maladie, de l'été 1972 au printemps 1974

1972

8 DECEMBRE : à l'occasion de l'arbre de Noël de l'Elysée, s'adressant aux enfants des écoles, M. Pompidou s'excuse d'être « un peu grippé ».

1973

3 JANVIER : pour répondre aux vœux des journalistes à l'Elysée, le président de la République, contrairement à l'habitude, s'assied dans un fauteuil.

5 JANVIER : « grippé », il ne peut recevoir les vœux du personnel de l'Elysée.

28 JANVIER : il prolonge son séjour à Auron (station hivernale des Alpes-Maritimes).

15 AVRIL : il passe les fêtes de Pâques à Cajarc.

15 FEVRIER : souffrant, le chef de l'Etat ne peut présider le conseil des ministres. M. Lecat, porte-parole du gouvernement, précise que « le président est grippé ». Il reprend ses activités le 19 février.

24 MAI : légèrement souffrant, M. Pompidou renonce à inaugurer le Salon aéronautique du Bourget et annule la réception prévue pour la fête des mères.

30-31 MAI - 1er JUIN : rencontre avec le président Nixon à Reykjavik (Islande). L'aspect physique du président de la République impressionne les observateurs français et étrangers.

5 JUIN : le secrétariat général de l'Elysée précise que M. Pompidou va réduire ses activités de représentation, car il n'a pas eu, « en raison des obligations de sa charge, la possibilité de prendre le repos rendu nécessaire par la grippe à rechutes dont il a été atteint cet hiver ». M. Pompidou renonce à se rendre aux réceptions offertes par les assemblées parlementaires et par le Conseil constitutionnel.

6 - 12 JUIN : séjour à Cajarc.

7 JUIN : à la sortie de la messe à Cajarc, M. Pompidou déclare aux journalistes : « Si je ne sors pas depuis mon arrivée, c'est à cause de vous. Vous m'embêtez. »

8 JUIN : Mme Pompidou, dans une lettre à Marcel Haedrich, chroniqueur à Europe 1, écrit : « Il ne servirait à rien de signaler des rechutes de grippe qui ne se seraient pas produites si le président avait eu le temps de se reposer. »

14 JUILLET : au cours d'une réception à l'Elysée, il déclare : « On prend trop au sérieux les maladies des présidents. » Départ par la route pour Fouesnant (Finistère), où il passe des vacances jusqu'au 31 juillet.

3 - 15 AOUT : séjour à Brégançon (Var).

15 - 28 AOUT : séjour à Cajarc (Lot).

10 - 17 SEPTEMBRE : voyage en Chine populaire au cours duquel les déplacements de M. Pompidou sont strictement limités.

20 - 24 SEPTEMBRE : séjour à Cajarc.

31 OCTOBRE - 5 NOVEMBRE : séjour à Cajarc.

1974

3 JANVIER : répondant à leurs vœux, M. Pompidou s'assied pour converser avec les journalistes accrédités à l'Elysée.

24 JANVIER : voyage officiel à Poitiers ; le chef de l'Etat se déplace très peu et semble souffrant.

7 JANVIER : un bulletin signé du professeur Jean Vignalou déclare : « Le président de la République souffre d'une infection grippale avec fièvre variant entre 38 et 39 degrés. Il devra garder la chambre durant quelques jours. » M. Pompidou demeure dans son appartement du quai de Béthune.

11 FEVRIER : dîner à l'Elysée en l'honneur des membres du gouvernement. M. Pompidou déclare : « Je lève mon verre à ma propre santé étant donné que j'ai été profondément touché de l'intérêt qu'en ont manifesté certains. »

4 MARS : en signe de deuil à la suite de la chute d'un avion des Turkish Airways, M. Pompidou renonce à inaugurer le nouvel aérodrome de Roissy-en-France le 8 mars.

11 MARS : en raison d'une grève de machinistes, le gala de la Légion d'honneur que M. Pompidou devait présider à l'Opéra de Paris est annulé.

12 MARS : M. Pimpidou quitte Paris pour Pitsounda, au bord de la mer Noire, où il s'entretient avec M. Brejnev. Le dîner prévu avec le premier secrétaire du parti communiste soviétique le 12 mars est annulé.

21 MARS : le président de la République renonce à assister au dîner qu'il offre au corps diplomatique en raison d'une « lésion bénigne d'origine vasculaire située dans la région ano-rectale et hyperalgique par intermittence ».

23 MARS : le second dîner prévu en l'honneur du corps diplomatique, et qui devait se dérouler le vendredi 29 mars, est annulé.

24 MARS : les gouvernements japonais et français annoncent le report « sine die » de la visite que M. Pompidou devait faire à Tokyo du 23 au 26 avril.

25 MARS : le président de la République réside en fin de semaine dans son appartement parisien du quai de Béthune.

26 MARS : l'état de santé de M. Pompidou ne lui permet pas de rencontrer le chancelier Brandt à Bonn, les 4 et 5 avril, comme il avait été envisagé.

27 MARS : M. Pompidou regagne son appartement du quai de Béthune après le conseil des ministres.

29 MARS : le président de la République passe le week-end dans sa propriété d'Orvilliers (Yvelines).

1er AVRIL : M. Pompidou ne quitte pas son appartement du quai de Béthune et ne reçoit pas M. Pierre Messmer pour la traditionnelle audience du premier ministre le lundi.

2 AVRIL : le président de la République ne regagne pas l'Elysée et annule son audience avec le président du Rwanda, M. Habyarimana.

DU CHEF DE L'ÉTAT

Comment les Français ont appris la nouvelle

A Paris, dans la rue

CHAMPS-ÉLYSÉES : la nouvelle semblait connue avant 22 heures

21 h. 50 mardi soir : ni radio ni télévision n'ont encore rien annoncé et déjà des jeunes gens parcourent les Champs-Elysées. Comment savent-ils ? Pourquoi se font-ils informateurs bénévoles ? Militants ? Adversaires ? Nullement. Ils savent quelque chose que « *les autres* » ignorent encore et ils le disent en arrêtant les passants : « *Vous savez ?* » Non, on ne sait pas. Et on ne croit pas. « *Encore des bobards, le 1er avril est passé* ». Ou sur un autre ton : « *Il y a des plaisanteries qui ne se font pas.* » Un homme se fâche : « *C'est le comble ! Après cet odieux étalage de spéculations sur la santé du président !* »

Mais très vite la nouvelle se confirme. On entoure ceux qui savent. Mais pas de vrai rassemblement : des petits groupes, que la pluie soudain disperse vers les voitures, les cinémas, les cafés. Quelques jeunes gens partent au pas de course en direction de l'Elysée. La grande avenue est presque vide. Quand la pluie s'interrompt, des éclaireurs courent vers les kiosques à journaux : « *Pas d'éditions spéciales ?* » Dans les cafés, au Lido, sous les porches, on entend d'abord : « *Quand même... si vite, une opération urgente, sans doute* », et puis, souvent, un hommage au courage de l'homme « *qui est allé jusqu'au bout* ». Parfois l'indifférence s'affiche. La hargne politique ne désarme pas toujours. Mais très vite il est question de demain : « *Avec toutes ces grèves, l'inflation, l'Europe en débandade, nous n'avions pas besoin de cela.* » Quelques-uns rassurent : « *Vous avez peur de la révolution ? Allons donc. M. Poher va prendre la suite et le train-train reprendra cahin-caha.* » Réplique : « *Vous lisez dans le marc de café ?* »

J. Rd.

QUARTIER LATIN : le calme

A la sortie des cinémas, au quartier Latin, il faut être devin pour imaginer que le président de la République vient de mourir. Les vacances ont, il est vrai, éloigné les étudiants et M. Chirac a fait disparaître les policiers. Restent quelques étrangers que la pluie n'incite pas au commentaire politique ou sentimental non plus qu'à flâner. Devant le Sénat, seuls les journalistes apportent quelque animation. Plus haut, rue d'Ulm, devant l'Ecole normale supérieure dont M. Pompidou fut élève, tout est silence.

Ce n'est qu'à Saint-Germain-des-Prés, avec la première édition spéciale d'un quotidien qu'apparaissent les commentaires souvent attristés, parfois ironiques ou indifférents. A la sortie de Lip, la brasserie des hommes politiques, un clochard un peu gris, mais au fait de l'actualité, murmure : « *Le roi est mort, vive le roi.* »

B. D.

DEVANT L'ÉLYSÉE : deux cents personnes

A L'Elysée, la pluie a plaqué plus étroitement sur sa hampe le drapeau qu'on a mis en berne sitôt connue la mort du président de la République. Devant les grandes portes closes, quelques gardiens de la paix, une poignée d'inspecteurs. Face au palais présidentiel, sur le trottoir du faubourg, les barrières des jours de foule. Cent cinquante, deux cents personnes, un peu plus peut-être ? Le flot varie, que disperse à chaque instant une trombe plus drue que la précédente.

Sur la chaussée, photographes et caméramen guettent le moindre entrebâillement des portes, fusillant d'un éclair systématique tout ce qui ressemble à une voiture officielle, pour peu qu'elle demande l'entrée et s'engouffre dans la cour d'honneur, ou en sorte.

« *Tout de même... On s'attendait à quelque chose, mais pas à cela...* » La réaction première est la même dans toutes les bouches. Dans la foule, on suppute, on discute, on envisage l'avenir. « *Nixon doit se réjouir*, dit gravement un homme d'âge, *maintenant il va pouvoir mettre l'Europe dans sa poche. Personne, maintenant, ne pourra l'en empêcher !* »

Au passage, tous les conducteurs ralentissent, en dépit des moulinets qu'un agent veut rendre autoritaires, font un rapide tête-à-droite, et s'éloignent. « *Il a été courageux* », « *il a travaillé jusqu'à la dernière minute* », « *un bel exemple* », entend-on dans la foule. Un éclair de flash, un « *circulez* » péremptoire. Et la pluie qui recommence, de plus belle.

J.-M. D.-S.

QUAI DE BÉTHUNE : des curieux, silencieux

Depuis l'annonce du décès du président de la République jusqu'au lever du jour, le calme a régné dans l'île Saint-Louis le long du quai de Béthune.

La rue a été bloquée des deux côtés, peu après 22 heures, et sur la Seine aucun bateau n'a pu approcher depuis lors l'immeuble où repose M. Georges Pompidou. Vers minuit, on ne comptait guère plus de trois cents curieux massés à l'angle du quai de Béthune et du pont de la Tournelle. Silencieux, ils observaient le « spectacle » des photographes de presse, refoulés progressivement par des gardiens de la paix avant de se disperser tôt dans la nuit sous la pluie battante. A l'exception du maire du quatrième arrondissement, M. Georges Théolierre, et de M. Jean de Lipkowski, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, aucune personnalité ne s'est présentée quai de Béthune. A 6 heures, ce mercredi 3 avril, seuls quelques policiers et de très rares journalistes piétinaient encore à l'entrée de la rue. — J.-L. S.

A la radio et à la télévision

Il était quoi ? 22 h. 20, 22 h. 30, quand I.N.F. 2 a interrompu la projection de l'Homme de Kiev, prélude à un « Dossier de l'écran » sur les juifs en U.R.S.S., pour annoncer la mort du président. Un flash. Le film a repris immédiatement. Muet : nous avons coupé le son pour allumer la radio, sans même songer à changer de chaîne dans l'espoir d'en apprendre davantage sur la « Une ». Normal : la télévision ne saurait prétendre rivaliser avec les ondes pour la rapidité de l'information. De toute façon, « Vingt-Quatre Heures dernière » débutait tôt mardi. Et quand nous avons eu, enfin, l'idée d'y « aller voir », MM. Zitrone et Jacques-Olivier Chattard rappelaient les dates essentielles de la vie de M. Georges Pompidou.

Sur la « Deux », le débat prévu sera annulé vers 22 h. 40 et M. Jean-Claude Eberlé, l'air très ennuyé, très contrarié d'avoir à diriger ce « journal improvisé », nous apprendra la stupeur ressentie dans le monde entier à l'annonce de la nouvelle. Il semble qu'on ait réagi plus vite à Luxembourg ou à Rome qu'à Cognacq-Jay.

A partir de ce moment-là, incapables de fixer notre attention, profitant du moindre temps mort (musique religieuse sur les ondes, vues panoramiques d'Autun et de Paray-le-Monial à l'antenne), nous sommes passés d'une chaîne, d'un poste, à l'autre, dans l'espoir d'en savoir plus, plus vite. Sur ce terrain aussi — la qualité de l'information — les radios se sont montrées, une fois de plus, très supérieures à la télévision, qui s'est contentée d'attendre, sur fond de portraits officiels et de renseignements biographiques, toujours recommencés, les réactions également officielles à la nouvelle du décès du président.

On est resté entre soi

Hormis le bref passage à l'antenne de M. Henri Amouroux, directeur de France-Soir, et de notre collaborateur Pierre Viansson-Ponté, aucun commentateur, aucun leader politique n'est venu éclairer notre lanterne. Il n'était pas besoin pourtant de nous les montrer en chair et en os. Il nous aurait suffi d'entendre leurs voix en regardant leurs photos. Nous sommes habitués. Ils étaient trop occupés, nous a-t-on dit. Probablement, oui, trop occupés — je songe à MM. Edgar Faure et Lecanuet, entre autres, — à se répandre sur les ondes. Sur les ondes qui diffusaient le message de M. Messmer alors que la télévision essayait encore — « Alain Fernbach, vous m'entendez ? » — d'établir le contact avec Matignon. Dans l'affolement, les équipes envoyées quai de Béthune et faubourg Saint-Honoré n'ont pas songé non plus à demander son sentiment à l'homme de la rue. On est donc resté entre soi, à lire des dépêches d'agence, dans le vase clos du monopole de la lenteur et de la lourdeur d'un appareil d'information paralysé par la crainte du faux pas, de la fausse note.

CLAUDE SARRAUTE.

Alors, le président est mort ?

Six heures à Boulogne-Billancourt. Les cafés sont encore fermés. Les premiers vélos traversent la place Jules-Guesde, en face des usines Renault. Quelques ouvriers en bleu de travail — ceux qui ont « fait la nuit » pour surveiller les machines — sortent des ateliers. Certains ignorent encore la nouvelle, d'autres l'ont apprise par la radio : « On s'étonnait d'entendre du Chopin. »

Les O.S. arrivent par petits groupes, un peu engoncés dans leurs vestes et leurs blousons. Parmi eux un certain nombre de travailleurs immigrés. Plusieurs se montrent les gros titres de l'Huma : « Le président de la République est mort. »

Dans l'ensemble, peu de réactions. Les commentaires sont rares, mesurés. Les ouvriers savent respecter la mort. Un peu plus tard, à la pause de 9 h. 30, les langues se délient au bistrot du coin. « Alors, le président est mort ? » *Ils disent :* « le président », *parce que aujourd'hui c'est plus décent que* « Pompon » *ou* « Pompidoche ». *Un jeune O.S. risque une plaisanterie :* « On ne pourra plus crier : Pompidou des sous ! » *Ses collègues ne rient pas.* « Bah ! *rétorque un vieux syndicaliste,* si c'est Giscard, ce sera pire. Après tout, Pompidou c'était quand même les accords de Grenelle. C'est lui qui a institué l'actionnariat à la Régie... » « Grenelle ? Oui, mais après mai 1968 ! L'actionnariat ? On s'en fout. » « Et la mensualisation ? Tu t'en fiches aussi ? » *Réponse du jeune homme :* « Oh ! une paie est une paie. Pour ce qu'on gagne... »

Une sorte de gêne s'établit. Les hommes se taisent comme local, rue Heinrich, les sections syndicales poursuivent leur travaguement inquiets. Dans leur vail. On distribue les communiqués de la veille. La direction avait convoqué d'urgence les délégués syndicaux mardi, pour leur dire que la situation des ventes, en mars et avril, serait moins bonne qu'en janvier et février. Mais que, compte tenu d'une bonne vente des véhicules « en bas de gamme », la Régie était mieux placée que tous ses concurrents, « à condition que les mouvements en cours au Mans ne mettent pas en panne les usines de montage ». *Les syndicats répondent :* « Pas de chantage ». *Une autre journée commence.*

Dans le quartier de l'Opéra, une cinquantaine de grévistes des banques discutent par groupes de quatre à cinq. Un seul sujet commun dans toutes les conversations : va-t-on ou non reprendre le travail ? Ce n'est pas la mort du président de la République qui rend la question brûlante, mais l'engagement de négociations au niveau de chaque établissement.

* * *

L'autobus, ce mercredi matin, bourdonne de commentaires navrés. Pour une fois on abandonne les propos désobligeants sur les collègues de bureau ou la narration des épisodes de la vie familiale pour « dire son mot » *sur l'événement.*

Un monsieur, digne et replet, emmitouflé dans une écharpe de laine tricotée, « le savait ».

« Je l'avais dit à ma femme la semaine dernière : il n'en a plus pour longtemps.

— Quand même, *reprend sa voisine, manteau beige, col de chintz noir et chapeau sur l'œil,* on espérait qu'il tiendrait encore un petit moment. *(Soupir.)*

— Et maintenant ?

— Ça, maintenant *(regard entendu),* on ne sait pas où on va aller, avec tous ces syndicats... »

● *Drapeaux en berne.* — Peu après 23 heures, dans la soirée du mardi 2 avril, tous les drapeaux tricolores des édifices de la capitale ont été mis en berne, notamment à la présidence de la République, à l'Assemblée nationale et au Conseil d'Etat.

Les devoirs du médecin

Secret médical et dignité du silence

La santé du président de la République a fait l'objet d'innombrables rumeurs depuis plus d'un an. Le silence officiel, en l'absence d'informations données par le corps médical, tenu au secret, a donné lieu aux interprétations les plus fantaisistes et les plus inconvenantes. Les règles de la déontologie médicale interdisent aux médecins traitants de révéler à d'autres le diagnostic et le pronostic concernant un malade, quel qu'il soit. Ce secret n'est pas levé par la mort.

Le professeur Robert Debré souligne ici les devoirs du médecin en pareil cas, qui l'obligent à ne pas trahir une information que tout le monde réclame, sans penser aux conséquences que pourrait provoquer la levée dans ce cas du secret médical.

Par le professeur ROBERT DEBRÉ (*)

Depuis bien des semaines les Français savaient que le président de la République qu'ils avaient choisi et à qui ils avaient remis le sort du pays après le général de Gaulle supportait avec une admirable vaillance une maladie pénible et grave et qu'il allait jusqu'au bout de ses forces pour accomplir toute sa tâche. Mais les Français, malgré le souci de leur avenir et une curiosité toute naturelle, ignoraient la nature du mal, le degré de sa gravité et les prévisions que l'on pouvait faire.

Contrairement à ce qui serait sans doute arrivé dans d'autres pays, aucun bulletin de santé n'était publié, sauf, il y a quelques jours, où l'on apprit un incident mineur. Aucune nouvelle officielle et, j'ajouterai, aucune indiscrétion. Aussi, dans les conversations, on entendait émettre des hypothèses, poser des diagnostics, affirmer des pronostics, et certains se sont même permis de rompre par leurs écrits la dignité de ce silence.

En vérité l'intérêt du pays n'exigeait nullement que le monde fût au courant de la nature et de l'évolution de la maladie du président de la République française, puisqu'il assumait les devoirs de sa charge. Il dirigea la France jusqu'à la dernière minute de sa vie.

Ce secret bien gardé témoigne de l'obéissance à l'une de ces grandes lois morales qui font l'honneur de la profession de médecin. Nous ne devons rien dire des secrets qui nous sont connus et, lorsqu'un malade met en nous sa confiance, nous devons l'aider à lutter contre la maladie, à supporter les malaises et les douleurs, à maintenir l'énergie nécessaire à sa résistance et, enfin, lui montrer l'espoir qu'après l'épreuve peut venir la guérison. Cette règle s'applique à tout patient, quel qu'il soit.

La conduite de ceux qui ont senti pendant si longtemps peser sur leurs épaules une lourde responsabilité peut servir d'exemple. La manière dont s'est déroulé en France, jusqu'à la fin du drame vécu par un chef courageux, une période tragique de son histoire mérite le respect.

(*) Membre de l'Institut.

LES ÉMISSIONS SPÉCIALES DU MERCREDI 3

Bien qu'il soit difficile de prévoir avec précision quel sera l'eusemble des modifications de programmes qui interviendront dans le courant de la journée, voici la liste — non limitative — des émissions spéciales consacrées à la carrière et à la mort du président de la République pour la journée du mercredi 3 avril.

TELEVISION (CHAINE I) : Vingt-Quatre Heures sur la une réalise une émission spéciale (tribunes, témoignages et documents), de 12 heures à 14 h. 30 ; un Journal télévisé exceptionnel à 18 h. 20, et une rétrospective d'une durée non déterminée à partir de 19 h. 45.

TELEVISION (CHAINE II) : L'édition d'I.N.F. 2 de 20 heures est prolongée jusqu'à 21 heures.

TELEVISION (CHAINE III) : Inter 3 sera diffusé à 21 h. 30.

RADIO (ensemble du réseau O.R.T.F. et postes périphériques) : musique ininterrompue et informations.

Gestetner
a perfectionné
le copieur
Démarrage instantané, sans attente de préchauffage
Documentation : 71 rue Camille-Groult, 94400 Vitry
M.....
Adresse.....
.....
désire recevoir, sans engagement, la documentation Gestetner «copieur».
356

DERNIERS JOURS
AVANT RÉORGANISATION COMMERCIALE
Jos Fourrures
42, rue de Miromesnil (8e)
Tél. : 265.36.17
SACRIFIE
splendide collection de fourrures fines à des
PRIX EXCEPTIONNELS
Manteaux de Vison, Panthère, Castor, Astrakan, Ocelot, Rat d'Amérique, Baby Ocelot, etc.
Vêtements Divers à partir de 1000 F !

Les réactions en France

LA MORT

DANS LA MAJORITÉ

L'U.D.R. : continuer l'œuvre du général de Gaulle.

M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., a adressé à Mme Georges Pompidou le télégramme suivant :

« *Au nom de notre mouvement et en mon nom personnel, je m'incline devant votre douleur que nous partageons respectueusement en évoquant l'exemple et le devoir que nous laisse Georges Pompidou et qui nous guideront pour l'avenir dans la ligne tracée par le général de Gaulle.* »

Le parti gaulliste a, par ailleurs, publié une déclaration qui indique :

« *L'U.D.R. apprend avec la plus profonde douleur le décès de Georges Pompidou, président de la République. Elle mesure la perte que subissent la France et les Français. Elle s'incline devant la lucidité et le courage qui ont animé notre chef jusqu'au bout de sa mission. Il est mort debout à son poste. Nos concitoyens, à quelque sentiment qu'ils appartiennent, sauront le mesurer.*

» *Les gaullistes appellent tous les Français à continuer l'œuvre du général de Gaulle que Georges Pompidou avait su si bien maintenir.* »

M. CHABAN-DELMAS : des capacités exceptionnelles.

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre :

« *La disparition du président de la République, terrassé en pleine action, constitue un drame national d'autant plus sombre que notre pays, comme beaucoup d'autres, aborde une période difficile, voire dangereuse.*

» *Pendant trois ans, j'ai pu mesurer les capacités exceptionnelles que le président Georges Pompidou a entièrement consacrées au service de la nation.*

» *Depuis dix-uit mois, il luttait contre la maladie avec une énergie si farouche qu'il était permis d'espérer qu'il en triomperait.*

» *Il reste maintenant aux Français à conserver la mémoire du chef d'Etat, de l'homme déterminé qui sut permettre à la France de ne pas se perdre après le départ du général de Gaulle.* »

M. COUVE DE MURVILLE : l'événement est dramatique.

● M. MAURICE COUVE DE MURVILLE, ancien premier ministre, député U.D.R. de Paris : « *L'événement est dramatique. Il l'est sur le plan personnel et sur le plan national. Sur le plan personnel chacun sait maintenant le courage et l'énergie avec lesquels le président de la République a, jusqu'au bout, jusqu'à la dernière minute, à travers la maladie et, sans doute, les souffrances, assumé ses responsabilités et fait face à sa mission. Sur le plan national, le drame est là aussi. Le pays est confronté subitement, d'un jour à l'autre, à l'immense problème de la continuité de l'Etat et de la nation. Certes, les institutions l'ont prévu et y pourvoient. Mais l'affaire est énorme, et combien les circonstances y ajoutent de gravité ! Notre deuil est national. Les tâches de demain sont lourdes. Georges Pompidou nous approuverait de dire que, de toutes façons, à travers le deuil, nous conservons notre confiance en la France.* »

M. DEBRÉ : penser à la France.

M. Michel Debré, ancien premier ministre, député de la Réunion, a déclaré :

« *Comme premier ministre, puis comme chef de l'Etat, Georges Pompidou a donné le meilleur de lui-même au service de son pays, c'est pourquoi les Français doivent aujourd'hui témoigner à sa mémoire leur profonde reconnaissance.*

» *L'histoire retiendra que tout au long de son mandat de président de la République il a su maintenir la politique du général de Gaulle pour ce qui concerne les affaires capitales.*

» *Sa mort intervient à un moment de graves difficultés intérieures et extérieures. Il nous faut plus que jamais penser à la France.* »

● M. MICHEL PONIATOWSKI, ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, a déclaré : « *Seul, le silence est à la mesure de la mort. C'est le silence de l'affection et de l'admiration.* »

● M. RAYMOND MARCELLIN, ministre de l'agriculture : « *J'ai beaucoup de peine. C'était un homme très bon et très généreux, très courageux. La dernière fois que je l'ai vu, il a baissé la tête et m'a déclaré : « C'est dur, c'est » dur ce que fais. » Il aimait la France comme un homme du peuple.* »

● M. MICHEL D'ORNANO, secrétaire général des Républicains indépendants, dont le président est M. Giscard d'Estaing : « *La mort du président Georges Pompidou est douloureusement ressentie par tous les Français. Ils avaient appris à avoir pour lui estime et attachement, et chacun d'entre eux se retrouvait un peu en ce président si profondément Français, chez lequel dominaient bon sens, équilibre et mesure, qui sont les qualités ancestrales de ce pays.*

» *Les républicains indépendants, qui appartenaient à sa majorité présidentielle et qui lui ont constamment apporté leur appui fidèle, s'inclinent devant la dignité et le courage de celui qui a su assumer la direction de la France jusqu'au bout de ses forces.* »

● M. JACQUES DUHAMEL, président du Centre Démocratie et Progrès : « *Bouleversé à titre personnel et à titre politique, je participe à la douleur de Mme Pompidou. Et, comme tous les Français, je m'incline avec respect devant un homme dont le courage appelle l'admiration Georges Pompidou, dans des circonstances particulièrement difficiles, a servi la France et l'Europe avec une abnégation remarquable. Notre peine est à la mesure de son exemple.* »

● M. YVES LANCIEN, secrétaire général des Comités pour la défense de la République (C.D.R.) : « *Monsieur le président, le 9 novembre 1970, La France était veuve, et aujourd'hui, nous nous sentons orphelins. A nous qui restons de nous montrer dignes de l'exemplaire courage dont vous avez fait preuve. Demain, comme vous l'avez si ardemment souhaité, la France vivra.* »

● M. PIERRE LEFRANC, président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle : « *En tant que citoyen, je tiens à rendre hommage au courage de M. Pompidou. Pour ce qui est de la prochaine élection présidentielle, les gaullistes orthodoxes qui ont montré leur rigueur n'apporteront leurs voix qu'à un candidat qui ne se soit jamais prononcé contre le général de Gaulle et qui prendra l'engagement devant le pays d'agir en respectant les principes de la doctrine gaulliste dans les domaines des institutions, de la participation et de l'indépendance nationale.* »

● M. GILBERT GRANDVAL, président de l'Union travailliste (gaullistes de gauche) : « *Je m'incline avec émotion et respect devant la mémoire d'un grand président qui, en dépit du mal qui le minait et vient de l'emporter, n'a jamais cessé de faire face avec clairvoyance et ténacité à sa lourde tâche. A la France, pour laquelle il a tant œuvré, nous souhaitons un président animé par sa pensée et celle du général de Gaulle.* »

● M. ANTOINE PINAY, ancien président du conseil, médiateur : « *C'est un désastre pour le pays, on s'en rendra vite compte. Il était jeune encore et pouvait poursuivre une œuvre féconde. C'était un homme très intelligent et très humain. Il avait de l'autorité au niveau de toutes ses responsabilités. Le pays va se rendre compte de ce qu'il a perdu. C'est un drame national, il représentait l'autorité de l'Etat.* »

A DROITE

M. LE PEN : s'unir autour des thèmes du salut public.

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et candidat à la présidence de la République : « *Le président de la République est mort à la barre du navire qu'il tentait de maintenir, malgré sa maladie et ses souffrances. Cette attitude commande le respect de tous les Français. Les menaces qui pèsent sur l'avenir du pays doivent incliner tous les citoyens à la réflexion, avant que ne se décide le cours de notre destin national. Je souhaite qu'ils s'unissent autour des thèmes nécessaires du salut public.* »

● « LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE » (royaliste) : « *La triste disparition du président de la République va, à nouveau, plonger la France dans des luttes de clans et de partis dont il ne peut sortir rien de bon. Conservatisme en cas de victoire d'un candidat de l'actuelle majorité, abandon de souveraineté et retour au protectorat américain si un centriste l'emporte, réformisme à la petite semaine en cas de victoire de la gauche : telle est la loi d'un système qui ne peut placer l'Etat au-dessus des intrigues politiciennes et des tragédies humaines.* »

A GAUCHE

M. MITTERRAND : il convient de se recueillir et de réfléchir.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste : « *J'éprouve un sentiment de compassion devant la rigueur du destin qui frappe Georges Pompidou, devant la peine de sa famille, de ses proches, de ses amis.*

» *Le président de la République est mort en restant fidèle à lui-même et à sa conception du devoir. Il est important qu'un homme public offre à son pays cette valeur d'exemple. Il sera temps demain de reprendre le combat politique, chacun à sa façon, et de tirer les leçons de douze ans de gouvernement.*

» *Aujourd'hui, il convient de se recueillir et de réfléchir à ce qui sera bon pour la France.* »

● LE PARTI SOCIALISTE : « *A l'heure de la mort, le débat politique doit se taire. Le parti socialiste s'incline devant la force de caractère dont a fait preuve le président de la République et la dignité avec laquelle il a voulu assurer sa tâche jusqu'au bout. Il adresse aux siens l'expression de ses sentiments déférents.* »

● M. ROBERT FABRE, président du Mouvement des radicaux de gauche :

« *La brutale disparition du président de la République affecte profondément les Français quelles que soient leurs opinions politiques. Le bureau du Mouvement des radicaux de gauche rend hommage au courage dont a fait preuve M. Georges Pompidou en accomplissant jusqu'à la limite de ses forces sa haute et difficile mission. Le bureau s'incline devant la douleur de sa famille et présente à Mme Pompidou ses sincères condoléances.* »

● M. ROBERT CHAPUIS, secrétaire national du P.S.U. : « *Nous l'avons combattu tout au long de sa vie politique, cela nous donne le droit de dire que son courage personnel en cette fin appelle l'estime. Ce courage contraste singulièrement avec l'attitude d'un gouvernement qui a tout fait pour cacher la vérité au pays. Hier encore, les responsables de la majorité plaisantaient sur la fausse maladie du président, espérant ainsi assurer leur maintien au pouvoir. Ce mépris pour le peuple aura sa juste sanction. Il appartient à toutes les parties prenantes d'une véritable unité populaire de se déterminer rapidement. Le P.S.U., pour sa part, ne manquera pas de s'y employer.* »

● LE FRONT PROGRESSISTE (gaullistes d'opposition) : « *L'heure n'est pas aux polémiques. Nous avons toujours combattu la politique de Georges Pompidou, que nous avons jugée néfaste, mais nous rendons hommage au grand courage qu'il a manifesté au cours de sa longue et douloureuse maladie, continuant à assumer les charges de sa fonction, en particulier en ce qui concerne la politique internationale de la France.* »

● M. DANIEL MAYER, président de la Ligue des droits de l'homme : « *Les circonstances de la fin tragique de Georges Pompidou, les souffrances qu'il a dû endurer, inspirent le respect. (...) Le choc ressenti par la mort du président de la République aurait été moins grave si le pays avait été tenu, comme il en avait le droit, au courant de l'évolution de la maladie qui l'a précédée.* »

● « ROUGE », hebdomadaire de l'ex-Ligue communiste (trotskiste) : « *La mort de Pompidou est un coup dur pour la bourgeoisie. En pleine période de luttes ouvrières, alors que le pouvoir est attaqué de toutes parts, la droite, prise au dépourvu, aura du mal à trouver une solution de rechange unanime.*

» *Devant les possibilités de victoire électorale de l'union de la gauche, certaines fractions de la bourgeoisie n'hésiteront pas à créer un climat de tension permettant au pouvoir des banquiers et des patrons d'en appeler à l'unité nationale pour mater les luttes ouvrières et empêcher la gauche réformiste de l'emporter. (...)* Rouge « *décide de prendre immédiatement contact avec les organisations révolutionnaires pour envisager une attitude concertée tant par rapport aux luttes qu'aux échéances électorales.* »

● L'ALLIANCE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE : « *Malgré son état de santé, effrayée par l'avenir et divisée, la bourgeoisie a maintenu debout le chef de l'exécutif jusqu'à son dernier souffle. C'est la clé de voûte du système politique français, fondé sur l'autoritarisme d'un seul qui est ébranlée (...) Il s'agit maintenant de lancer une vaste mobilisation unitaire pour porter le P.C. et le P.S au gouvernement. Il faut, à l'exemple de ce qu'avait permis la victoire de l'Union populaire chilienne, former partout des comités unitaires pour un gouvernement anticapitaliste du P.C. et du P.S., appuyé par les syndicats ouvriers.* »

● L'ORGANISATION COMMNISTE « REVOLUTION » : « *Après la mort de M. Pompidou, la trêve des larmes observée par les partis bourgeois et par ceux de la gauche respectable ne saurait nous faire oublier que le président défunt soutenait la junte de Santiago, responsable de la mort de milliers de nos frères. (...) A l'heure où, par milliers, les travailleurs occupent les usines, où la jeunesse est massivement mobilisée contre la réforme Fontanet, l'organisation communiste Révolution appelle les travailleurs et la jeunesse à ne faire confiance qu'à leurs luttes, à ne laisser aucun répit au pouvoir, à organiser sur tous les fronts la riposte aux manœuvres bourgeoises.* »

AU CENTRE

● M. JEAN LECANUET, président du Centre démocrate, membre du bureau du Mouvement réformateur : « *La mort du président Pompidou sera douloureusement ressentie par tous. Nous nous inclinons devant le courage d'un homme qui a voulu assumer jusqu'à la limite de ses forces les hautes responsabilités de sa fonction. Les Français feront face à l'événement, dont l'ampleur s'accroît des grandes difficultés que traverse le pays. Ils le surmonteront dans le respect de la Constitution, qui garantit la stabilité des institutions.* »

● M. CAMILLE LAURENS, secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans : « *C'est avec stupeur que nous apprenons la mort du président de la République. Cette triste nouvelle plonge la France dans le deuil. Nous nous associons avec émotion à l'hommage de reconnaissance et d'admiration que le pays tout entier va rendre à ce grand Français.* »

● M. PIERRE MARCILHACY, sénateur de la Charente : « *Je ressens, comme tout le pays, l'exemple de courage qu'a donné le président Pompidou. Notre devoir à tous est de faire en sorte que la France et la République continuent. Ce sera la meilleure manière de rendre hommage au président mort à la tâche.* »

● M. MICHEL DURAFOUR, président du groupe réformateur à l'Assemblée nationale : « *C'était un homme de grande qualité et de grand courage. Nous ne partagions pas toutes ses approches politiques, mais nous connaissions son sens de l'Etat et l'amour qu'il portait à notre pays. Chacun, en ces heures de tristesse, se sent personnellement concerné. Chacun partage la peine de Mme Pompidou. Nous nous inclinons respectueusement devant sa douleur.* »

● M. JACQUES SOUSTELLE, député du Rhône, ancien ministre du général de Gaulle : « *J'ai été profondément ému par la soudaine disparition du président Pompidou, mon ancien condisciple de l'Ecole normale supérieure, dont la prestigieuse carrière avait côtoyé ou croisé la mienne. Il est malheureusement clair que les informations données sur sa santé durant ces derniers mois avaient été parcimonieuses à l'excès. On ne peut en tout cas que s'incliner devant le courage dont il a fait preuve. La Constitution doit être et sera normalement appliquée sous l'égide du président Poher, appelé pour la deuxième fois en cinq ans à s'acquitter de ce délicat intérim. Les Français vont avoir à désigner un nouveau chef de l'Etat. Je souhaite ardemment que cette élection se déroule dans la clarté et que l'esprit d'union pour le salut du pays triomphe de la démagogie et des agitations partisanes.* »

● M. GABRIEL PERONNET, secrétaire général du parti radical, député réformateur de l'Allier : « *Douloreusement surpris par le décès du président de la République, nous nous inclinons avec une respectueuse émotion devant l'homme d'Etat qui, en dépit de ses souffrances, a assumé, jusqu'au bout, sa lourde tâche et est mort debout à la peine. Quel que soit le jugement qu'on puisse porter sur sa politique, on ne peut qu'admirer le courage surhumain dont Georges Pompidou a fait preuve. On ne peut qu'être profondément attristé de cette mort qui bouleverse tous les Français.* »

André Coutau/Benton&Bowles

A partir du 1er avril Iberia inaugure le vol direct Paris-Séville* sur DC9 et Boeing 727 3 vols par semaine jusqu'au 14 juin et 4 vols par semaine du 15 juin au 31 octobre.

* Impossible de vous tromper : Iberia est la seule compagnie à assurer un vol direct Paris-Séville.

Renseignez-vous dans votre Agence de Voyages, ou Appelez Iberia : 742.11.40.

André Coutau/Benton&Bowles

A partir du 1er avril Iberia change d'aéroport à Paris. Les départs et les arrivées des vols auront lieu à Orly-Sud.

Iberia : vols vers Espagne, Amérique du Nord, Amérique Centrale, Amérique du Sud, Afrique du Sud.

DU CHEF DE L'ÉTAT

Les réactions en France

DANS LES SYNDICATS ET LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

● M. EDMOND MAIRE, secrétaire général de la C.F.D.T. : « *La première réaction est de s'incliner devant la mort d'un homme dont la tâche était lourde. On ne peut s'empêcher, en un tel moment, de s'interroger sur un régime qui repose tout entier sur une personnalité, indépendamment du jugement que l'on peut porter sur elle.* »

● M. JACQUES TESSIER, président de la C.F.T.C. : « *Nous déplorons sincèrement la mort du président Pompidou chez qui nous avons toujours trouvé une grande préoccupation de respecter et de faire respecter la liberté syndicale des travailleurs. S'il nous est arrivé d'avoir à critiquer certains aspects de sa politique économique ou sociale, nous n'avons jamais eu à mettre en cause la sincérité de son souci — qui est également celui de la C.F.T.C. — de rechercher en toutes circonstances l'amélioration du sort des catégories les plus défavorisées de la population.* »

● LA CONFEDERATION FRANÇAISE DU TRAVAIL (C.F.T.) « *exprime ses condoléances à Mme Pompidou, à sa famille, et s'incline devant la mémoire et le courage du chef de l'Etat. Elle appelle à l'union tous les salariés et tous les Français épris de liberté* ».

● M. JAMES MARANGÉ, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale : « *Un drame humain se dénoue. La FEN, qui n'a jamais placé les questions politiques au niveau des problèmes de personnes, salue le courage de l'homme. Cependant, les problèmes demeurent. Le jeu démocratique des institutions doit permettre de régler celui de la succession présidentielle. La FEN, pour sa part, n'a pas oublié pour autant ceux qui se posent aux travailleurs dans la situation économique et sociale actuelle. Nul doute que, de toute manière, ils pèseront très lourd dans les semaines à venir.* »

● M. ANDRE BERGERON, secrétaire général de Force ouvrière : « *Je m'incline devant la mémoire du président Pompidou. Il a, sans aucun doute, fait preuve d'un courage extraordinaire. Puisse sa disparition brutale ne pas ouvrir pour la France une période de graves difficultés.* »

● M. PIERRE COLLET, président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture : « *Au président Pompidou, qui a constamment marqué le rôle essentiel des agriculteurs dans la vie du pays, l'assemblée permanente des chambres d'agriculture rend, avec émotion, un hommage solennel à la fois à l'homme qiu a assumé ses fonctions jusqu'à la limite de ses forces et au chef d'Etat qui a défini les lignes de force permanentes de la politique de la France.* »

● M. FRANÇOIS CEYRAC, président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), s'incline « *avec le plus profond respect devant la haute personnalité du président Georges Pompidou, qui a fait la preuve, jusqu'au dernier moment, de son courage et de son dévouement au service du pays* ».

Il rend hommage « *à la clairvoyance et à la lucidité de sa pensée et de son action politique dans les moments les plus difficiles que la France a traversé* ». « *Le président Pompidou,* déclare-t-il, *incarnait certaines des vertus les plus profondes de notre peuple et était le symbole de l'unité nationale.* »

● LE CENTRE NATIONAL DES JEUNES AGRICULTEURS a déclaré : « *Le président Pompidou, sensible par son origine paysanne aux problèmes de l'agriculture, s'était rendu populaire par son action. Précurseur d'une politique d'installation, il avait redonné l'espoir à de nombreux jeunes agriculteurs. Défenseur de l'exploitation familiale, il avait cherché à donner à l'agriculture la place qui doit lui revenir dans* la nation. »

● M. MALTERRE (C.G.C.) : « *En tant que président de la Confédération générale des cadres, j'ai eu à deux reprises l'occasion, au cours de ces dernières années, de le remercier publiquement d'avoir procédé à des arbitrages favorables au personnel d'encadrement.*

» *En sa qualité de premier ministre, il présida, en 1968, avec autorité et clairvoyance, la conférence de Grenelle, qui est à l'origine de nombreuses mesures constituant un progrès social indéniable. Son rôle dans cette période difficile fut déterminant, car il permit le retour au travail dans l'ensemble de la France dans le calme. (...) M. Pompidou était une personnalité de premier plan, constituant un élément certain d'équilibre qui manquera cruellement, non seulement à notre pays, mais également au monde entier.* »

DANS LA PRESSE PARISIENNE

LE FIGARO : une personnalité de première grandeur.

« *Successeur du général de Gaulle, qui avait rassemblé entre les mains du président de la République tous les pouvoirs essentiels, accepté de tous les Français qui voyaient en lui à la fois le conciliateur et l'autorité suprême, personnalité de première grandeur sur une scène mondiale d'où avaient disparu, l'un après l'autre, tous les géants de la seconde guerre, héritier enfin du charisme gaulliste, auquel il avait apporté comme un parfum de terroir et de solidité paysanne, Georges Pompidou va peser lourd, par son absence, dans ce monde en mouvement.*

(...) Que tous veuillent bien au moins se souvenir aujourd'hui que si la France n'est pas déchirée, si à travers tant de malaises, de problèmes et d'inquiétudes elle reste pourtant unie, elle le doit, pour une très large part, à l'action de Georges Pompidou.

(...) Moins de cinq ans après son élection à la présidence de la République, Georges Pompidou est mort à la tâche avec cet héroïsme très calme qui était dans sa manière. La France se souviendra de lui comme un artisan du bonheur des Français et de la continuité nationale. »

(JEAN D'ORMESSON.)

L'HUMANITE : vulnérabilité de la Constitution.

« *Notre ambition est trop haute pour se limiter à la condamnation d'un homme, surtout quand il fait face avec courage et dignité à la maladie et à la mort.*

» *Cela dit, ces derniers mois auront montré, avec un triste éclat, la vulnérabilité d'une Constitution, d'un Etat, qui prétend s'incarner exclusivement dans un seul homme, mortel comme tous les autres.*

» *Il n'est conforme ni à la logique, ni à la morale, ni à l'intérêt d'une nation, que le président de la République, aussi haute soit sa fonction, dispose de tous les pouvoirs, que toutes les décisions importantes procèdent de lui et de lui seul.* »

(RENÉ ANDRIEU.)

FRANCE-SOIR : un homme seul.

« *Entouré et seul, puissant et seul. Georges Pompidou avait presque tous les pouvoirs, il n'avait pas celui qui appartient aux plus pauvres d'entre nous : se confier et se plaindre (...). Avant que l'histoire ne juge et départage, voici la France engagée dans une élection dont les conséquences seront considérables. La mort du président de la République atteint en effet un pays inquiet, troublé, qui s'interroge sur lui-même et sur son avenir.* »

(HENRI AMOUROUX.)

LES ECHOS : la Constitution peut créer un vide politique.

« *Le courage de M. Pompidou, sa lutte depuis un an contre un mal implacable, ses efforts pour exercer, coûte que coûte, ses fonctions malgré ses fatigues et sa souffrance, sa volonté de dissimuler l'étendue de son mal, forcent le respect et l'admiration. C'est une rude leçon pour ceux qui, périodiquement, se sont abandonnés à une « inflation littéraire » sur la santé du président. (...)*

» *En terminant, il faut bien s'interroger sur la solidité de nos institutions. Dans la mesure où elles reposent largement sur un seul homme, elles ont à la fois la force mais aussi la faiblesse de cette assise unilatérale. Nul doute qu'au cours des prochaines semaines, la classe politique s'interrogera sur l'opportunité d'une révision de la Constitution, qui ne paraît pas à cet égard satisfaisante puisqu'elle peut, à un moment donné, créer dans le pays le vide politique.* »

COMBAT : mettre la France à l'abri du hasard.

« *Il est aussi urgent de tirer un autre enseignement de la crise à laquelle la France vient d'échapper. Pendant quinze mois, et il faut respecter le courage silencieux d'un homme, on a aussi menti aux Français par omission et suspendu tout acte de gouvernement à la santé du président. Quelles que soient les convictions politiques ou l'attitude que chacun peut avoir sur la Constitution, il est d'urgence nationale de donner aux Français des institutions à la taille des hommes qui vont les gouverner La mouvance de la situation internationale, l'exigence des pressions du quotidien sont telles qu'il faut mettre la France à l'abri de toute vacance du pouvoir. Qu'on soit d'accord ou non avec l'œuvre de de Gaulle et de Georges Pompidou, la France mérite aujourd'hui de vivre et d'être gouvernée comme toute grande démocratie moderne. A l'abri du hasard, malfique ou favorable, qui guide le destin des hommes, mais non point la vie des nations.* »

LE PARISIEN LIBERE : courage et discrétion.

« *Certes, depuis l'après-midi, on savait par un communiqué de l'Elysée que le président de la République avait dû renoncer à présider le conseil des ministres et à assurer ses autres rendez-vous. Mais tel fut le courage de cet homme que nul ne pouvait imaginer une issue aussi rapide à sa maladie. Et jusqu'au bout la discrétion fut sa règle suprême.* »

L'AURORE : reconsidérer le rôle du chef de l'Etat ?

« *Peut-être l'histoire, avec le recul, l'appellera-t-elle le président courageux. Que cet hommage, par ses adversaires comme par ses amis, lui soit d'abord rendu.*

» *Maintenant, la suite des suites. Par la Constitution de la Ve, le président de la République a été nanti d'attributions considérables, énormes, pourrait-on dire. (...) Cette Constitution, le président Pompidou avait lui-même conçu le projet de la réviser, en réduisant à cinq ans la durée du mandat élyséen. Sous son successeur, le problème ne se posera-t-il pas, en outre, d'une reconsidération des articles si médiocrement écrits sur le rôle du chef de l'Etat et celui du premier ministre? Cette pseudo-dyarchie n'a guère pu satisfaire les esprits soucieux de clarté.* »

(ANDRÉ GUÉRIN.)

LIBERATION : la course est ouverte.

« *La course aux élections présidentielles qui auront lieu du 22 avril au 7 mai, est ouverte. Toutes les forces politiciennes entrent en ébullition ; dès aujourd'hui elles vont se jeter dans la bataille, avec une stratégie élaborée déjà depuis longtemps.* »

En province

SUD-OUEST : la France entre dans l'incertitude politique.

« *Aujourd'hui, la France n'a pas seulement perdu un président de la République, elle entre dans l'incertitude politique. Et comment en serait-il autrement dans un régime où tout repose sur la prédominance présidentielle ? Plus même que le général de Gaulle, Georges Pompidou avait accusé cette prééminence. Par conviction, puisqu'il prenait en charge la Ve République léguée par le général. Par raison aussi puisque l'élection au suffrage universel avait conféré au président une mesure sans précédent. Par nécessité enfin puisque ni l'épopée ni la légende ne lui avaient fait cortège au poste suprême auquel il avait accédé.* »

(PIERRE SAINDERICHIN.)

L'EST ECLAIR : il a su garder l'acquis du gaullisme.

« *Succéder au général de Gaulle était une tâche ingrate. Comment occuper la scène après un homme d'une telle dimension historique, après un orateur aussi prestigieux, sans paraître dévaloriser la charge... On peut dire que Georges Pompidou y parvint. (...) Son rôle a été grand. C'est de l'Elysée que venaient les impulsions, c'est le président qui fixait les orientations. A sa manière, dans son style, avec les évolutions nécessaires, il a su garder l'acquis du gaullisme : c'est-à-dire l'indépendance nationale et la paix. (...)*

(BERNARD ELUY.)

OUEST-FRANCE : une présence incontestable.

« *De l'homme, chacun gardera le souvenir d'une présence incontestable. Mais, avant de se livrer à l'analyse, nécessaire cependant, d'une œuvre qui, qu'on le veuille ou non, aura marqué le cours de l'histoire de notre pays, c'est à sa personne que nous adresserons, par-delà les divergences, une pensée émue. (...) Son courage face à l'épreuve personnelle, s'ajoutant aux épreuves auxquelles le pays, dont il avait la responsabilité suprême, devait faire face, a suscité déjà l'admiration même de ses adversaires les plus déterminés.* »

(FRANÇOIS-RÉGIS HUTIN.)

A la radio

R.T.L. : mort à son poste.

« *Peut-être, c'est du moins ma conviction, le président aurait-il trouvé, s'il avait consenti à se confier aux Français, quelque réconfort après de la nation ; il a voulu subir seul la terrible épreuve et il l'a subie jusqu'au bout. Il est mort à son poste. Quelles que puissent être les critiques dont il fut l'objet, de la part de ses adversaires et parfois de ses amis, cette fin mérite le respect de tous.*

» *Je ne suis pas de ceux qui croient, ou qui feignent de croire, que la mort efface tout, ou qu'elle idéalise tout. Il serait stupide ou hypocrite de parer celui qui n'est plus des qualités qu'on lui refusait de son vivant. Mais il serait injuste de ne pas se souvenir des conditions difficiles, et même périlleuses, dans lesquelles Georges Pompidou a dû, en plusieurs circonstances, décider.*

» *Les adversaires de Georges Pompidou respectaient en lui un homme droit, digne et courageux. Ce sont des vertus qui comptent. Et s'il faut juger la valeur d'un homme à son comportement devant les épreuves, et surtout la plus grande d'entre elles, la mort, la cause est entendue.* »

(JEAN FERNIOT.)

EUROPE 1 : le souhaitable et le possible.

« *On se posera évidemment des questions. Demain. Se sachant aussi gravement malade, fallait-il que le président cherche à aller jusqu'au bout ? Etait-il nécessaire qu'il raisonne en capitaine de navire... décidé à tenir la barre, insensible à la tempête intérieure qui l'assaillait ? Je ne sais pas. Les institutions étant ce qu'elles sont (et tout dans notre régime plus présidentiel en fait que s'il en portait officiellement le nom, reposant sur la personne du chef de l'Etat), Georges Pompidou a, sans doute, confondu le souhaitable et le possible (...).*

» *... Le pouvoir suprême est tellement exclusif qu'il ne paraît pas que l'on puisse réellement l'exercer sans être convaincu que l'on est, au moment où on l'exerce, le seul à pouvoir le faire.*

» *Donc, demain, on analysera, on soupèsera, on jugera. Aujourd'hui, le voudrions-nous que nous ne le pourrions pas... car c'est l'homme qui nous obsède.* »

(J.-F. KAHN.)

● MGR MARTY, archevêque de Paris, a adressé le télégramme suivant à Mme Pompidou : « *Le brusque décès de monsieur le président de la République frappe, en cette heure tardive, le pays tout entier. Veuillez accueillir l'expression de ma vive et religieuse sympathie. Je veux vous assurer de la prière de la communauté chrétienne à laquelle vous appartenez. Le courage exemplaire de votre mari, alors que la maladie l'épuisait chaque jour inexorablement, restera dans toutes les mémoires. Que l'espérance, qui puise sa force dans notre foi en la vie éternelle, soit, pour vous et les vôtres, un soutien et un réconfort.* »

● A MONTBOUDIF, ville natale du président décédé, M. Michalet, maire de la commune, a déclaré : « *Tout le monde est atterré, bouleversé, par cette disparition soudaine.* »

Les jugements de quelques contemporains

De Gaulle : le côté pratique des choses

Charles de Gaulle dans ses *Mémoires d'espoir :*

« *Georges Pompidou m'a paru capable et digne de mener l'affaire à mes côtés. Ayant éprouvé depuis longtemps sa valeur et son attachement, j'entends maintenant qu'il traite, comme premier ministre, les questions multiples et complexes que la période qui s'ouvre va nécessairement poser. En effet, bien que son intelligence et sa culture le mettent à la hauteur de toutes les idées, il est porté, par nature, à considérer surtout le côté pratique des choses. Tout en révérant l'éclat dans l'action, le risque dans l'entreprise, l'audace dans l'autorité, il incline vers les attitudes prudentes et les démarches réservées, excellant d'ailleurs dans chaque cas à en embrasser les données et à dégager une issue. Voilà donc que ce néophyte du forum, inconnu de l'opinion jusque dans la cinquantaine, se voit soudain, de mon fait et sans l'avoir cherché, investi d'une charge illimitée, jeté au centre de la vie publique, criblé par les projecteurs concentrés de l'information. Mais, pour sa chance, il trouve au sommet de l'Etat un appui cordial et vigoureux, au gouvernement des ministres qui, dévoués à la même cause que lui, ne lui ménagent pas leur concours, au Parlement, après la courte épreuve du référendum et des élections, une majorité compacte, dans le pays une grande masse de gens disposés à approuver de Gaulle. Ainsi couvert par le haut et étayé par le bas, mais en outre confiant en lui-même à travers sa circonspection, il se saisit des problèmes en usant, suivant l'occasion, de la faculté de comprendre et de la tendance à douter, du talent d'exposer et du goût de se taire, du désir de résoudre et de l'art de temporiser, qui sont les ressources variées de sa personnalité. Tel que je suis et tel qu'il est, j'ai mis Pompidou en fonctions afin qu'il m'assiste au cours d'une phase déterminée. Les circonstances pèseront assez lourd pour que je l'y maintienne plus longtemps qu'aucun chef de gouvernement ne l'est resté depuis un siècle.* »

François Mauriac : notre Raminagrobis

François Mauriac, dans son *Bloc-notes* (cité par Merry Bromberger, op. cit.) au moment du plan de stabilisation (1963) :

« *Le contact direct du premier ministre et du ministre des finances avec des millions de Français rend manifeste une fois encore l'événement capital, révolutionnaire (la télévision) que l'équipe gaulliste utilise avec une science consommée*

» *Les vieux de la vieille (République), le petit écran les trahissait avant même qu'ils eussent ouvert la bouche.*

» *Mais notre Raminagrobis de premier ministre, tout fourré, tout bénin, toutes griffes rentrées, mais ce jeune ministre des finances qui incarne l'absolu de la réussite à des hauteurs qui n'éveillent aucune jalousie, nous voyons en clair ce que, par leur seule présence sur le petit écran, ils rendent inutile et en fait ils suppriment. Non, ce n'est pas de Gaulle qui ravale le Parlement à un rôle subalterne. L'Assemblée n'est plus qu'un appendice en voie d'atrophie...*

» *Le président du conseil de naguère recevait pendant six mois des coups de pied dans le derrière. Le premier ministre d'aujourd'hui travaille en paix, en pleine lumière. On le voit de tout près, rien dans les mains, rien dans les poches...* »

M. Fouchet : l'homme le plus « régulier » que je connaisse

Christian Fouchet, ancien ministre, cité par Merry Bromberger dans *le Destin secret de Georges Pompidou* (1965) à propos de la période du R.P.F. :

« *Pompidou ne joue aucun jeu personnel. Il n'appartient à aucune coterie. Pour harmoniser l'équipe qui se gonfle sans cesse, il ne joue que le jeu du général.*

» *Il étouffe les incidents, réconcilie les rivaux brouillés, arrondit les angles, dégonfle les faux problèmes.*

» *Il protège contre les ennuis inutiles la retraite de de Gaulle. C'est le « trouble-shooter », le « tueur de troubles » cher aux grands baintrusts américains. Son humeur est toujours d'une égalité parfaite. Souriant, narquois, aimable avec tous, je ne l'ai jamais vu en colère. Son équilibre impose. Son impavidité reflète une supériorité, lui confère une autorité. C'est l'homme le plus « régulier » que je connaisse. On ne peut pas attendre de lui une incorrection, un coup de pied de l'âne. Une tricherie, une malhonnêteté, une déloyauté le choquent profondément. S'il est contre, on le sait. S'il vous a une dent, on le sait aussi. Il ne prend personne en traître.* »

A propos des événements de mai 68 dans *Mémoires d'hier et de demain* (1971) :

« *Le tournant essentiel du mois de mai fut pris le samedi 11 quand le premier ministre, revenu d'Afghanistan, exposa au président de la République et appliqua ensuite un plan d'action (réouverture de la Sorbonne, libération des quelques étudiants arrêtés, invitation aux représentants étudiants à venir s'entretenir avec le premier ministre) absolument opposé à celui qui avait été, avec des fortunes diverses, mais sans drame et sans échec, appliqué jusqu'ici. On peut en discuter indéfiniment. On le fait déjà, car le mois de mai est désormais une date de référence. On ne pourra jamais prouver qu'une autre décision aurait eu des conséquences meilleures ou pires.*

Cependant, s'il est impossible aujourd'hui de dire : « Voici ce qui se serait passé si la Sorbonne était restée fermée », il est historiquement possible de dire : « Voici ce qui s'est passé parce que la Sorbonne a été rouverte. » Comme il arrive parfois qu'un « hasard » dans les rencontres moléculaires déclenche tout un processus aboutissant aux plus étonnants résultats, tout sembla se dissoudre alors. Le régime faillit en être emporté. Et il fut suffisamment ébranlé pour que l'homme de génie, qui dirigeait la France depuis dix ans, en soit, en fin de compte, secrètement, mais mortellement atteint dans son âme. »

M. Mitterrand : un président chauve-souris

François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., dans *l'Unité* (juillet 1972) :

« *Notre président est un président « chauve-souris ». Sous le couvert du système parlementaire conforme à la tradition française, il apparaît comme l'arbitre débonnaire qui protège la nation contre les passions partisanes — voyez mes ailes, — tandis que, par la vertu d'une autorité présidentielle puisée aux sources du suffrage universel, il répond ou semble répondre aux exigences plus impérieuses que jamais de la stabilité et de la continuité politiques — vivent les rats !...*

» *En vérité, Georges Pompidou a le comportement d'un potentat commandé par son bon plaisir et d'un chef de clan qui ne connaît que ses affidés. Personne en Europe, hors le Grec, l'Espagnol et le Portugais, n'est aussi libre que lui d'agir. Personne donc n'est, autant que lui, responsable des conséquences de ses actes.* »

● M. MICHEL DEBRÉ, ancien premier ministre, en mai 1969 :

« *Au cours d'années difficiles auprès du général de Gaulle, Georges Pompidou a acquis une expérience des affaires publiques sans égale en France. Il a démontré, pendant les réussites aussi bien que pendant les épreuves, qu'il connaît et partage les besoins et les aspirations de tous les Français. Son sens humain est aussi fort que son sens du bien public.* »

● ARTHUR CONTE, ancien P.-D.G. de l'O.R.T.F., dans *Hommes libres* (1973) :

« *Un banquier prudent, professeur de bon conseil... Un homme accablé, sans ressort, plus irrésolu que jamais... Ce qui le caractérise le plus, c'est son irrésolution... Il en est venu à gouverner dans l'indécision permanente, voire dans la contradiction permanente... C'est un problème de caractère.* »

● JEAN-MARCEL JEANNENEY, ancien ministre, dans *A mes amis gaullistes* (1973) :

« *En attendant l'époque où de grandes réformes intérieures lui paraîtraient possibles, [de Gaulle] préféra gouverner avec des premiers ministres et des ministres des finances qui soient des gestionnaires habiles, bien vus des grandes affaires industrielles, commerciales ou bancaires, plutôt qu'avec des réformateurs ardents (...). Elu président de la République en juin 1969, Georges Pompidou allait remplir cette haute fonction selon son tempérament : autoritaire et laborieux, donc peu enclin à laisser le gouvernement agir en dehors de lui ; prudent et sceptique, donc porté davantage à se préoccuper de l'avenir immédiat que du long terme ; expérimenté et astucieux, donc tenté d'user à l'égard des hommes politiques et du suffrage populaire de toutes les ressources de séduction que le pouvoir confère.*

» *Parce que le gaullisme portait en lui son contraire, l'après-gaullisme était voué à un certain immobilisme. De là cette quiétude obtenue depuis trois ans et demi, mais de là aussi des périls accumulés.* »

● JEAN-PAUL SARTRE dans *la Cause du peuple* (décembre 1972) :

« *Nous accusons le président de la République (...) d'être entièrement responsable d'un système dans lequel l'Etat ne se contente plus d'exercer le pouvoir au nom de la classe dominante, mais où il est entièrement absorbé par le capital et où c'est le patronat qui fait directement la politique.* »

● GUY MOLLET, ancien secrétaire général de la S.F.I.O., en 1958 (cité par Pierre Rouanet, dans *Pompidou*, 1969) :

« *C'est l'homme le plus intelligent du brain-trust gaulliste. Il a le sens de l'ellipse. Il comprend une phrase dès le troisième mot.* »

● M. LOUIS VALLON, ancien député (U.D.R.) de Paris, en réponse au général de Gaulle, qui affirmait : « *C'est vrai qu'il a un côté balzacien* » : « *Balzacien, oui, mais ce n'est pas Rastignac, plutôt César Birotteau.* » (Cité par Pierre Rouanet : *Pompidou.*)

M. Louis Vallon est l'auteur d'un ouvrage paru en 1969, consacré à M. Pompidou et intitulé *l'Anti-de Gaulle.*

Les réactions à l'étranger

LA MORT

Dans les innombrables témoignages de sympathie qui, de l'étranger, affluent à Paris depuis l'annonce de la mort du président Pompidou, la note prédominante est l'hommage rendu au courage d'un homme d'Etat que l'on savait gravement malade sans que l'on s'attende toutefois à une issue aussi rapide. Cette « destinée inaccomplie » — selon les termes du « Times » de Londres — suscite donc des sentiments d'admiration pour l'homme se maintenant à la barre jusqu'à la dernière minute. Dans de nombreux Etats traditionnellement admis de la France, notamment en Argentine, au Brésil, en Haïti, en Iran, au Costa-Rica, un deuil national a été proclamé pour trois jours, tandis que de Caracas à Beyrouth, et de Bruxelles, plusieurs radios interrompaient mardi soir leurs émissions pour diffuser de la musique classique ou des hommages à l'homme d'Etat disparu.

● AU VATICAN, le pape, aussitôt informé de la nouvelle par son secrétaire particulier, l'a accueillie « avec consternation et douleur » et a décidé de célébrer sa messe de mercredi matin « à l'intention du disparu ». Le président Pompidou s'était rendu deux fois au Vatican, en mai 1962, en qualité de premier ministre, lorsqu'il avait accompagné le général de Gaulle reçu par Jean XXIII, et le 8 janvier 1969.

● A LUXEMBOURG, le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf a mis fin à ses travaux après que M. Burin des Roziers, qui dirigeait la délégation française, eut informé les délégués de la nouvelle qu'il venait de recevoir. M. Scheel, président en exercice du conseil a aussitôt fait une déclaration que l'on trouvera par ailleurs, rendant hommage à « un grand homme d'Etat ». M. François Xavier Ortoli, président de la Commission européenne, a déploré un « jour triste pour l'Europe ».

● EN U.R.S.S., l'agence Tass, qui avait annoncé sans commentaire la mort du président de la République française dès mardi soir, a publié ce mercredi un service de trois feuillets, mentionnant notamment la déclaration de M. Messmer.

● A PEKIN, où la nouvelle a été annoncée officiellement mercredi après-midi, des correspondants de l'Agence France-Presse, informant des passants de la mort du chef de l'Etat, ont vu accueillir avec tristesse la « perte d'un ami de la Chine ». Le prince Norodom Sihanouk du Cambodge, qui réside en Chine depuis quaure ans, s'est déclaré « très affecté » et a fait déposer une couronne à l'ambassade de France.

BONN : des espoirs parfois déçus

De notre correspondant

Bonn. — *Le chancelier Brandt a rendu hommage au président Georges Pompidou, ce mercredi 3 avril, au cours de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres dans les termes suivants :*

« La nouvelle du décès du président de la République française a été accueillie avec une profonde émotion chez nous et dans le monde entier. J'exprime notre sympathie au peuple français voisin.

» En tant que premier ministre et, plus tard, en tant que président, Georges Pompidou s'est employé à donner un contenu concret, dans un esprit de coopération confiante, au traité d'amitié franco-allemand de 1963. Au cours de nombreuses entrevues, j'ai rencontré dans la personne du président de la République française un homme d'Etat sans emphase et engagé.

» Son nom reste lié à d'importantes décisions du processus d'unification européenne. Georges Pompidou occupera une place éminente dans l'histoire de son pays et dans l'histoire de l'Europe. »

Les chaînes de radio ouest-allemandes ont consacré leur bulletin d'information de la soirée de mardi à la mort de M. Pompidou, et la télévision devait diffuser mercredi une émission spéciale. La nouvelle est cependant « tombée » trop tard pour la plupart des quotidiens de mercredi, qui la publient sans aucun commentaire. Elle a surpris les Allemands comme les Français, bien que la presse d'outre-Rhin ait publié depuis quelques semaines de nombreux articles s'interrogeant sur la santé du président de la République.

Les premières réactions des hommes politiques ouest-allemands insistent sur la contribution de Georges Pompidou à la politique européenne. « Sa mort est une perte particulièrement lourde pour la France, mais aussi pour l'Europe », *a dit M. Scheel, ministre des affaires étrangères, qui présidait, à Luxembourg, la réunion du conseil des ministres de la Communauté. M. Carstens, président du groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag, a déclaré pour sa part :* « Avec Georges Pompidou, non seulement la politique française, mais également la politique européenne, perdent une de leurs personnalités les plus marquantes. Sous Pompidou, la politique de l'amitié franco-allemande, fondée par de Gaulle et Adenauer, a été poursuivie et la coopération européenne a pu être développée malgré maintes difficultés. »

Sans doute la politique de M. Pompidou, qui accéda au pouvoir suprême quelques mois avant que M. Brandt n'entre à la chancellerie, éveilla-t-elle en République fédérale des espoirs sur l'intégration européenne qui furent parfois déçus. Au cours de ces cinq dernières années, les Allemands ont guetté les signes qui auraient pu laisser penser que Paris rompait avec la politique extérieure gaulliste. L'attitude de M. Michel Jobert, jugée antiaméricaine à Bonn, les a définitivement détrompés. On estime ici que Paris s'est contenté avec M. Pompidou d'habiller différemment les « ambitions hégémoniques » de la France, qui a toujours la volonté de rester le centre politique de l'Europe. On regrette que, dans les dernières semaines, la politique du gouvernement français ait placé le gouvernement fédéral dans une position telle qu'il soit contraint à choisir entre Paris et Washington. Mais les Allemands avaient particulièrement apprécié que M. Pompidou ait levé le veto contre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Sans doute, M. Pompidou n'éprouvait-il pas pour l'Allemagne la même fascination que le général de Gaulle. Il n'était pas, comme il l'avait dit lui-même à l'automne dernier, au cours d'une conférence de presse, « obsédé par l'Allemagne ». *Les relations franco-allemandes n'avaient pas le même caractère sentimental qu'elles avaient revêtu avec de Gaulle et Adenauer. Mais MM. Pompidou et Brandt, malgré leur tempérament différent et leurs divergences politiques, se comprenaient fort bien. Les liens entre Bonn et Paris se sont certes distendus, mais d'importantes décisions prises par les « sommets » européens ont été souvent préparées par les « sommets » franco-allemands.*

Si on remarque à Bonn qu'un des derniers actes internationaux du président Pompidou fut de recevoir les lettres de créance de M. Scholz, premier ambassadeur à Paris de l' « autre Allemagne », *on n'oublie pas que le gouvernement français avait apporté son soutien à la politique à l'Est de la coalition libérale-socialiste.*

Les Allemands vont naturellement suivre avec une attention particulière la préparation de l'élection présidentielle. S'ils craignent qu'un nouveau président, issu des rangs gaullistes, ne modifie pas sensiblement la politique étrangère de Georges Pompidou, les dirigeants de Bonn ne verraient pas non plus sans quelque appréhension arriver au pouvoir à Paris un candidat de gauche soutenu par les communistes. Quoi qu'il en soit, ils redoutent qu'après les élections anglaises et les menaces de M. Nixon la mort de M. Pompidou ne provoque de nouvelles difficultés pour l'Europe. — D. Vt.

LONDRES : le « roi Bourbon » disparaît sans dauphin

De notre correspondant

Londres. — La mort du président Pompidou ne pouvait pas causer une surprise totale. Les Britanniques n'en ont pas moins été stupéfaits. Pour eux, comme sans doute pour beaucoup de Français, le président était parvenu récemment à donner l'impression que, s'il était sérieusement malade, il comptait néanmoins pouvoir rester à son poste assez longtemps pour ordonner sa propre succession. La seconde impression à Londres est que cette tragique disparition survient au plus mauvais moment, alors que l'Europe fait déjà face à une crise interne très grave et que ses relations avec les Etats-Unis sont remises en cause.

Les journaux accordent, bien entendu, une très large place au décès du président, lui consacrent d'importantes biographies — une page entière dans le *Times* — et des manchettes, dont la plus caractéristique est celle du *Guardian* : « *Pompidou meurt sans héritier.* » Encore certains organes populaires ont-ils donné plus de place sur leur première page à un scandale immobilier et aux mésaventures du paquebot *Queen Elizabeth*.

Dès que la nouvelle fut connue, les leaders politiques ont exprimé leur sympathie et un communiqué de Downing Street faisait connaître la « *détresse* » de M. Wilson. De son côté, M. Heath a rendu hommage à un « *grand patriote* » qui voulait mettre fin à « *la discorde entre la Grance et la Grande-Bretagne* ».

Dans leurs premiers jugements sur la carrière politique de M. Pompidou, les commentateurs s'accordent à relever qu'en accédant à l'Elysée le successeur du général de Gaulle avait à accomplir une tâche très difficile. Il a cependant réussi, estiment-ils, à éviter le « *chaos* » maintes fois annoncé par son prédécesseur, à maintenir la continuité de la politique française et à assurer au pays la stabilité et la prospérité. Comme l'écrit le *Times*, M. Pompidou a préservé « *l'essence du gaullisme* », tout en substituant au goût des gestes dramatiques « *un solide bon sens auvergnat* ».

Un système « autocratique »

Si, aux yeux des Britanniques, le président qui vient de disparaître a d'abord paru adopter une attitude plus souple et plus ouverte que le général de Gaulle, il a en fin de compte renforcé le système « *autocratique* » de la Ve République en étendant le contrôle de l'Elysée aux affaires d'intendance qui ennuyaient tellement le général de Gaulle. Aussi la présidence de la République française représente-elle aujourd'hui, jugent-ils, le plus important de tous les « *centres de décision* » en Europe.

C'est bien pourquoi les Anglais éprouvent quelques inquiétudes, non seulement pour l'avenir de la France, mais pour celui de la Communauté occidentale tout entière. Comme le note encore le *Guardian*, le « *roi Bourbon* » disparaît sans que le dauphin soit clairement désigné. La première question que l'on se pose à cet égard est donc de savoir si l'actuelle coalition gouvernementale pourra être préservée ou si l'on va voir au sein de la majorité une grande bataille dont les protagonistes seraient sans doute MM. Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing. La plupart des observateurs politiques accordent de moindres chances à M. Messmer ou à d'audres candidats possibles. *Pour l'instant, il est difficile de* discerner ici une préférence très nette. Le maire de Bordeaux est considéré comme plus « radical » que ne l'a été M. Pompidou, tandis que l'actuel ministre des finances passe pour être mieux en mesure de rétablir des relations meilleures entre la France et le reste du monde. Peut-être même attendrait-on, ici, de la part de M. Giscard d'Estaing une plus grande compréhension pour les difficultés particulières de la Grande-Bretagne.

Les dissensions dans le camp de la majorité font craindre, cependant, qu'il faille envisager une victoire électorale de M. Mitterrand. Depuis longtemps, les spécialistes britanniques des affaires françaises ont noté le malaise politique de plus en plus profond qui se manifesterait dans un pays qui paraît attendre un « *nouveau départ* ». Si une telle perspective n'est pas envisagée sans inquiétude, c'est avant tout parce que la victoire du chef socialiste n'est possible que grâce au soutien massif du parti communiste. Dans ce pays, en effet, le communisme, même sous sa forme « occidentale », continue d'être un épouvantail. De ce point de vue, il est assez clair que, même au sein du Labour Party, un succès de la gauche française ne susciterait pas beaucoup d'enthousiasme.

Avec une ironie plutôt amère, on relève que M. Pompidou disparaît le jour même où la place de la Grande-Bretagne en Europe est remise en discussion. S'il est en effet un mérite que l'on reconnaît au président, c'est bien d'avoir levé le veto par lequel son prédécesseur avait si longtemps refusé aux Anglais l'entrée dans le Marché commun. Certains observateurs notent toutefois que depuis quelques mois, les dirigeants de Paris seraient à cet égard quelque peu revenus en arrière, tandis que le nouveau gouvernement travailliste en Grande-Bretagne s'interroge plus que jamais lui-même sur la politique qu'il entend suivre vis-à-vis de la Communauté.

Le sentiment prévaut maintenant que la renégociation demandée par M. Callaghan doit être sinon ajournée, du moins retardée jusqu'à ce que la bataille politique de l'autre côté de la Manche ait pris fin. C'est là sans doute un avantage inattendu pour le Labour Party, qui a encore besoin d'un peu de temps pour éclaircir sa propre attitude.

JEAN WETZ.

LA HAYE : un nationaliste sans aveuglement.

(De notre correspondant.)

La Haye. — Au nom du gouvernement hollandais, le premier ministre M. Den Uyl, s'est déclaré « *très ému* » par le décès du chef d'Etat français, qui « *aura symbolisé une époque de la France. On ne peut qu'avoir du respect*, a-t-il ajouté, *pour la façon dont il a accompli jusqu'à la fin sa tâche* ». Ce mercredi matin, la deuxième chambre (Assemblée nationale) rendra un hommage solennel à la mémoire du président Pompidou.

Peut-être la population de ce pays se sentait-elle plus proche de lui que de son prédécesseur, et elle est touchée par son courage devant la maladie, après avoir admiré sa ténacité politique. Comme l'écrit le quotidien *Volkskrant* (catholique de gauche) : « *M. Pompidou avait les avantages du normalien, Français sans passion, sentimentalement nationaliste, certes, mais sans aveuglement devant les nécessités de son temps. Sous son règne, la France est devenue plus prospère, plus européenne, moins éprise de grandeur, et s'est embourgeoisée. Après l'hypertension du gaullisme, il a fait subir à la France une cure de désintoxication et lui a rendu ainsi un grand service.* »

Déjà on s'inquiète ici du risque, que relèvent plusieurs commentateurs, de retomber dans les « *égarements et les incertitudes de la IVe République* ».

ROME : des conséquences pour la politique intérieure italienne

De notre correspondant

Rome. — Quel que soit le jugement qu'ils portent sur la politique étrangère de M. Georges Pompidou, les Italiens les plus avertis de la politique française rendent hommage au courage manifesté par le chef de l'Etat jusqu'à la dernière minute. Mais ils se posent surtout des questions : le futur président continuera-t-il à nourrir ce que l'on qualifie à Rome « *d'illusion de la politique étrangère française* » : volonté d'indépendance totale vis-à-vis des Etats-Unis, espoir toujours déçu dans un rapprochement privilégié avec l'Union soviétique, politique bilatérale avec les pays arabes ? Autrement dit, la version « *atténuée* » du gaullisme poursuivie par M. Pompidou, mais sans le prestige dont jouissait le général de Gaulle, sera-t-elle reprise à son compte par son successeur ?

De tous les noms avancés, M. Giscard d'Estaing est le plus connu par la plupart des hommes politiques italiens de premier rang, en raison de sa longue activité dans les milieux européens et comme ministre des finances. Il jouit d'une certaine sympathie même hors des milieux politiques. La candidature de M. François Mitterrand et son éventuel succès se jugent en pensant au contexte politique italien : si le premier secrétaire général du P.S. avait de fortes chances de devenir président de la République en France, l'évolution à gauche serait-elle ou non accélérée en Italie ?

L'alliance des socialistes avec les communistes n'est pas encore, ici, une réalité, puisque les premiers sont dans la majorité et les seconds dans l'opposition. Il ne fait aucun doute cependant qu'une entrée de M. François Mitterrand à l'Elysée contribuerait, au moins psychologiquement, soit à précipiter le processus en jeu en Italie, soit au contraire à durcir les éléments de centre droite et à radicaliser encore la campagne pour le référendum. — J. N.

MADRID : un chef d'État bien disposé à l'égard de l'Espagne.

(De notre correspondant.)

Madrid. — Dans les milieux franquistes, la disparition de M. Pompidou a suscité une profonde émotion. Le chef du gouvernement, M. Arias Navarro a déclaré : « *C'est là une perte irréparable pour l'Espagne et pour l'Europe.* » Le président de la République était considéré comme l'un des chefs d'Etat les mieux disposés à l'égard du régime espagnol. Les franquistes n'ont pas oublié comment M. Pompidou exprima publiquement ses regrets pour l'attitude adoptée par la télévision française lors du procès de Burgos. Il était considéré comme l'homme d'Etat qui pouvait permettre l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne sans conditions politiques.

Le professeur Tierno Galvan (social démocrate) nous a déclaré : « *Le décès du président de la République française pourrait permettre à l'union de la gauche d'arriver au pouvoir dans ce pays frère. Le succès de la gauche arfnçaise aurait une répercussion favorable sur l'opposition espagnole et modifierait sans aucun doute la politique extérieure espagnole.* »

LISBONNE : un deuil partagé....

Un porte-parole du gouvernement portugais a déclaré que la mort du président Pompidou a causé une stupeur générale dans les milieux officiels de Lisbonne. « *Nous sommes catastrophés et profondément peinés. La France est une alliée et une bonne amie du Portugal et nous partageons le deuil qui la frappe* », a déclaré le porte-parole, qui a précisé qu'un communiqué officiel sera publié mercredi au nom du président Americo Thomaz et du premier ministre, M. Marcelo Caetano.

BELGRADE : un champion de l'Europe indépendante.

(De notre correspondant.)

Belgrade. — Annoncée dès mardi soir par la radio et la télévision, la disparition du président de la République suscite en Yougoslavie de nombreux commentaires de sympathie à l'égard de l'homme qui, après le retrait du général de Gaulle, avait « *servi avec dignité et fidélité la Ve République et assuré la continuité de la politique de son fondateur* ».

« *On savait depuis un certain temps déjà, écrit* Politika, *que le président Pompidou était malade. Sa mort, néanmoins, a créé un choc. Sans tenir compte des douleurs physiques que lui suscitait sa maladie, il a continué à exercer ses fonctions de chef d'Etat.* »

Le grand quotidien de Belgrade publie ensuite une longue biographie du président Pompidou. « *Au cours des dernières années*, écrit-il, *il s'était consacré à la réalisation d'une communauté politique et économique stable et indépendante dans le cadre du Marché commun.* »

NATIONS UNIES : un rôle important dans le monde.

(De notre correspondant.)

New-York. — La nouvelle est tombée sur les télescriptteurs, au gratte-ciel des Nations unies, vers 5 heures de l'après-midi, c'est-à-dire au moment où les couloirs étaient presque vides. Les rares diplomates qui se trouvaient encore sur place se sont aussitôt demandé dans quelle mesure l'événement affecterait la position de la France sur l'arène internationale et, surtout, lors de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières. On s'interrogeait sur les intentions de M. Jobert, qui devait venir, à la tête d'une importante délégation française, et qui, pour de nombreux délégués, voulait à cette occasion participer à un nouveau « round » du duel franco-américain.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, a envoyé un télégramme à M. Messmer, assurant notamment : « *Au cours des entretiens que nous avions eus ensemble, j'avais pu apprécier la connaissance approfondie qu'il avait des problèmes internationaux et l'intérêt personnel qu'il portait aux travaux des Nations unies, non seulement dans le domaine politique, mais aussi dans les domaines économique, social, technique et culturel. J'ai pu le remercier pour l'appui qu'il a apporté à notre Organisation. Le rôle important que le président Pompidou a joué au cours des nombreuses années qu'il a consacrées au service de son pays et à la cause de la paix internationale ne sera oublié ni en France ni dans le monde.* »

Dans la presse

FINANCIAL TIMES (Londres) : il n'a pas pu résoudre les contradictions.

« *La France et l'Europe viennent de perdre un grand homme d'Etat. Ce qu'il n'a pu faire, en partie à cause de sa prudence naturelle, en partie à cause de sa santé défaillante, c'est résoudre les contradictions politiques et constitutionnelles héritées du général de Gaulle (...). Il a régné sur la France, comme son prédécesseur l'avait fait, sans avoir à craindre aucune menace sérieuse contre sa position. Toutefois, vers la fin de sa vie, il devint de plus en plus clair que même le parti gaulliste commençait à se rebeller contre le rôle docile qui lui était imposé.*

» *En politique étrangère, Georges Pompidou n'a pas pu résoudre la contradiction entre la foi passionnée du géneral de Gaulle en l'indépendance de l'Europe et son refus d'envisager les érosions de souveraineté nationale qui pourraient être nécessaires pour y parvenir. Il a fourni une contribution majeure en levant le veto du général contre l'admission de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne, contribution qui est sottement mise en péril aujourd'hui par le gouvernement travailliste.*

THE GUARDIAN (Londres, libéral) : un manque d'imagination.

« *Georges Pompidou n'était pas un homme d'Etat doué d'imagination, mais il était intelligent. Il était peut-être pour la France le pont nécessaire entre la grandeur isolée, anachronique et souvent dangereuse de de Gaulle et la tête politique plus normale qui pourrait apparaître. Si sa politique intérieure manquait de flair — son incapacité à comprendre pleinement, l'esprit de 1968 était un fruit de son manque d'imagination, — la Grande-Bretagne devrait lui être reconnaissante pour le changement de direction qu'il a imprimé aux relations avec elle.*

» *En cela tout au moins, Pompidou fut à la fois imaginatif et réaliste. Il a vu que la participation britannique à la Communauté était nécessaire pour que celle-ci croisse et prospère. Ce fut là, sans doute, la rupture la plus difficile avec les attitudes de son prédécesseur et patron. La réaction amère de M. Jobert lundi à Luxembourg, face à la tentative du gouvernement travailliste de renégocier les rapports, pourrait-elle refléter la désillusion du président lui-même ? M. Pompidou est-il mort en pensant qu'il avait commis une erreur quand il a accepté l'esprit européen de la Grande-Bretagne comme authentique ? Il serait triste qu'il en fut ainsi.* »

LA LIBRE BELGIQUE (Bruxelles, catholique conservateur) : un stoïcisme chrétien.

« *Tous les Belges, proches de la France à bien des titres et qui avaient eu le plaisir de l'accueillir chez eux au cours d'un voyage officiel très réussi, sont touchés par le décès de M. Pompidou et par le stoïcisme chrétien qui a marqué la fin de son temps terrestre. Même ceux qui ne partageaient pas ses idées avaient appris à le respecter. De graves problèmes vont se poser à la France, car voici venu plus que jamais l'après-gaullisme, c'est-à-dire un lourd héritage à assumer et des héritiers en désarroi et partiellement en discorde.* »

LA STAMPA (Turin, indépendant) : un génie politique subtil.

« *Avec un génie politique subtil, il avait pratiquement bouleversé, dans les premières années de son pouvoir, la signification la plus profonde du message gaulliste en réconciliant, dans une large mesure, la France avec l'Europe. Dans ces heures sombres pour l'Europe, l'annonce de la mort d'un homme qui était peut-être encore le seul capable de conserver unie l'équipe bigarrée du post-gaullisme frappe comme un obscur signal, dont nous ne pouvons comprendre la signification ni prévoir les conséquences... Georges Pompidou a assumé jusqu'au dernier moment ses tâches de chef de l'Etat, s'inspirant d'un respect de la fonction présidentielle, qui est également respect de la dignité de l'action politique.*

» *Les orientations politiques que le peuple français saura exprimer conditionneront largement l'avenir de l'Europe : alors qu'il y a tant de pays européens en crise, dépourvus de leadership vigoureux, dominés par les incertitudes et les doutes, puisse la France se donner rapidement un nouveau guide sûr et sage pour la survivance et la grandeur de la France elle-même et de l'Europe.* »

THE TIMES (Londres, indépendant) : une destinée inaccomplie.

« *La mort de Georges Pompidou est tragique et prématurée. Le vide créé par sa disparition est énorme et la France ne semble pas être prête à le combler. La fin de la carrière de M. Pompidou est tragique, car sa destinée semble être inaccomplie. Il n'eut guère le temps de sortir de l'ombre projetée par son prédécesseur avant que la maladie ne commençât à l'affaiblir. Il réussit à conserver l'essentiel de la politique et des succès du général de Gaulle, tout en remplaçant le goût qu'avait le général pour le drame par un solide bon sens d'Auvergnat. Sa mort plongera la France et l'Europe dans une angoissante période d'incertitude.* »

NEW YORK TIMES (James Reston) : il serait bon que quelqu'un parle clairement pour la France.

« *Les hommes passent, mais les nations et les problèmes des nations demeurent. L'Europe et l'Amérique ne parlent plus aujourd'hui des idéaux de la dignité humaine (...). Mais de choses personnelles et politiques, comme de la mort de Georges Pompidou et de sa succession (...), de la faiblesse politique de Richard Nixon.*

» *L'Amérique se demande ce que la France lui a dit de ce côté de l'Atlantique au cours des derniers jours de M. Pompidou. Est-ce que le ministre français des affaires étrangères, M. Michel Jobert, disait qu'il y a un conflit fondamental entre les intérêts de l'Europe unifiée et une coopération atlantique avec les Etats-Unis et le Canada ?*

» (...) *Demandait-il que les Etats-Unis cessent simplement de dominer l'Europe, ou nous demandait-il de défendre l'Europe, de protéger la France, de maintenir la paix au Proche-Orient, tout en refusant de coopérer avec l'OTAN pour la défense de l'Europe ou avec l'Amérique dans la crise de l'énergie ? Maintenant que le président Pompidou n'est plus, il ne serait pas mauvaise que (...) quelqu'un parle clairement pour la France.* »

DU CHEF DE L'ÉTAT

Les réactions à l'étranger

● DANS LE MONDE ARABE, de très nombreuses stations de radio ont, dès mardi soir, déploré vivement la disparition du « meilleur ami des Arabes », comme l'a fait le chef du gouvernement libanais. A Alger, l'agence officielle Algérie Presse Service fait état d'une « perte pour toute la région méditerranéenne ». Radio-Damas sait gré au président Pompidou d'avoir « placé la France au premier rang des amis des Arabes ». En Israël, le fait que les condoléances officielles soient adressées à la « nation française » a suscité quelque étonnement.

● LES PAYS AFRICAINS FRANCOPHONES ressentent tout particulièrement la disparition du chef de l'Etat français et, parmi les nombreux messages de condoléances provenant de toutes les capitales, on note particulièrement celui du président Senghor, ancien camarade de Georges Pompidou en « khâgne », pleurant « son ami le plus fidèle ». Le gouvernement malgache a fait connaître « sa grande émotion et sa profonde consternation ».

Destinataires des messages officiels, MM. Alain Poher, chef de l'Etat par intérim, et Pierre Messmer, premier ministre, devaient recevoir, notamment ce mercredi matin, ceux de la reine Elizabeth et du roi Baudouin. L'empereur Hiro-Hito a fait savoir qu'il adresserait également ses condoléances à Mme Pompidou. M. Tanaka, premier ministre japonais, a qualifié le disparu de « grand patriote » au cours d'une conférence de presse.

Plusieurs dirigeants déplorent d'autant plus vivement la mort du président de la République qu'ils le jugeaient bien disposé à l'égard de leurs pays ou de leurs régimes, c'est le cas notamment en Espagne — où le général Franco a adressé un message de condoléances à M. Poher, — en Afrique du Sud et au Chili. Le chancelier d'Autriche, M. Kreisky a rappelé que M. Pompidou « avait proposé une solution, en tant que premier ministre, pour que l'Autriche entre dans le Marché commun ». Aux Etats-Unis, le président Nixon a fait une déclaration particulièrement chaleureuse, et le vice-président Gerald Ford a évoqué « un homme doté des qualités supérieures du chef ». A Bonn, le chancelier Brandt a déclaré qu'« il occupera une place d'honneur dans l'histoire de son pays et dans celle de l'Europe ».

Partout, on s'interroge sur les modifications possibles de la politique et de la diplomatie française, notamment dans le domaine de la politique arabe et des relations « transatlantiques ».

WASHINGTON : un modéré de la querelle atlantique

De notre correspondant

Washington. — Le président Pompidou était relativement moins connu du grand public américain que ne le furent MM. Robert Schuman ou Pierre Mendès France. C'est pourquoi, sans doute, si la radio a annoncé très vite sa mort, les premiers journaux télévisés des grandes chaînes ont relégué la nouvelle assez loin, en tête de la rubrique étrangère, mais bien après les informations intérieures.

En revanche, dans les milieux politiques, la nouvelle a été accueillie avec regret : un grand facteur d'incertitude va compliquer le malaise des relations transatlantiques, dit-on ici. En effet, jusqu'au lendemain de l'élection présidentielle française, l'un des principaux partenaires de l'alliance occidentale pourra difficilement définir sa politique. Certes, beaucoup ici s'accommoderont fort de l'éclipse diplomatique temporaire de la France au moment même où, sur le problème de la consultation transatlantique, elle a adopté une attitude jugée inamicale par certains, franchement hostile par d'autres.

A dire vrai, à tort ou à raison, on faisait ici une distinction entre le président Pompidou et M. Jobert. Le président français, estimait-on, a toujours eu à cœur de maintenir les liens prioritaires de l'alliance atlantique, et entretenait avec le président Nixon de bonnes relations personnelles, clairement mises en évidence lors de leur dernière rencontre à Reykjavik. Ainsi, dans l'optique américaine, le président Pompidou, en dépit des récentes querelles et malgré la vivacité de leur ton, ne perdait pas de vue l'importance des bonnes relations entre Washington et Paris, la France étant après tout historiquement le plus vieil allié des Etats-Unis... De plus, on a toujours pensé ici que tout en excluant un retour de la France dans l'organisation militaire du traité atlantique, le président Pompidou poussait à une coopération plus active de la France avec les organismes militaires intégrés de l'OTAN. C'est pourquoi la flambée de gaullisme orthodoxe de ces derniers mois avait quelque peu déconcerté les Américains. Ils l'attribuèrent à l'affaiblissement physique du président, estimant qu'à la faveur de sa maladie les gaullistes « historiques » avaient exagérément renforcé leur position au sein du gouvernement français. L'espoir subsistait cependant que le président Pompidou et même M. Jobert, considéré comme l'héritier et aussi comme le nouveau « missionnaire » du gaullisme, se ressaisiraient et abandonneraient ce qu'on appelle ici les « fantaisies » de la politique française pour revenir aux réalités de la situation internationale, répondant ainsi au vœu d'une « majorité silencieuse » qui, dit-on, existerait même au sein des partis au pouvoir à Paris.

Cet espoir a été ébranlé, mais on incline à penser que la disparition du président Pompidou pourra, en tout cas, avoir l'effet positif de clarifier les attitudes jugées équivoques, incertaines ou même contradictoires, du gouvernement français. Dans ce contexte, il est évident que Washington se préoccupe déjà de la succession, craignant que les difficultés économiques et sociales ne favorisent les extrémistes, ceux de la gauche comme ceux de la droite, à mener une politique extérieure nationaliste marquée par un fort anti-américanisme. En fin de compte, les Américains redoutent tout autant un succès de M. Mitterrand que la prolongation d'une majorité et d'un gouvernement sans le président Pompidou pour contenir les gaullistes orthodoxes.

MOSCOU : un interlocuteur actif, mais difficile

Les Soviétiques n'ont connu que tardivement la nouvelle de la mort de M. Pompidou. L'agence Tass, mardi soir, l'a annoncée dans une brève dépêche, un peu moins d'une demi-heure après le communiqué de l'Elysée. Il était trop tard, plus de minuit à Moscou, pour que l'information puisse être reprise dans les journaux de mercredi matin et la radio elle-même ne l'a pas mentionnée dans ses émissions de la nuit.

Bien que le président de la République française se soit rendu à trois reprises en U.R.S.S. depuis 1970, il est peu probable que sa disparition soit ressentie par le citoyen soviétique moyen. Il n'avait pas la stature historique de son prédécesseur, dont le nom, associé aux souvenirs de guerre, était connu de tous. En fait, M. Pompidou avait visité l'U.R.S.S. en diplomate au moins autant qu'en chef d'Etat et c'est essentiellement comme l'interlocuteur de M. Brejnev dans les longs tête-à-tête du Kremlin, de Zaslavl e tde Pitsounda que l'on se souviendra de lui à Moscou.

Paradoxalement, de ce point de vue, M. Pompidou a été pour les dirigeants soviétiques un interlocuteur aussi actif que difficile. Actif, car c'est avec lui que s'est réellement noué un dialogue régulier avec la diplomatie et le gouvernement français. Si le général de Gaulle avait ouvert la voie à ce dialogue dès 1966, la périodicité des rencontres « au sommet » ou à des échelons moins élevés s'est surtout établie depuis 1969, et c'est depuis 1970 que l'on parle de « concertation », mot difficile à traduire en russe mais qui était censé signifier un échange d'informations au moins entre Moscou et Paris aussi bien à intervalles réguliers que lorsque des circonstances exceptionnelles pouvaient le justifier. Cette concertation ne s'établit pas, au reste, du jour au lendemain, et Paris s'étonna, par exemple, d'avoir appris un peu tard la rencontre entre M. Brejnev et le chancelier Brandt à Oreanda, au mois de septembre 1971. Mais les remontrances françaises ne furent pas oubliées : tant à l'occasion de la visite de M. Nixon à Moscou au mois de mai 1972 qu'à son propre retour des Etats-Unis au mois de juin 1973, M. Brejnev fit de son mieux pour que l'Elysée n'ait pas le sentiment d'être tenu entièrement à l'écart du dialogue soviéto-américain.

Il n'y parvint qu'à moitié et c'est l'une des raisons pour lesquelles M. Pomidou se montra pour le Kremlin un interlocuteur susceptible et souvent difficile à convaincre. Une photographie des entretiens de Pitsounda le montre comme un de ces paysans madrés, dont le sourire ne cache pas le scepticisme, face aux marques de bonne volonté et de bonne foi que M. Brejnev s'efforce de lui donner.

Et puis, sous le règne de M. Pompidou, la diplomatie française avait pris des orientations qui n'étaient pas toutes les plus souhaitables pour l'U.R.S.S. On mit longtemps à Moscou à admettre que le successeur du général de Gaulle n'était pas en tous points le continuateur de sa politique, non seulement quant au style mais également quant au fond, sur l'Europe par exemple ou, de manière moins évidente vis-à-vis des Etats-Unis. Réalistes, les Soviétiques s'accommodèrent de ces changements sans renoncer àfaire du président français un des principaux appuis de leur diplomatie à l'Ouest.

C'est dans ces conditions que la succession de M. Pompidou suscite très vraisemblablement quelques préoccupations au Kremlin. L'analyse soviétique de la situation intérieure française est telle que le président défunt, si réservé fût-il devant certains des projets qui lui étaient présentés par Moscou, était encore le meilleur interlocuteur que les Soviétiques puissent espérer avoir à l'Elysée. On ne rêve guère en U.R.S.S. d'un gouvernement français de gauche, et l'on y craindrait volontiers qu'un nouveau chef de l'Etat choisi au sein de la majorité actuelle ne montre qu'un intérêt diminué pour la poursuite et le développement du dialogue avec l'Est. — A. J.

TOKYO : la disparition d'un hôte attendu avec sympathie

De notre correspondant

La surprise et la consternation ont frappé les Japonais, qui espéraient encore recevoir M. Pompidou avant la fin d'avril et lui portaient de la sympathie. A sa première visite, comme premier ministre en 1964, il l'avait déjà conquise et allait revenir paré de l'autorité présidentielle et du prestige, encore si grand ici, du général de Gaulle, que naguère on avait espéré recevoir, lui aussi, à Tokyo.

Cette venue du chef de l'Etat d'un grand pays occidental allait constituer une grande « première ». La visite de M. Nixon, si souvent évoquée, est de plus en plus problématique. Celle de la reine d'Angleterre est pour l'an prochain. Celle de M. Chou En-lai demeure incertaine, comme celle de M. Brejnev. La France serait donc reçue avant tout le monde, et la fête en préparation devait éclairer un printemps qui, pour le reste, s'annonce morose et difficile.

Les Japonais comprennent désormais les motifs de l'ajournement du voyage de M. Pompidou. Ils l'admirent d'autant plus pour avoir, jusqu'au dernier moment, masqué la gravité de son état de santé.

L'empereur, le premier ministre et le ministre des affaires étrangères ont envoyé leurs condoléances au gouvernement français, à Mme Pompidou et au peuple de France. « *Je suis profondément attristé*, dit une déclaration officielle de M. Tanaka, premier ministre, *par la mort d'un des plus grands dirigeants du monde, le président Pompidou. Ma tristesse est d'autant plus grande que le gouvernement japonais allait le recevoir comme un hôte de l'Etat, et comme premier occupant du Palais des invités, dont la construction vient de s'achever. Son décès est une grande perte non seulement pour les relations de la France et du Japon, mais aussi pour le monde.* »

C'est un fait qu'un effort extraordinaire avait été accompli par le gouvernement et les autorités pour donner un éclat exceptionnel à la réception du président.

Le premier ministre, M. Tanaka, s'était personnellement occupé de faire accélérer les travaux du « palais pour les hôtes illustres » et de veiller aux derniers préparatifs. Il s'agit, en fait, d'un château de style occidental datant de 1909 et situé au cœur de Tokyo dans le quartier d'Akasaka.

Sur le plan politique, aucune question pressante ne rendait indispensable la visite du chef de l'Etat français. C'était surtout l'occasion d'affirmer et d'illustrer la volonté d'une présence active de la France en Asie, et du côté japonais elle eût permis de marquer la nouvelle ouverture de la politique nippone en direction de l'Europe.

ROBERT GUILLAIN.

PÉKIN : crainte d'une diplomatie plus favorable aux superpuissances.

(De notre correspondant.)

Pékin. — La presse et la radio chinoises, toujours lentes à rendre compte des événements internationaux, n'ont pas annoncé la nouvelle ce mercredi matin 3 avril, et portent toute leur attention à l'entrevue de MM. Mao Tsé-toung et Khieu Samphan (voir en page 40). On peut être sûr, en tout cas, que Pékin n'envisage pas sans inquiétude l'éventualité d'une inflexion de la diplomatie française. Le gouvernement chinois, qui avait marqué sa sympathie pour la politique étrangère gaulliste, s'était borné, dans un premier temps, à saluer en lui le continuateur de la diplomatie du général. Depuis un an, le souci affirmé par le président de ne céder ni aux pressions de Washington ni aux invités de Moscou ont sans aucun doute contribué à rehausser le prestige de la France, et, tout récemment, lors de la crise du pétrole, Pékin ne cachait pas sa satisfaction devant les initiatives de M. Jobert. Lors de la visite présidentielle de septembre 1973, les officiels chinois avaient exprimé leur satisfaction à l'issue des entretiens, tout en reconnaissant que le chef de l'Etat et la délégation française n'avaient pas été des interlocuteurs faciles. Les positions françaises servaient la stratégie chinoise et sa contestation systématique des deux Super-Grands.

ALAIN BOUC.

RABAT : l'homme de la réconciliation.

(De notre correspondant.)

Rabat. — Pour les Marocains, Georges Pompidou a eu essentiellement deux mérites : celui d'avoir conduit à l'égard des pays arabes une politique de compréhension et d'amitié à laquelle le général de Gaulle avait donné une impulsion décisive, et celui d'avoir rompu avec l'attitude de son illustre prédécesseur à l'égard de Rabat. Une des premières tâches de Georges Pompidou, lorsqu'il devint président de la République, fut en effet de normaliser les rapports franco-marocains, que l'affaire Ben Barka avait distendus depuis près de quatre ans.

JÉRUSALEM : condoléances à la « nation française ».

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — La nouvelle du décès du président de la République française a été annoncée dans la nuit du 2 avril, au milieu de l'intense émotion soulevée en Israël par la publication du rapport sur les responsabilités dans la guerre du Kippour. La radio et la télévision ont interrompu leurs informations et leurs commentaires pour donner la nouvelle, qui a été reprise dans les émissions de la nuit et de la matinée de mercredi. La presse n'a pas encore commenté cette disparition ni évoqué les conséquences politiques qu'elle peut avoir et, dans les cercles officiels de Jérusalem, on se refuse à toute déclaration.

Le gouvernement a publié, dans la nuit, un communiqué indiquant qu'il a informé la nation française qu'il prenait part à son deuil. On s'est interrogé, dans certains milieux, sur la signification qu'il convenait de donner au fait que c'est la « nation française » qui a été désignée dans le communiqué et non le gouvernement français.

Malgré le mutisme des dirigeants israéliens, il ne fait pas de doute que les perspectives ouvertes par la succession du président de la République sont envisagées avec un très prudent espoir. On souhaite ici que rien ne soit changé au projet d'échange de visites entre les ministres des affaires étrangères des deux pays, bien que ces visites pourraient revêtir un caractère très différent si des changements intervenaient dans la conduite des affaires politiques de la France.

ALGER : une perte pour toute la région méditerranéenne.

Alger (*A.F.P.-A.P.*). — Un gros titre sur deux colonnes à la première page : « *Pompidou est mort* », accompagné d'une dépêche relatant le décès du président de la République, le tout encadré de noir. C'est ainsi que le lecteur d'*El Moudjahid* a appris mercredi matin la disparition du chef de l'Etat français.

L'agence Algérie-Presse-Service écrivait pour sa part dès mardi soir : « *Le décès de M. Georges Pompidou est ressenti comme une perte dans toute la région méditerranéenne, laquelle tenait une place importante dans les positions politiques personnelles du chef de l'Etat français. Dans l'évolution de la situation internationale également, la disparition du président de la République française ne manquera pas d'avoir des répercussions à la mesure de l'écho qu'avaient rencontré les positions lucides et courageuses exprimées ces derniers temps par Paris.*

» *La France de M. Georges Pompidou s'est en effet caractérisée par une politique d'indépendance et de dignité qui a eu une résonance certaine au sein du tiers-monde dans son ensemble.* »

LE CAIRE : un ami très sûr.

(De notre correspondant.)

Le Caire. — « *Le président Pompidou a témoigné d'un courage antique en continuant à gouverner d'une main ferme et bien qu'une nature comme la sienne dût pressentir l'imminence du dénouement. Inclinons-nous devant cette force de caractère si rare à notre époque, surtout parmi les hommes d'Etat* », écrit le quotidien officieux cairote *le Progrès égyptien*.

Pompidou n'était pas une figure particulièrement connue du grand public en Egypte, mais on lui savait gré d'avoir poursuivi la politique arabe du général de Gaulle. L'éventualité de l'accession au pouvoir de M. Mitterrand, qui a été reçu au Caire cette année, fut craindre aux responsables égyptiens qu'Israël ne redevienne le pivot de la politique française au Proche-Orient. Les Egyptiens ont le sentiment d'avoir perdu en Pompidou un « *ami très sûr* ».

Le jugement de quelques personnalités

● ***M. TAKIEDDIN AL-SOLH (premier ministre du Liban) : un grand ami des Arabes.***

A Beyrouth, le premier ministre libanais, évoquant le « *grand ami des Arabes* », a dit : « *Sa mort est une grande perte pour les Arabes, et notamment pour le Liban. Il faut espérer que la politique étrangère du président et de son prédécesseur, le général de Gaulle, sera poursuivie.*

● ***M. LUIS ECHEVERRIA (président du Mexique) : un homme d'Etat éminent.***

Le chef de l'Etat mexicain, qui a exprimé mardi soir sa « *profonde tristesse* », a déclaré : « *Les relations entre la France et le Mexique ont atteint leur niveau de coopération le plus élevé pendant le mandat du président Pompidou. Celui-ci était un homme d'Etat éminent, dont la perte est irréparable.* »

● ***M. EDWARD HEATH (ancien premier ministre de Grande-Bretagne) : il voulait assurer la stabilité en France.***

« *Georges Pompidou était un grand patriote qui avait la faculté de reconnaître aux autres le droit d'aimer leur pays et qui croyait à leur sincérité. Il comprenait admirablement les Français. Il était un homme à la fois très amusant, très lettré et très pratique. Il savait allier le plus haut sens philosophique à une extraordinaire capacité pour le pragmatisme. Ce qui le préoccupait surtout, c'était d'assurer la stabilité en France. On a dit de lui qu'il était anti-américain, ce n'est pas vrai. Ce qu'il voulait c'était une Europe ayant son identité propre et gardant de bonnes relations avec les Etats-Unis. Sa mort (...) est une grande perte pour la France, pour la cause de l'amitié franco-britannique et pour l'Europe.* »

● ***LE SENATEUR EDWARD KENNEDY : il a conduit son pays avec distinction.***

« *Je suis profondément attristé d'apprendre la mort du président Pompidou. Pendant cinq ans, il a conduit son pays avec courage et distinction, et en jouant un rôle important dans l'édification de la Communauté européenne et dans les relations entre l'Europe et les Etats-Unis.* »

● ***M. KISSINGER (secrétaire d'Etat américain) : un grand homme, un ami et un allié des Etats-Unis.***

M. Henry Kissinger a tenu mardi soir une brève conférence de presse au Mexique, où il passa sa lune de miel. Avant de présenter sa femme aux journalistes, il a fait l'éloge du président Pompidou qui, a-t-il dit, était « *un grand homme* »

« *J'ai connu le président Pompidou, et j'éprouvais un grand respect pour lui*, a-t-il dit encore. *Quels que soient les différends passagers entre la France et les Etats-Unis, nous reconnaissons en lui un ami et un allié des Etats-Unis* » — (Reuter)

LE PRÉSIDENT NIXON : un homme perspicace, modéré et tenace.

Dès qu'il eut appris le décès du président Pompidou, M. Richard Nixon a téléphoné à M. Jacques Kosciusko-Morizet, ambassadeur de France à Washington, pour lui exprimer ses condoléances. M. Nixon a ensuite déclaré : « *La France a perdu l'un de ses grands dirigeants et le monde a perdu un grand homme d'Etat.*

» *Ma profonde peine personnelle est renforcée par le fait que la première visite officielle que le président Pompidou a faite après son entrée en fonctions a été aux Etats-Unis. A cette occasion, et au cours de mes autres rencontres avec lui, j'ai reconnu en lui un homme d'une grande perspicacité, modéré et tenace et d'une immense force de caractère. Originaire de l'Auvergne, au cœur de la France, il reflétait tout l'esprit et la force du peuple français.* »

M. Nixon souligne ensuite qu'« *il est caractéristique du courage de M. Pompidou que malgré sa maladie il n'ait pas failli au service de son peuple ni aux objectifs de la paix du monde* ».

« *Le peuple d'Amérique se joint à moi pour exprimer nos plus profondes condoléances au peuple de France* », a conclu le président des Etats-Unis.

● ***M. GIOVANNI LEONE (président de la République italienne) : de hautes qualités humaines.***

« *Je ressens une profonde douleur pour la mort du président Pompidou, dont l'état de santé nous avait beaucoup préoccupé. Dans le souvenir vivant de la récente rencontre que j'ai eue avec lui au cours de ma visite d'Etat en France, en octobre 1973, je désire rendre hommage avec émotion à ses hautes qualités humaines et d'homme d'Etat.* »

● ***M. OLAF PALME (premier ministre suédois) : il approuvait l'orientation de notre politique.***

M. Olaf Palme, en voyage officiel à Varsovie, a rendu hommage, mardi, à la mémoire du président Pompidou, en déclarant que, « *durant la période de son intégrité physique, il fut un homme politique énergique et de grande capacité* ». Il a estimé que le président « *a su poursuivre la politique du général de Gaulle tout en imprimant à celle-ci la marque de sa propre personnalité* ». Il a ajouté que Georges Pompidou « *fut un ami chaleureux de la Suède, dont il approuvait l'orientation de la politique tant sur le plan international qu'intérieur* ».

● ***LE GENERAL PINOCHET (chef de la junte chilienne) : il avait reconnu les liens historiques entre le Chili et la France.***

Le général Augusto Pinochet, président de la junte militaire chilienne, a adressé le message suivant à Mme Pompidou : « *Veuillez accepter, madame, l'expression de notre profond regret à la suite de la mort de votre illustre époux, le grand homme d'Etat et président de la France. Lorsqu'il en a eu l'occasion, il a reconnu les liens historiques et l'amitié traditionnelle qui unissent les peuples du Chili et de France.* »

● ***M. WALTER SCHEEL (ministre des affaires étrangères de la R.F.A.) : il a marqué l'Europe de sa personnalité.***

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, en sortant, mardi soir, du conseil des Neuf qu'il avait présidé à Bruxelles, a déclaré : « *Je suis bouleversé. (...) J'ai du mal à concevoir cette perte. C'est trop brutal. Nous avons travaillé ensemble pendant de nombreuses années. La France ne perd pas seulement un grand homme d'Etat. L'Europe perd également un des grands hommes qui a marqué la notion d'union européenne de sa personnalité.* »

● ***SIR CHRISTOPHER SOAMES (ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris) : un grand Européen.***

A Luxembourg, Sir Christopher Soames, commissaire aux affaires étrangères du Marché commun et ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, a déclaré : « *Un grand européen qui a servi les intérêts de son pays et de son Europe jusqu'à la fin de sa vie. Je suis honoré d'avoir été ambassadeur sous sa présidence. Sa mort laisse la France, mais aussi l'Europe, plus pauvres, car cette perte est celle d'un grand Français et d'un grand européen.* »

● ***M. PIERRE ELLIOTT TRUDEAU (premier ministre du Canada) : un deuil fraternellement partagé.***

M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, a adressé mardi soir un message de condoléances à M. Pierre Messmer : « *Je vous prie instamment d'accepter pour vous-même, pour les membres de votre gouvernement et pour tous les Français, les vives condoléances que je vous adresse au nom d'un peuple qui, uni au votre par la langue, la culture et, plus encore, par l'amitié, partage fraternellement le deuil de la France.* »

De son côté, M. Robert Stanfield, chef de l'opposition conservatrice aux Communes, a envoyé un message de condoléances à l'ambassade du Canada à Paris.

Cinq années à l'Élysée

1969

JUIN

15. Second tour de l'élection présidentielle : M. Pompidou est élu avec 10 686 498 suffrages (57,58 % des exprimés et 37,17 % des inscrits) contre 7 870 601 (42,41 % des exprimés et 27,37 % des inscrits) à M. Alain Poher. Il est le dix-neuvième président de la République française. Arrêtons-nous sur ces résultats : pour le parti communiste, Georges Pompidou est un « *président au rabais* » et René Andrieu, dans *l'Humanité*, l'appelle « M. Tiers ». D'autres observateurs de la gauche constatent que celle-ci, absente du second tour, sort meurtrie de l'épreuve. M. Poher pense avoir démontré qu' « entre le gaullisme et le communisme il y a huit millions de Français, soit près d'un tiers du corps électoral qu'on ne peut pas ignorer ». Entre les deux tours, M. Gaston Defferre, candidat de la S.F.I.O., s'était désisté pour M. Poher, et le parti communiste avait préconisé l'abstention, car, selon l'expression de son candidat, M. Jacques Duclos, entre MM. Pompidou et Poher, « *c'est bonnet blanc et blanc bonnet* ». Le nouveau président reçoit un message de félicitations du général de Gaulle, en vacances en Irlande.
17. Le Conseil constitutionnel proclame les résultats et officialise l'élection de M. Pompidou.
20. Installation à l'Elysée. Le nouveau président s'engage à respecter strictement la Constitution de la Ve République.
22. Constitution du gouvernement. C'est le premier acte politique du président. M. Jacques Chaban-Delmas est nommé premier ministre, selon un accord passé avant les élections. Toujours est-il que le nom du président de l'Assemblée nationale avait été cité au cours de la campagne électorale. M. Antoine Pinay, qui avait soutenu la candidature de M. Pompidou, est pressenti pour prendre le ministère de l'économie et des finances, mais, après deux jours de réflexion, il décline cette offre, car on ne lui donne pas, semble-t-il, « carte blanche », comme il le souhaitait. La composition du gouvernement essaie de concilier la continuité gaulliste et l'ouverture politique annoncée par M. Pompidou au cours de sa campagne. MM. Michel Debré, en passant des affaires étrangères à la défense nationale, et M. Olivier Guichard restent, mais MM. Couve de Murville, premier ministre sortant, Malraux, Messmer et Edgar Faure partent. Le retour aux finances de M. Giscard d'Estaing, qui, en préconisant le non au référendum du 27 avril, avait contribué à l'élimination du général de Gaulle, l'arrivée de MM. Jacques Duhamel, René Pleven, Joseph Fontanet, qui, en se ralliant à la candidature de M. Pompidou, s'étaient séparés de leurs amis centristes, MM. Lecanuet et Sudreau, illustrent l' « ouverture européenne » du nouveau président de la République.
25. Dans un message au Parlement, le chef de l'Etat dit sa volonté d'établir des relations confiantes et efficaces entre l'exécutif et le législatif. Pour la première fois depuis 1962, des ministres assistent à la séance du Sénat car, depuis la querelle sur l'élection du président de la République au suffrage universel, le gouvernement ne se faisait représenter que par des secrétaires d'Etat au palais du Luxembourg.
26. Déclaration de politique générale de M. Chaban-Delmas à l'Assemblée nationale : on note le ton européen des engagements du premier ministre et la référence au thème de l'industrialisation du pays, qui a été l'un des principaux points du programme présidentiel de M. Pompidou.

JUILLET

10. Première conférence de presse. La comparaison s'impose avec le général de Gaulle dans un genre où ce dernier excellait. La « *cérémonie élyséenne* » est plus simple que par le passé et M. Pompidou s'exprime avec aisance mais en se gardant de toute prise de position ou formule spectaculaire. Le président est très prudent en ce qui concerne l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.
22. Le gouvernement français propose une réunion des Six « au sommet ».

AOUT

8. Un conseil des ministres extraordinaire décide la dévaluation du franc de 12,5 % (elle avait été décidée dès le 16 juillet, alors que le général de Gaulle avait refusé de prendre une telle mesure, le 22 novembre 1968). M. Pompidou présente cette décision comme « *une opération-vérité* ».
15. M. Pompidou préside à Ajaccio les cérémonies officielles du centenaire de la naissance de Napoléon.

SEPTEMBRE

3. Le conseil des ministres approuve un plan d'austérité économique.
8-9. Rencontres franco-allemandes à Bonn.
16. M. Chaban-Delmas présente à l'Assemblée nationale, réunie en session extraordinaire, son projet de « nouvelle société » et obtient une majorité sans précédent par son ampleur : 369 voix contre 85.
22. Deuxième conférence de presse présidentielle. M. Pompidou demande essentiellement aux Français de participer à l'effort de redressement, en épargnant et en réduisant leur consommation (moins de machines à laver).

OCTOBRE

28. M. Louis Vallon, député, est exclu du groupe U.D.R., après la publication de son pamphlet : *l'Anti-de Gaulle*. Avec ses amis gaullistes de gauche, notamment René Capitant, M. Vallon considère que M. Pompidou trahit son prédécesseur à l'Elysée.

NOVEMBRE

3. M. Pompidou traite à l'Ecole militaire des problèmes de la défense.

DÉCEMBRE

1er-2. Conférence « au sommet » de La Haye. M. Pompidou propose son tryptique : achèvement, approfondissement, élargissement de la Communauté.
15. Dans une allocution à l'O.R.T.F., le président de la République dresse le bilan de six mois de mandat. Il est relativement optimiste, mais a des mots durs pour ceux qui paralysent le pays par des grèves, « *dont les modalités sont intolérables* ».
25. Départ clandestin des « cinq vedettes israéliennes » placées sous embargo dans le port de Cherbourg.

1970

JANVIER

1er. Cérémonie de présentation des vœux à l'Elysée. M. Pompidou observe que l'élection du président de la République au suffrage universel a fait la preuve de son efficacité. Il prévoit une année « *sans secousses* ».
7. M. Messmer relance l'association Présence du gaullisme.
9. Le gouvernement rend publique sa décision de livrer cinquante avions Mirage-V à la Libye (M. Debré fait ensuite état de cent avions).
30-31. M. Brandt vient à Paris pour la rencontre franco-allemande semestrielle.

FÉVRIER

2. Le roi du Maroc, en visite privée en France, dîne à l'Elysée.
23 (jusqu'au 3 mars). Visite de M. Pompidou aux Etats-Unis. Le chef de l'Etat est traité avec beaucoup de prévenances par M. Nixon, mais son séjour suscite des manifestations hostiles de la communauté juive contre la politique française au Proche-Orient.

MARS

3. Fin du voyage aux Etats-Unis.
12. Dans un entretien radiotélévisé, M. Pompidou parle de son voyage aux Etats-Unis mais s'adresse aussi, trois jours avant le second tour des élections cantonales, à « la majorité silencieuse ». Les premiers bruits concernant un désaccord entre le président et le premier ministre commencent à filtrer.

AVRIL

5. En visite officielle à Albi, où il a passé son enfance, M. Pompidou lance un appel à « *la paix civile* », après les troubles sociaux des dernières semaines (manifestations des commerçants, des routiers et des étudiants).
28. Au Conseil d'Etat, le président de la République réaffirme la nécessité d'un renforcement de l'autorité de l'Etat (la loi « anti casseurs » est en discussion au Parlement).

MAI

16. Voyage dans le Cantal, à Murat, M. Pompidou prône le respect de l'ordre et la fermeté à l'égard de ceux qui le troublent.

JUIN

1er. M. Gromyko, ministre des affaires étrangères d'U.R.S.S., arrive en visite officielle en France.
5. La France revient au conseil des ministres de l'U.P.O.
8. Rencontre de Gaulle-Franco à Madrid.
22. Un accord de coopération militaire est signé avec le gouvernement espagnol.
27-28. M. Pompidou annonce au cours d'un voyage en Alsace la relance de la régionalisation et évoque à Strasbourg la construction européenne conçue comme un groupement d'Etats souverains.
28. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber est élu député de Nancy.

JUILLET

2. Troisième conférence de presse. M. Pompidou assure qu'il n'y a pas de crise entre le chef de l'Etat et son premier ministre, mais simplement des nuances d'appréciation.
3-4. Rencontre franco-allemande à Bonn.
15. Visite officielle en France de M. Alec Douglas-Home, ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne.

AOUT

11. En vacances à Brégançon, M. Pompidou commente l'actualité devant les journalistes et, dans tous les domaines, affirme la prééminence du chef de l'Etat.

SEPTEMBRE

7. M. Pompidou reçoit M. Kirilline, vice-président du conseil d'U.R.S.S.

OCTOBRE

6-13. Voyage de M. Pompidou en U.R.S.S., où il est accueilli avec les mêmes honneurs que le général de Gaulle en 1966.
29-30. Voyage en Bourgogne et discours sur la régionalisation à Lyon.

NOVEMBRE

9. Mort du général de Gaulle. Le deuil national est proclamé et M. Pompidou déclare le 10, à l'O.R.T.F., que « la France est veuve ».

1971

JANVIER

21. Quatrième conférence de presse. Elle est jugée comme « *la plus achevée et la plus sincère* » depuis 1969. M. Pompidou réaffirme sa légitimité, reste prudent sur l'Europe et se montre soucieux de maintenir l'unité de la nation face au régionalisme.
25-26. M. Willy Brandt vient à Paris.
29. MM. Colombo et Moro, président du conseil, et ministre des affaires étrangères d'Italie, sont reçus à Paris.

FÉVRIER

3-13. Voyage en Afrique. Mauritanie, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Cameroun. Gabon.
17. M. Pompidou intervient au Christian Fouchet quittent l'U.D.R. dont ils condamnent les alliances électorales avant les élections municipales.
25. M. Pierre Messmer entre au gouvernement comme ministre des D.O.M. et T.O.M.

MARS

17. M. Pompidou ntervient au conseil des ministres pour demander au gouvernement de rétablir, avec fermeté, la discipline dans les établissements scolaires et le calme dans la rue.

AVRIL

7. M. Pompidou procède à « un tour de table » du conseil des ministres et invite ces derniers à donner un nouveau mouvement à l'action gouvernementale pour combattre la « morosité » des milieux politiques.
19. M. Bourassa, premier ministre du Québec, est reçu à l'Elysée.

MAI

7. M. Pompidou se rend à Toulouse où il embarque à bord du prototype Concorde, dont il vante les qualités.
20-21. Le tête-à-tête avec M. Heath marque un rapprochement sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.
24-26. Voyage en Belgique (Bruxelles, Liège).

JUIN

5-6. Voyage à Chartres.
7. Entretiens à Paris avec M. Rogers.
18. Cérémonie au Mont-Valérien.
19. Revue navale à Toulon. M. Pompidou insiste sur le rôle de la France en Méditerranée.
24. Entretien à l'O.R.T.F. « Je crois profondément que la France ne va pas si mal », déclare-t-il.
26. Voyage à Saint-Flour.

JUILLET

5-6. Rencontre franco-allemande sur le Rhin.

SEPTEMBRE

20. M. Pompidou décide, comme MM. Nixon et Podgorny, de ne pas assister aux fastueuses fêtes de Persépolis.
23. Longue conférence de presse, axée sur les affaires monétaires et internationales.
29. Visite officielle de la première délégation gouvernementale chinoise, qui est reçue à l'Elysée.

OCTOBRE

2. L'empereur du Japon est reçu à Paris à titre privé.
12. M. Pompidou déjeune à l'hôtel de Lassay, hôte du président de l'Assemblée nationale. Ses déclarations ont un tour nettement présidentiel.
25-30. Visite officielle de M. Brejnev, qui se termine par la signature d'une déclaration commune.

NOVEMBRE

18. Visite des nouvelles préfectures de la région parisienne.

DÉCEMBRE

3-4. Entretiens Pompidou-Brandt, à Paris, sur la situation monétaire.
13-14. Rencontre avec le président Nixon aux Açores, qui est jugée comme un succès politique et diplomatique pour M. Pompidou.
22. Dans un discours radiotélévisé, le président de la République rend compte de cette entrevue et de l'accord franco-américain sur la dévaluation du dollar.

1972

JANVIER

24-28. Deuxième voyage officiel en Afrique (Niger, Tchad).

FÉVRIER

10-11. Importante rencontre Pompidou-Brandt à Paris. Conclusion d'un « accord fondamental » sur l'union monétaire et économique européenne (des dissensions avaient suivi la décision allemande de faire flotter le mark en mai 1971).

MARS

16. Sixième conférence de presse : annonce d'un référendum sur l'Europe (l'opposition parle d'une « opération de politique intérieure »).
18-19. Entretien avec M. Heath à Chequers.

AVRIL

5. Dans un message au Parlement, M. Pompidou justifie le recours à la procédure référendaire.
11. Allocution radio-télévisée : le président souhaite un « oui massif ».
13-15. Voyage en Lorraine.
21. Deuxième allocution pour le référendum : « *La question que je vous pose est celle de l'Europe* », déclare le chef de l'Etat.
23. Résultats du référendum : le nombre d'abstentions est particulièrement élevé : 39,55 %. Oui : 36,13 % ; non : 17,22 %.

MAI

3-4. Voyage au Luxembourg.
15. Remaniement du gouvernement à la suite de la démission de M. Dechartre, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, impliqué, en avril, dans une affaire de construction immobilière.
15-19. Visite officielle de la reine Elizabeth.
17. M. Chaban-Delmas engage la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale, malgré le désaccord de M. Pompidou (confirmé dans sa conférence de presse du 21 septembre). Chaban-Delmas obtient, le 24 mars, 368 voix contre 94 et 6 abstentions.

JUIN

9. Voyage à Lyon pour inaugurer le centre international de recherches sur le cancer.
10. Voyage dans la Sarthe et dans l'Orne.

JUILLET

3-4. Entretiens franco-allemands à Bonn.
5. M. Pompidou accepte la démission de M. Chaban-Delmas et nomme M. Messmer à la tête du gouvernement. M. Edgar Faure, aux affaires sociales, représente la continuité de la politique sociale de M. Chaban-Delmas.
27-28. Voyage en Toscane.

AOUT

6. M. Pompidou participe aux cérémonies du millénaire de la ville d'Aurillac.
8. Dans une interview à la télévision, M. Messmer insiste sur le rôle déterminant du président de la République.

SEPTEMBRE

21. Conférence de presse consacrée principalement aux problèmes institutionnels et aux scandales (immobilier, impôts, O.R.T.F.).

OCTOBRE

19-20. « Sommet » européen de Paris (réuni sur l'initiative de M. Pompidou). Le président de la République préconise la création d'une union européenne.
20-24. Voyage officiel en Afrique (Haute-Volta-Togo).

DÉCEMBRE

8. Au centenaire de la Fondation des sciences politiques, le chef de l'Etat fait l'apologie des institutions et précise sa conception dans ce domaine.
19. M. Pompidou inaugure avec le roi Baudouin l'autoroute Paris-Bruxelles.

1973

JANVIER

9. Dans une conférence de presse, M. Pompidou explique qu'il n'a pas à annoncer ses intentions au terme de son mandat.
11-12. Rencontre non officielle entre MM. Pompidou et Brejnev à Minsk. La France sera le premier pays occidental (outre la Finlande) à signer un programme décennal de coopération avec l'U.R.S.S.
15-17. Voyage officiel aux Territoires des Afars et des Issas.

FÉVRIER

8. Dans une interview télévisée, à un mois des élections législatives, M. Pompidou assure qu'on ne saurait compter sur lui [en cas de succès de l'opposition] pour renoncer à tout ce qu'il croit.
10. Avant le second tour des législatives, le président déclare : « *Le choix est simple..., ici le communisme marxiste et ses alliés, là tous les autres.* »
11. Deuxième tour des élections : la majorité est ramenée de 372 à 276 sièges. La gauche en obtient 177.
28. Démission du gouvernement. M. Pompidou maintient M. Messmer à son poste (départ, entre autres, de MM. Edgar Faure et Debré). Il demande à M. Giscard d'Estaing de quitter la présidence des républicains indépendants.

AVRIL

3. Dans son message au Parlement, M. Pompidou annonce qu'il propose une réforme de la Constitution (réduction à cinq ans du mandat présidentiel). Le 24 octobre, M. Pompidou renonce momentanément au projet, qui n'a pas obtenu la majorité requise dans les deux Assemblées.
4. M. Pompidou souligne devant les élus Républicains indépendants « la réaction nationale » de M. Giscard d'Estaing. Le même jour, il reçoit M. Chaban-Delmas.

MAI

30 (et 1er juin). Le « sommet » Pompidou-Nixon de Reykjavik n'élimine pas les désaccords dans la conception française et américaine des relations interatlantiques.

JUIN

19. Recevant les bureaux de la commission des lois et de la commission des affaires culturelles familiales et sociales de l'Assemblée nationale, M. Pompidou indique qu'il n'exclut pas de se représenter en 1976.
21-22. Rencontre franco-allemande à Bonn.
26-27. « Sommet » Pompidou-Brejnev à Rambouillet.

SEPTEMBRE

10-16. Le voyage officiel en Chine de M. Pompidou relance principalement les échanges culturels et économiques entre les deux pays.
27. Dans sa neuvième conférence de presse, M. Pompidou déclare que « *le trop-plein qu'il sent autour de sa succession pourrait l'inciter à se représenter à la présidence de la République* ».

OCTOBRE

24. Entretien télévisé sur le projet de révision de la Constitution qui est ajourné *sine die*.
31. M. Pompidou fait trois propositions aux partenaires européens de la France : réunions régulières des chefs d'Etat et de gouvernement — définition d'une procédure d'urgence de consultations — concertation en matière monétaire.

NOVEMBRE

16. M. Jacques Chirac insiste sur l'importance de l'autorité de l'Etat, et M. Chaban-Delmas relance la « nouvelle société » aux assises nationales de l'U.D.R. à Nantes.
17-18. Rencontre à Londres avec M. Heath.

DÉCEMBRE

14-15. Le « sommet » de Copenhague organisé sur l'initiative de M. Pompidou pour répliquer à l'accord soviéto-américain du 23 juin, est contrecarré par la crise du pétrole.

1974

JANVIER

19. Le conseil des ministres décide le flottement du franc pour six mois. M. Pompidou indiquera le 24 que « la France se donne les mains libres » mais que, concernant l'Europe l'acquis « doit être sauvegardé ».
24. Voyage officiel à Poitiers.

FÉVRIER

11. M. Pompidou reprend ses activités interrompues depuis le 7 février en raison de son état de santé.
11-13. La France s'oppose au plan en sept points proposé par les Américains à la conférence pétrolière de Washington.
21. M. Pompidou reçoit longuement M. J. Chaban-Delmas.
23. Nomination de M. Roger Frey à la présidence du Conseil constitutionnel en réponse au choix de M. Monnerville par M. Poher.
27. M. Pompidou accepte la démission du gouvernement et nomme pour la troisième fois M. Messmer premier ministre.

MARS

11-13 Entretiens à Pitsounda avec M. Brejnev.
21. Deux condamnés à mort sont graciés.
27. M. Pompidou préside son dernier conseil des ministres. Il évoque le programme de la prochaine session parlementaire et les relations Europe-Etats-Unis. Il met en garde le gouvernement contre « les compromis médiocres ».
29. Dernier entretien avec M. Pierre Messmer et M. Michel Jobert à l'Elysée.
2. Annonce de l'annulation de l'entretien que le chef de l'Etat devait avoir avec le président du Rwanda ainsi que de son absence au conseil des ministres du lendemain.
« Le président de la République est décédé le 2 avril 1974, à 21 heures. Signé, professeur Jean Vignalou », communique le secrétariat général de la présidence de la République.

"Ce qu'il vous faut savoir"

F. LEMEUNIER
ASSEMBLEES GENERALES
3e éd. - Prix franco 63,35

R. MAZARS - P. RUDELLI
GESTION FINANCIERE
3e éd. - Prix franco 66,00

J. de GUERNY - J.C. GUIRIEC
GESTION PREVISIONNELLE
2e éd. - Prix franco 71,50

J. LASSIER
BAUX COMMERCIAUX,
4e éd. - Prix franco 55,00

R. CHAUVEAU
SUCCESSIONS
8e éd. - Prix franco 55,00

En librairie ou aux Éditions J. DELMAS et Cie Tél. 325.08.32 CCP 5831-24

DU CHEF DE L'ÉTAT

ÉCONOMIE : l'empirisme au secours de la doctrine

Ancien directeur général de la banque Rothschild, fils et élu d'un département de petite exploitation agricole, animateur de la fameuse conférence de Grenelle en mai 1968, M. Pompidou a marqué son action économique et sociale de ces trois références. Pour avoir une vue assez complète de ses choix, il suffit d'ajouter que, successeur du général de Gaulle, il en a en partie continué l'action (sur le Plan, par exemple) mais en partie aussi infléchi la politique (sur l'élargissement de la C.E.E. aux Britanniques, notamment). En matière monétaire, ses préférences sont restées incertaines, balançant entre un empirisme qui inclinait à des concessions aux partenaires européens, donc en fait aux Etats-Unis, et un reste de doctrine gaulliste, soulignant le rôle irremplaçable de l'or.

L'industrialisation du pays avait été l'un des maîtres-mots de la campagne électorale de M. Pompidou en 1969, tout comme des travaux préparatoires au VIe Plan. Face à la concurrence internationale accrue, l'ancien banquier, devenu président, a effectivement choisi de faire confiance au dynamisme des industriels, leur demandant simplement de porter leurs entreprises à la taille européenne. Il a été largement écouté puisque, sous sa présidence, de grands groupes ont vu le jour, souvent avec la bénédiction des pouvoirs publics : Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Pechiney - Ugine - Kuhlmann, Creusot-Loire, B.S.N.-Gervais-Danone... Les chantiers navals se sont simultanément concentrés, tout comme les grandes compagnies maritimes. A Fos, M. Pompidou a même obtenu qu'Usinor vienne aider Wendel-Sidélor, son rival.

Rompant avec la politique nationaliste de M. Debré, M. Pompidou a laissé entrer les capitaux étrangers : Fiat chez Citroën, Honeywell dans Bull (à la place de General Electric), Hoechst chez Roussel, Nestlé à l'Oréal... Westinghouse fait exception, qui s'est vu refuser le billet de logement chez Jeumont-Schneider. La Bourse, qui n'avait pas pleuré le général de Gaulle, regrettera sans doute son successeur.

Les paysans et les laissés pour compte

Défenseur de la petite exploitation agricole, — *« nécessaire à l'équilibre du pays »*, — M. Pompidou a tenu les promesses de son célèbre discours d'Aurillac. Non seulement, il s'est opposé à l'adoption du « plan Mansholt » d'élimination concertée des petites unités, mais encore il a multiplié les initiatives pour aider les petits paysans décidés à aller de l'avant : prêts de modernisation, crédits pour l'élevage, soutien à l'agriculture de montagne. Surtout, il a obtenu, par une pression constante de la diplomatie française à Bruxelles, un relèvement substantiel des prix agricoles, qui s'est traduit par une augmentation importante du niveau de vie du monde rural : près de 10 % par an, en moyenne, ces dernières années. Si la « parité » de pouvoir d'achat avec le monde urbain n'est pas devenue une réalité pour la plupart des paysans, l'écart s'est-il du moins réduit, une concertation périodique entre le gouvernement et les dirigeants du syndicalisme agricole permettant à la fois de faire les comptes sans polémique et de définir discrètement les priorités.

Pourtant, si la production industrielle a progressé de 37 % en cinq ans, faisant gagner à la France plusieurs places au palmarès mondial des grandes puissances, les secteurs que le Plan voulait privilégiés n'ont pas été ceux qui se sont développés le plus ; ce qui limite aujourd'hui gravement les capacités de la France à l'exportation, en dépit des deux dévaluations du franc opérées depuis 1969.

Cette même philosophie a conduit M. Pompidou a tenir ses promesses en faveur des personnes âgées (+44 % de retraite minimale en valeur réelle, en cinq ans), comme au profit des petits salariés (+28 % sur le SMIC réel entre 1969 et 1974, contre 22 % pour le salaire ouvrier moyen) et des handicapés. Le président de la République, qui avait connu un triple échec social lorsqu'il était premier minstre (grève des mineurs en 1963, échec de la conférence des revenus l'année suivante, impasse dans les « procédures » Toutée sur les salaires du secteur public), a voulu cette fois réussir. Il a fait aboutir la mensualisation des salaires, qu'il avait promise, et développé l'actionnariat ouvrier : chez Renault, d'abord, puis dans les banques et les assurances, à la SNIAS et bientôt dans le secteur privé (grâce à des avantages fiscaux). Il a poussé à l'amélioration des conditions de travail des O.S., et s'apprêtait à porter sur les fonts baptismaux le fameux « contrat de progrès » promis aux familles il y a... trois ans. En revanche, la « politique contractuelle » menée par M. Chaban-Delmas avec les syndicats, notamment dans le secteur public, n'avait reçu de sa part qu'un appui limité ; M. Pompidou étant sensible aux critiques des élus de la majorité qui craignaient de voir le Parlement dessaisi de ses prérogatives en matière d'orientation des revenus.

La « manière sociale » de M. Pompidou avait toujours un aspect un peu retenu : la participation des travailleurs à l'orientation de l'entreprise devenait, sous son égide, un intéressement surtout financier, d'ailleurs modeste ; l'aide aux « smicards » ne s'accompagnait pas d'une politique des revenus réprimant la spéculation, limitant les hautes rémunérations privées ou empêchant la fraude fiscale (notamment des non-salariés) ; la destruction des bidonvilles n'empêchait pas les circulaires Fontanet-Marcellin d'organiser la sélection des immigrés... La contestation sociale actuelle, même si elle est liée à la hausse des prix, n'a pas que l'inflation pour cause.

Claire sur ces trois premiers chapitres, la pensée de M. Pompidou l'a été beaucoup moins sur la planification et la monnaie. Hostile à ceux qui voulaient dévitaliser le VIe Plan — *« Un plan sans chiffres n'est pas un chiffre ! »*, répétait le président de la République, — il a laissé, sans broncher, l'économie suivre un autre cours, au détriment de la sélectivité dont le commissariat au plan célébrait les vertus. En janvier, il avait invité M. Montjoie à préparer hardiment un plan intérimaire ; mais l'application de ce programme paraissait lui tenir moins à cœur.

Pareillement, en matière monétaire, M. Pompidou décida, en août 1969, la dévaluation du franc, qu'il avait proscrite deux mois plus tôt ; il accepta, en 1972-1973, le flottement de la livre et de la lire, qu'il avait précédemment jugé contraire aux règles de la Communauté européenne ; il se rallia en partie, l'été dernier, aux parités *« fixes mais ajoutables »*, considérées jusque-là contradictoires à la doctrine monétaire française ; enfin, il accepta, en jauvier, de laisser « flotter » le franc, solution qualifiée jusqu'alors d'abandon...

A l'expérience, il apparaît que M. Pompidou avait son siège fait sur un bon nombre de sujets économiques, mais bien des hésitations sur les autres. Ce que la doctrine politique n'avait pas tranché, il laissait à l'empirisme le soin de le régler, ce qui engendrait un réel laxisme en bien des domaines. Cela lui valut, certes, quelques succès ; mais aussi la plus grave erreur de jugement : la minimisation du danger inflationniste, comme il eut d'ailleurs l'honnêteté de le reconnaître au cours de sa dernière conférence de presse.

GILBERT MATHIEU.

Les problèmes en suspens : inflation, conflits sociaux déficit extérieur, réformes inachevées

La situation économique du pays, au moment où disparaît le chef de l'Etat, est dominée par quatre grands problèmes : l'inflation, les conflits sociaux, les menaces sur l'emploi et le déficit extérieur. En outre, plusieurs dossiers industriels importants demeurent en suspens, tandis qu'un certain nombre de réformes sociales restent inachevées.

● INFLATION. — La hausse des prix a atteint, ces trois derniers mois, le rythme record de 15,6 % par an. Calculée sur une année effective, elle a été de 11,5 % (de février 1973 à février 1974). La majoration du prix du pétrole n'explique pas tout : elle représente un tiers seulement de la hausse de 1,3 % enregistrée en février (et la motié du total si l'on considère l'ensemble des deux premiers mois de l'année).

Aussi le gouvernement vient-il de durcir la politique contractuelle qu'il mène en matière de prix avec les industriels et les prestataires de services (les commerçants notamment). Les accords par branches doivent précisément être discutés à ce sujet au cours des prochaines semaines. Les loyers ont été bloqués durant le premier semestre ; augmenteront-ils de nouveau le 1er juillet ? En matière de tarifs publics, l'heure n'est plus à la « vérité des prix » : le pouvoir limite au maximum les hausses ; le budget de l'Etat devra donc prendre à sa charge le manque à gagner qui en résultera pour la R.A.T.P. (aux tarifs inchangés), et la S.N.C.F. (qui a dû se contenter d'une majoration de ses barèmes de 7,5 %). Pour limiter l'incidence des hausses sur le budget des Français, M. Messmer a annoncé, il y a quinze jours, une baisse de la T.V.A. dans les six prochains mois ; la date d'application de cette mesure sera-t-elle avancée à l'occasion de la campagne électorale ? En revanche, la majoration du second tiers provisionnel n'interviendra peut-être pas, si le décès du chef de l'Etat conduit la majorité à différer cette mesure.

● SALAIRES ET CONFLITS SOCIAUX. — La volonté du gouvernement de contenir toute l'année la hausse des rémunérations dans les limites de l'augmentation des prix (alors que le pouvoir d'achat ouvrier avait, l'an dernier, augmenté de 6,80 % en moyenne) se heurte présentement à l'hostilité des syndicats, bien décidés à briser ce *« carcan salarial »*. L'action revendicatrice sur ce thème est d'autant plus vive depuis quelques semaines — la multiplication des conflits sociaux en témoigne — que les syndicats craignent, à partir de l'été, une dégradation plus sérieuse de la situation de l'emploi propre à freiner les revendications de salaires.

● EMPLOI. — Sans être bonne — puisque le nombre des demandes d'emploi non satisfaites (plus de 450 000 à la fin de février) dépasse de 15 % celui de l'an dernier, — la situation de l'emploi ne s'est pas globalement dégradée au cours des deux derniers mois. Cela masque cependant dans plusieurs secteurs (l'aéronautique et l'automobile notamment) des difficultés qui se traduisent par des suppressions d'emplois (près d'un millier prévu en 1974 à la SNIAS) et une aggravation du chômage partiel (réduction des horaires hebdomadaires au-dessous de quarante heures).

● LES REFORMES INACHEVEES. — Pour tenter de réduire les effets de l'accélération de l'inflation sur les catégories les plus modestes, le gouvernement s'apprêtait à mettre en œuvre une politique de « contrats de progrès » en faveur des familles, promise il y a plus de trois ans par le président de la République. Il devait, en outre, examiner ce mercredi un projet de loi-cadre en faveur des handicapés, dont la nécessité avait été mise en évidence il y a six ans par le rapport demandé à M. Bloch-Lainé par le chef de l'Etat lui-même. Une réforme du financement de la Sécurité sociale devait également être proposée au Parlement avant le 1er juin.

● CROISSANCE PLUS MODEREE. — La production industrielle française continue de croître, mais à un rythme ralenti par rapport à l'année dernière : + 3 % par an au cours des derniers mois (octobre 1973 à février 1974), contre 6 % durant la période d'avril à octobre 1973. Compte tenu du très haut niveau d'activité atteint à la fin de 1973, les résultats actuels sont cependant bons, la croissance étant stimulée, depuis le début de l'année, par une consommation élevée et par une forte demande étrangère. Pour ne pas gêner exagérément les firmes en proie à des problèmes de trésorerie, le gouvernement a légèrement desserré l'encadrement du crédit, qui restera malgré tout assez strict au cours du second trimestre.

● INQUIETUDES POUR LES ECHANGES EXTERIEURS. — L'enchérissement du pétrole va faire passer le montant des importations de la France à ce titre de 15 milliards de francs en 1973 à 45 milliards de francs cette année. Compte tenu de l'excédent des échanges en 1973 et des économies d'énergie demandées ou imposées aux entreprises et aux particuliers, le déficit de la balance commerciale française devrait être limité à 18 milliards de francs cette année. Pour supprimer les effets déflationnistes d'une telle ponction, le gouvernement a ouvertement encouragé les firmes françaises à emprunter sur le marché des eurodollars. De même pour maintenir les réserves de change de la France, qui représentent à peine deux mois d'importation, le Trésor a emprunté sur les marchés étrangers 1,5 milliard de dollars, encourageant divers établissements publics à se faire prêter une somme équivalente.

Le gouvernement a décidé en janvier de laisser « flotter » le franc pour ne plus avoir à soutenir le cours de notre monnaie (dans le cadre du « serpent » prévu par l'accord monétaire européen) et économiser ainsi les réserves de change. L'échéance annoncée tombait en juillet ; va-t-elle être maintenue ?

● LES DOSSIERS INDUSTRIELS. — Outre l'avenir de la production automobile, dont les pouvoirs publics espèrent qu'il sera moins sombre qu'on ne le pensait au début de l'année (cela a déjà provoqué une crise grave chez les sous-traitants), deux autres problèmes préoccupent le gouvernement : le sort de l'aéronautique, qui doit faire face à l'échec commercial de Concorde, ainsi qu'à l'abandon de certains projets (Mercure), et l'avenir de la marine marchande, touchée dans l'immédiat par le désarmement du *France*, mais qui connaîtra dans quelques années le doublement de tonnage que lui a promis le gouvernement.

A l'inverse, les industries qui participent à la construction des centrales nucléaires (mécanique lourde, grosse construction électrique et, à un moindre titre, le génie civil) vont voir leurs carnets de commandes se gonfler fortement.

Autres dossiers industriels en suspens : dans l'informatique, le sort de la C.I.I. et du groupement UNIDATA, sur lequel C.G.E. et Thomson ne sont pas d'accord ; la restructuration de l'industrie des poids lourds (le rapprochement entre Berliet, Saviem pour des constructeurs étrangers ne s'est pas encore produit) ; enfin l'exploitation de nouveaux gisements de nickel en Nouvelle-Calédonie, qui nécessite de très importants investissements.

ENVIRONNEMENT : une attitude ambiguë

M. Georges Pompidou a été l'un des premiers à avoir senti que *« la qualité de la vie »* serait désormais une préoccupation majeure des Français. Les défenseurs de l'environnement doivent lui rendre cette justice. Dans le discours qu'il prononça à Chicago, en février 1970, lors de son voyage aux Etats-Unis, il avait souligné l'une des contradictions de notre société : accumulation des biens de consommation, disparition des biens élémentaires les plus nécessaires à la vie, l'air et l'eau.

Il avait indiqué la nécessité de *« rendre sa place à la forêt »*, s'était alarmé de la croissance exagérée des villes. Il avait même souhaité une certaine « mobilisation » des citoyens en disant : *« En un domaine dont dépend directement la vie quotidienne des hommes s'imposent plus qu'ailleurs le contrôle des citoyens et leur participation effective à l'aménagement du cadre de leur existence. »* Et sa conclusion avait été : *« Il faut créer une morale de l'environnement, faute de quoi le monde deviendrait irrespirable. »*

C'était, à l'époque, un langage nouveau et courageux.

Des déclarations, le président passa aux actes. Il lançait d'abord « les cent mesures ». Chaque ministère proposa quelques mesures exemplaires pour l'amélioration du cadre de vie. Puis c'était la création, au ministère de l'agriculture, d'une direction de la protection de la nature. En janvier 1971, il créait le ministère de l'environnement et y installait M. Robert Poujade. La France fut ainsi l'une des premières nations du monde où un ministre se consacrait exclusivement à la défense de la nature et du cadre de vie. Ce modeste « ministère délégué » devint un ministère à part entière deux ans plus tard.

Et l'on peut dire que l'appui de l'Elysée n'a jamais manqué à M. Robert Poujade, comme à ses successeurs d'ailleurs. M. Paul Dijoud, nouveau secrétaire d'Etat à l'environnement, insistait récemment sur le fait qu'il tenait sa mission du président lui-même. A plusieurs reprises, alors que des conflits opposaient les défenseurs de la nature et certains ministres, M. Pompidou intervint personnellement en faveur des premiers. C'est à lui qu'on doit, entre autres, le sauvetage du parc national de la Vanoise.

S'il avait choisi d'insister sur la nécessité d'industrialiser la France, le président de la République avait senti qu'une telle mutation n'allait pas sans conséquences douloureuses : pollutions, destruction des sites, dégradation d'un certain mode de vie.

Son attitude à l'égard de la voiture illustre ses hésitations. Ce n'était un mystère pour personne que, comme la plupart des Français, il aimait l'auto, la vitesse. On sait qu'il était l'un des plus fermes partisans des voies express dans Paris. Pourtant, il voyait bien que la voiture détruit la vie urbaine. Au dernier Salon de l'auto, à l'automne 1973, il déclarait : *« J'ai dit, en effet, que la ville doit s'adapter à la voiture. Cette adaptation doit être réciproque. Cela veut dire que, dans une grande ville comme Paris, il doit y avoir des voies rapides. Cela veut dire aussi qu'il faut favoriser les transports en commun. Je souhaite que les autorités parisiennes développent les voies piétonnières. »* C'est pourtant lui qui, personnellement, intervint pour exiger un relèvement des limitations de vitesse.

Le choix même des hommes qui l'entouraient révélait ses hésitations. Au secrétariat de la présidence, il y avait un responsable des questions d'environnement. Cependant, en mai 1973, un chargé de mission supplémentaire fit son entrée à l'Elysée : M. Philippe d'Iribarne, trente-six ans, polytechnicien et ingénieur des mines, mais aussi directeur du Centre de recherche sur le bien-être, le CEREBE. Le nouveau venu devait prendre en charge les questions de civilisation et de conditions de vie et plaider pour le freinage de la croissance, qu'encourageait d'autre part le chef de l'Etat. — M.-A. Re

O.R.T.F. : UN CENSEUR SÉVÈRE

C'est sous l'autorité de Georges Pompidou que la radio-télévision française s'est vu attribuer ses structures d'office d'Etat : en 1964 d'abord, grâce à un premier statut voté alors qu'il était premier ministre ; en 1972 ensuite, avec une loi préconisant la décentralisation.

Téléspectateur attentif, disait-on, il lui arrivait de critiquer « la médiocrité » de certaines émissions et il se montrait un censeur sévère des informations diffusées par l'O.R.T.F.

Rappelons à cet égard qu'il avait permis, à l'automne 1969, l'expérience de « libéralisation » de l'information télévisée sous le gouvernement Chaban-Delmas, *expérience à laquelle il avait* jugé bon de mettre un terme en juillet 1972 par la liquidation des deux unités autonomes d'information et de M. Pierre Desgraupes.

A cet égard, le chef de l'Etat avait clairement exprimé son sentiment en déclarant, au cours de sa conférence de presse du 2 juillet 1970 : « Etre journaliste à l'O.R.T.F., ce n'est pas la même chose que d'être journaliste ailleurs, car l'O. R. T. F., qu'on le veuille ou non, c'est la voix de la France. »

ACTION CULTURELLE : modernisme dans l'art et dans l'urbanisme

Un jeudi de mars 1973, un jeune marchand d'art d'avant-garde est convoqué à l'Elysée. Le président de la République le reçoit : il veut un compte rendu sur les jeunes peintres. Le marchand dissimule mal son étonnement : à trois jours des élections législatives, le pays est dans l'incertitude et le président de la République veut voir des tableaux modernes...

Dans les moments de plus grande tension, la peinture est le dérivatif de Georges Pompidou. Quelques mois auparavant ne s'entretenait-il pas longuement, en pleine crise européenne, de ce qu'il convenait de faire pour le nouvel ameublement de l'Elysée ? C'était un point admis dans son entourage : au milieu de ses plus lourdes préoccupations, le président de la République avait toujours su réserver du temps aux affaires artistiques. Affaire de goût et aussi refuge : lorsque la réalité devenait trop oppressante, l'art semblait aider l'homme à prendre du recul pour la considérer avec un peu plus de sérénité. Tous ceux qui avaient eu l'occasion de voir Georges Pompidou parcourir les salles d'un musée ont pu témoigner de son appétit gourmand et sincère pour les œuvres d'art.

Collectionneur, Georges Pompidou avait déclaré l'être dès son adolescence, à dix-huit ans, en achetant une édition de « la Femme cent têtes » de Max Ernst. Choix de connaisseur pour commencer. Plus tard, premier ministre, il prospectait lui-même les galeries, payant rubis sur ongle, pas trop cher, une œuvre d'art moderne pas trop encombrante, d'un jeune artiste plutôt inconnu. Il choisit d'instinct : « En art, a-t-il dit, il y a ce qui me plaît et ce qui ne me plaît pas... » Il a une préférence pour l'art contemporain, qui le touche « à cause de cette recherche crispée et fascinante du nouveau et de l'inconnu».

C'est avec Georges Pompidou que les murs de Matignon ont vu pour la première fois les tableaux de Braque, Giacometti, Hartung, Ubac, Ernst... Et lorsqu'il passera à l'Elysée ses tableaux le suivront.

C'est que Georges Pompidou était sensible au cadre. De Gaulle, disait-on, considérait l'Elysée comme une garnison. Le cadre c'est l'intendance. Pompidou, lui, en a une approche symbolique : il doit le changer pour y imposer sa marque. Il réaménage une partie de l'Elysée. Goût éclectique : le bureau présidentiel est un chef-d'œuvre de Cressent (XVIIIe siècle) récemment acquis. Il habille trois salons en meubles contemporains, spécialement créés par le Mobilier national. C'est un manifeste de la créativité française en meubles modernes. Le salon rond et désuet où de Gaulle avait posé pour ses photos officielles se pare de style design. « Partons d'un principe, disait Georges Pompidou, qu'il faut accepter la nouveauté... »

C'est un goût personnel et un dessein politique : pour une France neuve, industrialisée, un cadre neuf. Et qu'est-ce qui nous renvoie mieux l'image de l'état industriel que l'art contemporain, avec toutes ses contradictions et ses inconnues ?

En matière d'art, Pompidou agit mais n'explicite pas son action, qui est silencieuse et progressive. Il se contente de prêcher par l'exemple, se fait photographier sur les couvertures des hebdomadaires devant des œuvres d'art moderne ou, à Cajarc, assis sur un fauteuil de grand « designer ». Il laisse pénétrer les photographes dans ses appartements privés de l'Elysée, qui nous montrent le cadre moderne dans lequel vit le président de la République : meubles de Saarinen, tapis de Vasarely tissés aux Gobelins, peintures de Staël, Estève, Poliakoff, sculptures de Fontana, Agan... Des œuvres de Hartung, il en avait dix dont il avait tapissé les murs d'un couloir sombre.

Les tours de la Défense

L'amateur d'art entretenait souvent des rapports personnels avec des peintres. Il arrivait à Georges Pompidou de recevoir pour un dîner intime des artistes, ses amis, et après dîner, vers 22 heures, d'aller voir ensemble une exposition au Musée national d'art moderne, aux arts décoratifs (entrée discrète par les Tuileries), au C.N.A.C., au Grand-Palais...

C'est au cours d'une visite aux Manufactures nationales que Georges Pompidou fait sa première déclaration d'intention en faveur de l'art moderne. Elle devait être suivie par l'Expo 72, l' « Expo Pompidou », qui entraîna un mouvement de contestation chez les jeunes artistes gauchistes. Un chef d'Etat qui lierait son nom aux contradictions de l'art contemporain ? Il s'en était d'ailleurs expliqué dans ses déclarations faites au Monde *sur l'art et l'architecture (le* Monde *du 17 octobre 1972). Il n'était nullement dans son intention, disait-il, d' « annexer l'art à l'Etat et encore moins à ma personne ».*

Les déclarations du président de la République devaient d'ailleurs être l'occasion d'un exposé exhaustif sur les rapports de l'art et de l'Etat et de l'art moderne comme cadre naturel d'un pays moderne, qu'il s'agisse de peinture ou bien d'architecture. Il se prononce — malgré de nombreuses oppositions — pour la « forêt » de tours de la Défense et la voie expresse rive gauche. Et, lorsqu'il s'agira de conclure l'aménagement de la Défense par une tour deux immeubles-miroir proposés par M. Aillaud, il n'hésite pas à intervenir personnellement.

Georges Pompidou préférait se prononcer sur les grandes orientations culturelles de la France. Et c'est son goût pour l'art moderne et son désir de le voir prendre une place dans un pays qui se renouvelle qui l'amènent à imaginer la grande affaire culturelle de son septennat : un centre d'art contemporain.

M. Malraux avait laissé, dans les dossiers de son ministère, un projet de musée du vingtième siècle, à la Défense. Il en conçoit un autre plus ambitieux, à vrai dire sans exemple dans le monde. Un beau matin, il convoque le ministre des affaires culturelles et annonce sa décision. Le Paris de l'urbanisme est en fièvre, et la municipalité demande la destruction des Halles de Baltard. Elle l'obtient, mais cède ses 2 hectares de terrain en jachères depuis quarante ans sur le plateau Beaubourg. C'est là que sera construit cette cité de 70 000 mètres carrés culturels en un seul édifice, et pour lequel il lance la formule d'un grand concours international d'architecture.

Une cité culturelle dont le centre serait un musée d'art moderne, qui renverrait à la France et au monde l'image d'un pays en plein développement. Un musée de l'ère industrielle qui, dans l'esprit du président de la République, redonnerait à Paris son ancien statut de centre artistique international.

M. Pompidou disparaît en laissant inachevée une entreprise qui avait constamment besoin de son arbitrage pour emporter les décisions cruciales. Beaubourg devait, en principe, être inauguré à la fin du septennat, au début de 1976. Sa réalisation a-t-elle atteint le point de non-retour qui lui permette de se passer de l'action décisive de son initiateur, souvent menée contre vents et marées ?

JACQUES MICHEL.

Bilans

ENSEIGNEMENT : tradition et renouveau

« N'avez-vous pas eu quelques difficultés à convaincre M. Pompidou d'approuver une réforme du premier cycle de l'enseignement secondaire aussi contraire à ses convictions ? », demandions-nous le mois dernier à M. Joseph Fontanet, ministre de l'éducation nationale. « *Dans la mesure où le projet lui paraît sérieux et où le ministre de l'éducation nationale s'engage dessus à fond, il est prêt à se laisser convaincre* », nous répondit M. Fontanet, après un instant de réflexion.

Cette conversation résume assez bien les rapports très particuliers que le président de la République entretenait avec un domaine qui lui était particulièrement cher : l'éducation nationale. Ancien normalien, ancien professeur (au lycée Saint-Charles à Marseille de 1935 à 1938, au lycée Henri-IV à Paris de 1939 à 1944) il se considérait un peu comme de la maison. Ce sentiment d'appartenance ne facilitait pas la tâche des ministres de l'éducation nationale. C'était une affaire entendue : les décisions en ce domaine passaient par lui, et il n'était pas rare, si tel ou tel projet d'un ministre de l'éducation lui paraissait mal venu ou incongru, qu'il lui oppose sa propre expérience de professeur à une époque où les problèmes n'étaient pas tout à fait les mêmes qu'aujourd'hui... Que ce soit comme directeur de cabinet du général de Gaulle, comme premier ministre ou comme président de la République, il a suivi de très près et personnellement l'élaboration des nombreuses réformes de l'éducation nationale qui ont marqué la Ve République (exception faite de celle de M. Edgar Faure sur les universités décidée alors précisément qu'il n'était pas « aux affaires » et qui ne lui inspirait nulle sympathie).

D'instinct, cet humaniste, auteur d'une étude sur Britannicus et d'une anthologie de la poésie française, était un conservateur. Il se méfiait des nouveautés pédagogiques (son allergie à la réforme de l'enseignement du français était connue). Il était un fervent partisan du maintien de l'agrégation, garante, selon lui, du maintien d'une certaine qualité dans le recrutement des enseignants. Il n'a pas non plus pardonné à M. Edgar Faure d'avoir profité de l'« après-68 » pour supprimer le latin en sixième (il était même parvenu, par un biais, à réintroduire cet enseignement dans le projet de réforme de M. Fontanet).

Homme de tradition, M. Pompidou était aussi un homme d'ordre. Il avait été profondément affecté par les répercussions du mouvement de mai 68 dans les lycées, et il voyait dans l'agitation à ce niveau l'un des phénomènes les plus inquiétants de la crise sociale que traversait la France. Il n'a pas manqué, par la suite, de s'élever à plusieurs reprises contre la « *dégradation* » de la situation dans les lycées, annonçant son intention de « *mettre au pas, et s'il le faut à la porte, ces quelques enseignants qui prennent leur chaire pour une tribune politique* ».

Nouveauté et désordre : ces deux ingrédients se retrouvaient, pour lui, dans la réforme des universités de 1968. C'est sans doute la raison qui l'amena à congédier l'homme qui symbolisait cette politique suspecte : M. Edgar Faure. A ce personnage imprévisible et indépendant dont l'action était encore marquée par les discussions échevelées de la Sorbonne, il préféra pour la rue de Grenelle un homme à lui, un fidèle, le calme Olivier Guichard. L'heure n'était plus à l'invention mais à la gestion et à la canalisation des énergies. Placé là par le fait du prince et sans l'avoir voulu, M. Guichard n'obtint qu'une assurance : les affaires de l'éducation nationale ne relèveraient plus directement, à l'Elysée, du beau-frère de M. Pompidou : le très conservateur M. Henri Domerg. Le nouveau ministre espérait ainsi conserver une certaine indépendance par rapport au « château ».

Préparer le renouveau industriel

L'humanisme sentimental de M. Pompidou ne l'empêchait pas d comprendre la nécessité d'une adaptation de notre enseignement au monde moderne, et l'œuvre réformatrice de la Ve République est en ce sens un témoin de cette volonté de renouvellement. Le 19 mai 1965, M. Pompidou, alors premier ministre, stigmatisait, dans un discours célèbre au Parlement « *l'inadaptation de notre enseignement du second degré au monde moderne* », insistant sur « *l'importance des sciences, des langues vivantes, de la géographie* », c'est-à-dire « *primauté du présent sur le passé, ouverture sur l'univers* ».

Ce modernisme était très lié dans son esprit à la nécessité de donner à notre pays l'instrument de formation qui lui permettrait d'accomplir sa mutation industrielle et technologique. « *C'est moi qui ai créé les instituts universitaires de technologie en 1966*, déclarait-il lors de la campagne à la présidence de la République *Je suis convaincu qu'il est indispensable, pour notre pays, de réhabiliter et de développer toutes les filières de formation pratique qui permettront notre renouveau industriel, agricole et commercial, et je compte, si je suis élu, faire en sorte que les objectifs du plan soient remplis dans ce domaine.* »

C'est ce modernisme qui l'a conduit à encourager et à suivre de très près les lois sur l'enseignement technique et sur la formation continue de 1971. Pour la même raison il souhaitait qu'un effort soit fait pour rationaliser et rentabiliser notre système d'enseignement, grâce notamment à une sélection à l'entrée des universités. « *Je n'ai pas peur du mot sélection* », disait-il à Albi le 7 avril 1970, à propos du baccalauréat. La sélection, déjà décidée en 1967, abandonnée après 1968, et que l'on retrouve dans le projet de loi de M. Fontanet.

L'éducation nationale faisait-elle toujours autant partie du « *domaine réservé* » ces derniers temps, comme avait pu encore le montrer l'intervention personnelle de M. Pompidou pour la pérennisation des contrats simples dans l'enseignement élémentaire privé en décembre 1970 ? Il est probable que non. Les préoccupations du président de la République, sur le plan international ou économique, étaient devenues suffisamment nombreuses pour qu'il ait eu d'autres soucis plus importants en tête. Mais la conviction était, pour tous, suffisamment établie pour qu'on voie dans toutes décisions un peu soudaines ou inattendues « la main de l'Elysée ». Vrai ou faux, cela était symptomatique d'un certain état d'esprit et parfois utilisé par ceux qui, même au gouvernement, préféraient laisser au prince la responsabilité de décisions peu populaires...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

ARMÉE : un « héritage » pour les militaires

Chef suprême des armées, M. Pompidou était préoccupé de la médiocre situation matérielle d'une grande partie des cadres de l'armée, qui se traduit par une « débandade » des spécialistes attirés par le secteur civil. Ce malaise, qui frappe aussi les médecins militaires, M. Pompidou l'avait parfaitement compris : « *Ils sont veufs de la guerre. Ils sont veufs des colonies. Il faut leur concéder des privilèges* », avait-il déclaré récemment. A la surprise de son ministre des armées, le président de la République était intervenu directement, contre l'avis du ministre des finances, pour que l'indemnité pour charges militaires soit relevée de 25 %, alors que la hausse proposée n'était que de 15 %.

Le chef de l'Etat laisse un « héritage » qui devrait être apprécié par les militaires de carrière. Il a tout récemment invité le ministre des armées à préparer pour l'année prochaine un projet de budget destiné à atténuer au maximum la morosité militaire. En particulier, les crédits de fonctionnement, c'est-à-dire les soldes, les indemnités ou primes diverses, les conditions d'instruction ou de casernement et le logement en ville des cadres devraient avoir la priorité des priorités ; même s'il est nécessaire, dans ce but, d'opérer un prélèvement plus important sur le produit national brut.

Du Petit-Luxembourg à l'Élysée

Un chemin connu de M. Alain Poher

Il y aura cinq ans dans vingt-quatre jours, le 28 avril 1969 à 15 heures, M. Alain Poher entrait à l'Elysée pour y assurer l'intérim de la présidence de la République après la défaite du général de Gaulle au référendum du 27 avril, défaite qu'il avait grandement contribué à provoquer par sa campagne active pour le « Non ». Président du Sénat depuis dix-huit mois, M. Poher s'était en effet prononcé, et avec une violence peu habituelle chez lui, contre la réforme de l'Assemblée qu'il présidait, réforme qui y eût introduit des représentants non élus par le suffrage universel. Le rôle et l'influence du président du Sénat dans la campagne du référendum ne devaient pas faciliter son installation à l'Elysée. Accueilli par le chef du protocole et par le colonel de gendarmerie commandant la garde du palais, M. Poher, c'est le moins qu'on puisse dire, n'eut pas la tâche aisée pour assumer des pouvoirs dont la transmission s'était effectuée de façon purement formelle, sans véritable communication. Peu d'heures après sa visite protocolaire du 28 avril, il recevait le premier ministre, M. Couve de Murville, en audience au Petit-Luxembourg. Avec celui-ci, les rapport restèrent toujours courtois. Avec le parti gaulliste, ils se tendirent rapidement, pour devenir franchement mauvais lorsque M. Poher fit savoir qu'il serait candidat contre M. Pompidou tout en restant président de la République intérimaire. Deux conceptions s'affrontèrent alors. « L'intérimaire ne peut pas modifier les orientations de la politique gouvernementale », *écrivait, le 13 mai, le quotidien U.D.R.,* la Nation, *tandis que M. Poher affirmait de son côté :* « La Constitution confère au président intérimaire tous les pouvoirs présidentiels, à l'exception de ceux de dissoudre l'Assemblée, de prendre l'initiative d'une révision constitutionnele, et de présenter un référendum au pays. » *(Entretien avec des journalistes de* l'Express, *le 12 mai.) En fait, M. Poher s'attacha surtout à assurer le bon fonctionnement des pouvoirs publics et à organiser la propagande électorale non seulement à l'O.R.T.F., mais également sur les postes périphériques sur lesquels l'Etat pouvait exercer une certaine influence.*

La campagne des élections présidentielles

Puis s'engagea la campagne des présidentielles, dont le premier tour était prévu pour le 1er juin. M. Poher avait d'abord souhaité réunir sur son nom une très large coalition allant des socialistes aux républicains indépendants et recevoir la double caution du Sénat et d'un grand nombre de maires. Mais, rapidement, M. Giscard d'Estaing ralliait le camp de M. Pompidou, qu'il avait abandonné pour le référendum, et le parti socialiste désignait un candidat, M. Gaston Defferre. M. Poher ne pouvait plus que disputer à M. Pompidou un électorat centriste hésitant et incertain. Le 1er juin, il obtenait 23,30 % des suffrages exprimés, et le 15 juin 42,41 %. Le 19 juin, après la proclamation officielle des résultats définitifs par le Conseil constitutionnel, il quittait l'Elysée.

Pendant cinquante jours, chef d'Etat intérimaire, M. Poher avait dû présider un gouvernement qui combattait le candidat qu'il était (ou avait été). Candidat, il avait dû dénoncer les partialités ou les carences d'un Etat qu'il dirigeait. Situation cocasse, et qui eût tourné à la comédie (ou au drame) sans l'« énorme » sang-froid de M. Alain Poher.

Entre le président du Sénat et les gaullistes existait aussi une vieille et sourde hostilité qui remontait au temps du R.P.F., quand ce parti, allié aux communistes, combattait à boulets rouges la politique européenne de Robert Schuman. Le trait dominant de M. Alain Poher, c'est, en effet, son européanisme. Collaborateur direct du « père de l'Europe », il a été marqué profondément par son influence.

Aujourd'hui, M. Alain Poher a une position « pro-atlantique » qui l'oppose à la politique de la majorité. Mais les rapports du président du Sénat avec les partis au pouvoir et, plus spécialement, avec M. Pierre Messmer, sont presque cordiaux. L'incident de la nomination de M. Monnerville au Conseil constitutionnel, bien que récent, ne paraît pas avoir entamé sérieusement ces bonnes relations. La seconde présidence intérimaire de M. Alain Poher pourrait donc être (au « château » du moins) plus sereine que la précédente.

ALAIN GUICHARD.

L'OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

A l'Assemblée

ÉLECTION DU NOUVEAU BUREAU

La première séance de la seconde session ordinaire de l'Assemblée nationale, ouverte mardi 2 avril à 16 heures, a duré quatorze minutes. Le nouveau bureau, dont tous les membres, à l'exception du président, sont renouvelables annuellement, a été mis en place. Auparavant, les groupes s'étaient réunis pour désigner leurs candidats : le nombre de ceux-ci n'étant pas supérieur au nombre des sièges à pourvoir, M. Edgar Faure s'est contenté de communiquer les noms des vingt et un candidats dont la nomination prend effet dès leur publication au *Journal officiel* du 3 avril. Conformément au règlement ou à la tradition de leurs groupes, l'U.D.R., les socialistes et radicaux de gauche, les communistes, ont renouvelé leur représentation aux postes de vice-présidents et de secrétaires, tandis que les républicains indépendants, les centristes et les réformateurs conservaient les mêmes représentants. Voici la composition du bureau :

Président : M. Edgar Faure (app. U.D.R., Doubs).

Vice-présidents : MM. Le Douarec (U.D.R., Ille-et-Vilaine), Larue (P.S., Seine-Maritime), Mme Constans (P.C., Haute-Vienne), MM. Anthonioz (rép. ind., Ain), Abelin (réf., Vienne), Loo (P.S., Bouches-du-Rhône).

Questeurs : MM. Neuwirth (U.D.R., Loire), Bayou (P.S., Hérault), Jacquet (réf. ind., Loire).

Secrétaires : MM. Barthe (P.C., Pas-de-Calais), Delong (U.D.R., Haute-Marne), Fontaine (U.D.R., la Réunion), Mme Fritsch (réf., Moselle), MM. Godon (un. cent., Yvelines), Goulet (U.D.R., Orne), Guillermin (U.D.R., Rhône), Méhaignerie (un. cent., Ille-et-Vilaine), Porelli (P.C., Bouches-du-Rhône), Raynal (U.D.R., Cantal), Ver (rad. gauche, Tarn-et-Garonne), Weber (P.C., Val-d'Oise).

A l'issue de la réunion de leurs groupes, MM. Claude Labbé, président du groupe U.D.R., et Michel D'Ornano, président du groupe des républicains indépendants, avaient souhaité que le premier ministre engage la responsabilité de son gouvernement sur la déclaration de politique générale qu'il devait prononcer le 4 avril.

Rappelons que la Constitution interdit le recours à une telle procédure durant la vacance de la présidence de la République.

Au Sénat

M. Giscard d'Estaing : oui à la réforme de l'indice des prix de détail si les partenaires sociaux s'accordent sur ce point

Le Sénat, pour sa première séance de la session, a consacré près de trois heures à l'examen de questions orales d'intérêt si différent que leur classement ne peut que respecter la chronologie. M. CLUZEL (non-inscrit) s'est intéressé à la subvention globale d'équipement, destinée aux communes. « *Le gouvernement*, a précisé le ministre de l'intérieur M. CHIRAC, *a ouvert un chapitre spécial qui recevra en 1974 les crédits nécessaires pour financer cette subvention. Ce chapitre est alimenté à concurrence de 100 millions de francs par des transferts provenant d'autres chapitres budgétaires. Ces crédits seront répartis dès cette année entre les collectivités bénéficiaires. Ils seront pris en compte au budget supplémentaire des communes, car ils sont réservés à des opérations d'investissement.* »

Collectivités locales et logements neufs

Le même ministre a ensuite assuré M. DILIGENT (Union centriste) qu'il attachait la plus grande importance aux recommandations du rapport de la Cour des comptes concernant les collectivités locales.

M. TORRE, secrétaire d'Etat aux finances, a souligné, pour M. KAUFFMANN (Union centriste), que l'exonération des droits de mutation pour les logements neufs constituait une « discrimination injustifiée ».

M. ACHILLE-FOULD, secrétaire d'Etat chargé des transports, a répondu à M. AUBRY (P.C.), qui s'inquiétait du sort du personnel de l'aviation civile et de la navigation aérienne, que la nouvelle organisation pour la gestion de l'espace aérien correspondait à un besoin urgent. Mais, a-t-il dit, les structures locales demeurent en place, à l'exception de Creil et de Roissy dont la proximité exigeait une coordination plus étroite.

A propos du calcul de l'indice des prix de détail, dont MM. EDOUARD BONNEFOUS (gauche dém.) et OCTAVE BAJEUX (union centriste), réclamaient la révision, M. GISCARD D'ESTAING, ministre de l'économie et des finances, a notamment déclaré : « *Des critiques portent sur la pondération de l'indice. Celui-ci reflète les dépenses de consommation des ménages urbains dont le chef est un salarié ou un employé : ce qui couvre le tiers de la population française, en écartant les plus et les moins favorisés.*

Les écarts constatés sont faibles

» *L'INSEE a calculé des indices de prix catégoriels pour la période 1955-1965 : les écarts constatés avec l'indice moyen sont faibles. Sur la recommandation du Conseil économique, j'ai toutefois demandé à l'INSEE de publier ces indices catégoriels. Cela sera fait avant 1975.*

» *(...) On pourrait aussi envisager de se référer à une structure de consommation définie par négociation entre les partenaires sociaux : si un accord se fait sur ce point, le gouvernement est prêt à la prendre en considération.* »

M. EDOUARD BONNEFOUS : « *Un indice unique est un indice inique. La pluralité des indices existe aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale. Il faudrait établir des indices régionaux et catégoriels.* »

M. BAJEUX : « *Il faut étendre le champ des dépenses couvertes par l'indice des prix : crédit à la consommation, les primes d'assurances, les frais de gardiennage des enfants, le prix des voitures d'occasion doivent entrer en ligne de compte.* » — A. G.

LES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS DEMANDENT UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA SÉCURITÉ ET LE COUT DES APPROVISIONNEMENTS PÉTROLIERS.

M. d'Ornano, secrétaire général des républicains indépendants et président du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale, a déclaré mardi 2 avril que son groupe allait déposer une proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la loi de 1928 relative à l'organisation du marché pétrolier en France. M. d'Ornano a précisé que son groupe s'intéressait particulièrement à trois aspects de cette législation : 1) ses effets sur la sécurité des approvisionnements pétroliers ; 2) ses effets sur les coûts de ces approvisionnements ; 3) ses incidences financières pour les compagnies pétrolières.

Lisez
Le Monde des Philatélistes
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Ce qu'ils avaient dit de leur éventuelle candidature

Nous rappelons ci-dessous ce qu'avaient dit de leur éventuelle candidature les leaders politiques généralement considérés comme pouvant briguer la présidence de la République. Avant le décès de M. Pompidou, seuls MM. Jean-Marie Le Pen, ancien député, président du Front national, et Christian Fouchet, ancien ministre, député non inscrit (ex-U.D.R.) de Meurthe-et-Moselle, fondateur du Mouvement pour l'avenir du peuple français, avaient officiellement fait connaître leur intention d'être candidats.

M. GISCARD D'ESTAING

5 octobre 1973 : « Ma seule ambition est de continuer à assumer ma tâche de mon mieux aussi longtemps qu'elle me sera confiée. Je souhaite que chacun le comprenne et que je puisse ainsi remplir mes fonctions dans le cadre de la solidarité gouvernementale et dans des relations entre le gouvernement et sa majorité. »

27 novembre 1973 : « Je vous dirai, pour être tout à fait franc, que si j'ai eu beaucoup d'ambition, je ne suis pas sûr d'en avoir autant. Plus exactement les ambitions que j'ai aujourd'hui sont d'une autre nature. »

7 février 1974 : « C'est seulement dans l'hypothèse où [le président de la République ferait connaître qu'il ne se représentera pas], qu'il faudrait se poser des questions et alors fournir des réponses. »

5 mars 1974 : « Je lis parfois dans la presse que je nourris telle ou telle ambition. Elles me semblent en général mal perçues, car ma véritable ambition ce serait une ambition littéraire. »

M. MITTERRAND

25 juin 1973 : « Le P. S. aura un candidat. Il en débattra avec ses alliés. »

21 janvier 1974 : « La gauche se refuse à spéculer sur l'état de santé du président de la République. »

5 mars 1974 : « La gauche ne fera rien qui puisse laisser préjuger qu'elle spécule sur la vacance du pouvoir d'ici à 1976. Aura-t-elle un, deux ou trois candidats ? C'est l'étude qui sera faite dans le cadre des discussions, qui réuniront tous les partis intéressés. Chacun peut avoir ses préférences. Nous n'avons pas encore fixé la nôtre. »

1er avril 1974 : « Personnellement je ne suis pas particulièrement désireux d'être candidat. Mais, objectivement, je ne vois pas comment je pourrais faire pour ne pas l'être. » (In *l'Express.*)

M. CHABAN-DELMAS

23 mars 1973 : « Si je considère que c'est mon devoir de me présenter, alors certainement je me présenterai. Il y a des risques à tout, mais il faut choisir l'essentiel. L'essentiel est de se préparer à une activité éventuelle. »

20 juin 1973 : « Je considère aujourd'hui que tout homme qui se présenterait comme candidat à la présidence de la République se conduirait mal et je n'ai pas l'habitude de me conduire mal. Je demande à ne pas être mêlé à cette fièvre que j'ai déjà qualifiée de stupide et indécente. Si le président de la République ne se présente pas, la question pourra se poser ; alors on en parlera. Et, croyez-moi, on en parlera. »

12 novembre 1973 : « Je pense que je peux avoir à un moment ou un autre un rôle à jouer. »

7 mars 1974 : « Je ne vois personnellement pas quelle course à la présidence peut être engagée par qui que ce soit (...). Je me garderai bien de m'engager dans cette sorte de course. »

M. FOUCHET

2 juillet 1973 : « Si M. Giscard d'Estaing se présentait à la prochaine élection présidentielle, il me trouverait sur son chemin. Je ne veux pas mourir avec le remords de ne pas avoir dit au pays, quand il en était encore temps, ce que je crois profondément qu'il faut lui dire : qu'il est en train de se détruire et de devenir la victime de la peur, de l'argent et de la « grande bouffe ».

24 novembre 1973 : « J'ai le sentiment de personnaliser quelque chose qui sera représenté à l'élection à la présidence de la République. »

M. LE PEN

28 mars 1974 : « Je serais candidat à la prochaine élection présidentielle quelle qu'en soit la date. Ma candidature sera celle de la droite sociale, populaire et nationale. Elle vise à créer autour de l'opposition nationale un vaste courant populaire en faveur d'une véritable renaissance française. »

M. LECANUET

8 février 1974 : Je considère que le moment n'est pas venu de prendre une telle option [la décision prise par des élus et des dirigeants réformateurs d'engager un « processus démocratique » pour désigner un candidat réformateur à la présidence de la République] et de paraître la prendre à l'occasion d' un incident de santé du chef de l'Etat. Selon moi, la décision à prendre devra intervenir (...), au plus tard, avant la fin de l'année (...). » Il n'est pas dans mes intentions d'être candidat à la présidence de la République. »

21 février 1974 : M. Lecanuet estime « indispensable » une candidature des réformateurs. Le candidat, précise-t-il, devra être connu de la France entière. »

13 mars 1974 : « Le courant du centre réformateur devra être présent dans la bataille présidentielle (...). Le choix de l'homme et celui des moyens de combat seront différents selon l'état du terrain électoral qui se présentera. »

17 mars 1974 : « Quel sera notre candidat ? Il est clair que personne n'a l'intention de s'imposer. Et personne ne doit se dérober, c'est en tout cas la règle que je m'imposerai. »

M. SERVAN-SCHREIBER

6 février 1974 : « Les réformateurs doivent entrer dans le processus présidentiel. (...) [Le choix d'un candidat réformateur] ne dépendra pas seulement de la valeur de tel ou tel homme mais aussi des circonstances dans lesquelles s'ouvrira la campagne. »

2 mars 1974 : « Il nous faudra bien avoir un candidat. »

16 mars 1974 : « Notre chance, c'est la prochaine élection présidentielle. Il ne s'agit pas d'une candidature personnelle. (...) Mais il n'est pas trop tôt pour prendre la décision ferme, irrévocable de désigner un candidat. »

DU CHEF DE L'ÉTAT

La préparation de la campagne

L'ORGANISATION DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

La loi organique du 6 novembre 1962 précise : *« Quinze jours au moins avant le premier tour de scrutin ouvert pour l'élection du président de la République, le gouvernement assure la publication de la liste des candidats.*

» Cette liste est préalablement établie par le Conseil constitutionnel au vu des présentations qui lui sont adressées, dix-huit jours au moins avant le premier tour de scrutin, à titre individuel ou collectif, par au moins cent citoyens membres du Parlement, membres du Conseil économique et social, conseillers généraux ou maires élus. Une candidature ne peut être retenue que si, parmi les cent signataires de la présentation, figurent des élus d'au moins dix départements ou territoires d'outre-mer différents.

» Le Conseil constitutionnel doit s'assurer du consentement des personnes présentées.

» Le nom et la qualité des citoyens qui ont proposé les candidats inscrits sur la liste ne sont pas rendus publics. »

Un décret portant règlement d'administration publique fixe les modalités d'applications de ces dispositions :

« Tous les nationaux français, inscrits sur une des listes électorales de la métropole, des départements ou des territoires d'outre-mer, participent à l'élection du président de la République.

» Les présentations des candidats à l'élection du président de la République sont adressées au Conseil constitutionnel à partir de la publication du décret convoquant les électeurs et doivent parvenir au plus tard à minuit le dix-neuvième jour précédant le premier tour de scrutin (...).

» Chaque candidat doit verser entre les mains du trésorier-payeur général du lieu de son domicile, agissant en qualité de préposé de la Caisse des dépôts et consignations, un cautionnement de 10 000 francs, avant l'expiration du dix-septième jour précédant le premier tour de scrutin. Le trésorier-payeur général avise immédiatement le Conseil constitutionnel du versement effectué. »

La loi prévoit que les candidats n'ayant pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés ne peuvent obtenir le remboursement ni du cautionnement ni des dépenses de propagande.

La campagne électorale, ouverte à compter du jour de la publication au *Journal officiel* de la liste des candidats, prend fin le vendredi précédant le scrutin à minuit. S'il y a lieu de procéder à un deuxième tour de scrutin, la campagne s'ouvre à compter du jour de la publication au *Journal officiel* des noms des deux candidats habilités à se présenter. Elle prend fin le vendredi précédant le scrutin à minuit.

« Conformément aux dispositions organiques de l'article 3-IV de la loi du 6 novembre 1962, tous les candidats bénéficient de la part de l'Etat des mêmes facilités pour la campagne en vue de l'élection présidentielle.

» Une commission nationale de contrôle de la campagne électorale veille au respect desdites dispositions. Elle exerce les attributions prévues aux articles suivants. Elle intervient, le cas échéant, auprès des autorités compétentes pour que soient prises toutes mesures susceptibles d'assurer l'égalité entre les candidats et l'observation des règles édictées au présent titre.

» Cette commission comprend cinq membres :

» — Le vice-président du Conseil d'Etat, président ;

» — Le premier président de la Cour de cassation ;

» — Le premier président de la Cour des comptes ;

» — Deux membres en activité ou honoraires du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation ou de la Cour des comptes désignés par les trois membres de droit. »

Dans chaque département ou territoire est instituée une commission locale de contrôle, sous l'autorité de la commission nationale.

« Pendant la durée de la campagne électorale, le principe d'égalité entre les candidats doit être respecté dans les programmes d'information de la radiodiffusion-télévision française en ce qui concerne la reproduction ou les commentaires des déclarations et écrits des candidats et la présentation de leur personne.

» Chaque candidat dispose sur les antennes de la radiodiffusion-télévision française au premier tour de scrutin de deux heures d'émission télévisée et de deux heures d'émission radiodiffusée. Compte tenu du nombre de candidats, la durée de ces émissions pourra être réduite par décision de la commission nationale de contrôle. Cette décision devra être prise dans les vingt-quatre heures de la publication au Journal officiel de la liste des candidats.

» Les heures d'émission sont utilisées personnellement par les candidats. Toutefois, chaque candidat peut demander que les partis ou groupements politiques dont l'action s'étend à la généralité du territoire national et désignés par lui participent à ses émissions, après y avoir été habilités par la commission nationale de contrôle, qui vérifiera que ces partis ou groupements répondent aux exigences prévues au présent alinéa.

» Le ministre chargé de l'information fixe le nombre, la durée et les horaires des émissions. L'aménagement de chaque tranche d'émission est fixé par la commission nationale de contrôle de telle sorte que soit assurée l'égalité d'audience de chaque candidat. L'ordre d'attribution des temps de parole est déterminé par voie de tirage au sort effectué par ladite commission.

» Chacun des deux candidats au second tour de scrutin dispose dans les mêmes conditions de deux heures d'émission radiodiffusée et de deux heures d'émission télévisée sur les antennes de la radiodiffusion-télévision française. »

Le décret précise également que chaque candidat ne peut faire apposer, sur des emplacements spéciaux, qu'une affiche énonçant ses déclarations et une autre annonçant la tenue de ses réunions électorales et, s'il le désire, l'heure des émissions qui lui sont réservées sur les antennes de l'O.R.T.F. Chaque candidat ne peut, d'autre part, faire envoyer aux électeurs, avant chaque tour de scrutin, qu'un texte de ses déclarations.

« Sont pris directement en charge par l'Etat :

» — Le coût du papier, l'impression et la mise en place des bulletins de vote et des textes des déclarations ;

» — Le coût du papier, l'impression et les frais d'apposition des affiches ;

» — Les dépenses provenant des opérations effectuées par les commissions ainsi que celles résultant de leur fonctionnement.

» — Outre les facilités accordées en vertu des dispositions du présent titre, l'Etat contribue aux frais de campagne électorale exposés par les candidats. Une somme de 100 000 F est remboursée, à titre forfaitaire, à chaque candidat ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés. »

Les consultations de 1965 et de 1969

Les deux premières consultations visant à élire le président de la République au suffrage universel s'étaient déroulées, respectivement les 5 et 19 décembre 1965 et les 1er et 15 juin 1969, dans des conditions politiques très différentes. En 1965, la gauche avait opposé à Charles de Gaulle un candidat unique. En 1969, elle s'était divisée face à Georges Pompidou et avait mis sur les rangs, au premier tour de scrutin, quatre candidats. Nous rappelons ci-dessous les résultats de ces deux consultations.

1965

LE PREMIER TOUR

	METROPOLE			OUTRE-MER			TOTAL		
Inscrits	28 233 167			680 255			28 913 422		
Votants	24 001 961			500 996			24 502 957		
Abstentions	4 231 206	(14,98 %)		179 259	(26,35 %)		4 410 465	(15,25 %)	
Bulletins blancs ou nuls	244 292	(0,86 %)		4 111	(0,60 %)		248 403	(0,85 %)	
Suffrages exprimés	23 757 669			496 885			24 254 554		
	NOMBRE DE VOIX OBTENUES	% Suffrages exprimés	% Inscrits	NOMBRE DE VOIX OBTENUES	% Suffrages exprimés	% Inscrits	NOMBRE DE VOIX OBTENUES	% Suffrages exprimés	% Inscrits
DE GAULLE	10 386 734	43,71	36,78	441 789	88,91	64,94	10 828 523	44,64	37,45
MITTERRAND	7 658 792	32,23	27,12	35 211	7,08	5,17	7 694 003	31,72	26,61
LECANUET	3 767 404	15,85	13,34	9 715	1,95	1,42	3 777 119	15,57	13,06
TIXIER-VIGNANCOUR	1 253 958	5,27	4,44	6 250	1,25	0,91	1 260 208	5,19	4,35
MARCILHACY	413 129	1,73	1,46	1 889	0,38	0,27	415 018	1,71	1,43
BARBU	277 652	1,16	0,98	2 031	0,40	0,29	279 683	1,15	0,96

LE SECOND TOUR

	METROPOLE			OUTRE-MER			TOTAL		
Inscrits	28 223 198			679 506			28 902 704		
Votants	23 862 653			508 994			24 371 647		
Abstentions	4 360 545	(15,45 %)		170 512	(25,09 %)		4 531 057	(15,67 %)	
Bulletins blancs ou nuls	665 141	(2,35 %)		3 072	(0,45 %)		668 213	(2,31 %)	
Suffrages exprimés	23 197 512			505 922			23 703 434		
	NOMBRE DE VOIX OBTENUES	% Suffrages exprimés	% Inscrits	NOMBRE DE VOIX OBTENUES	% Suffrages exprimés	% Inscrits	NOMBRE DE VOIX OBTENUES	% Suffrages exprimés	% Inscrits
DE GAULLE	12 643 527	54,50	44,79	440 172	87	64,77	13 083 699	55,19	45,26
MITTERRAND	10 553 985	45,49	37,39	65 750	12,99	9,67	10 619 735	44,80	36,74

1969

LE PREMIER TOUR

	METROPOLE			DEPART. D'OUTRE-MER			TERRIT. D'OUTRE-MER			TOTAL		
Inscrits	28 774 041			482 532			256 788			29 513 361		
Votants	22 492 059			221 461			185 514			22 899 034		
Abstentions	6 281 982	(21,83 %)		261 071	(54,10 %)		71 274	(27,75 %)		6 614 327	(22,41 %)	
Blancs ou nuls	287 372	(0,99 %)		6 588	(1,36 %)		1 076	(0,41 %)		295 036	(0,99 %)	
Suffrages exprimés	22 204 687	(77,16 %)		214 873	(44,53 %)		184 438	(71,82 %)		22 603 998	(76,58 %)	
	Voix obtenues	% suff. exprimés	% inscrits	Voix obtenues	% suff. exprimés	% inscrits	Voix obtenues	% suff. exprimés	% inscrits	Voix obtenues	% suff. exprimés	% inscrits
POMPIDOU	9 761 297	43,96	33,92	160 960	74,90	33,35	129 559	70,24	50,45	10 051 816	44,46	34,05
POHER	5 201 133	23,42	18,07	17 409	8,10	3,60	50 109	27,16	19,51	5 268 651	23,30	17,85
DUCLOS	4 779 539	21,52	16,61	27 794	12,93	5,76	952	0,51	0,37	4 808 285	21,27	16,29
DEFFERRE	1 127 733	5,07	3,91	3 958	1,84	0,82	1 531	0,83	0,59	1 133 222	5,01	3,83
ROCARD	814 051	3,66	2,82	1 560	0,72	0,32	860	0,46	0,33	816 471	3,61	2,76
DUCATEL	284 697	1,28	0,98	1 207	0,56	0,25	543	0,29	0,21	286 447	1,26	0,97
KRIVINE	236 237	1,06	0,82	1 985	0,92	0,41	884	0,47	0,34	239 106	1,05	0,81

LE SECOND TOUR

	METROPOLE			DEPART. D'OUTRE-MER			TERRIT. D'OUTRE-MER			TOTAL		
Inscrits	28 761 494			481 883			256 957			29 500 334		
Votants	19 854 087			250 039			207 161			20 311 287		
Abstentions	8 907 407	(30,96 %)		231 844	(48,11 %)		49 796	(19,37 %)		9 189 047	(31,14 %)	
Blancs ou nuls	1 295 216	(4,50 %)		7 656	(1,58 %)		926	(0,36 %)		1 303 798	(4,41 %)	
Suffrages exprimés	18 558 871	(64,52 %)		242 383	(50,29 %)		208 235	(80,26 %)		19 007 489	(64,43 %)	
	Voix obtenues	% suff. exprimés	% inscrits	Voix obtenues	% suff. exprimés	% inscrits	Voix obtenues	% suff. exprimés	% inscrits	Voix obtenues	% suff. exprimés	% inscrits
POMPIDOU	10 688 183	57,59	37,16	212 449	87,65	44,08	163 739	79,39	63,72	11 064 371	58,21	37,50
POHER	7 870 688	42,40	27,36	29 934	12,34	6,21	42 496	20,60	16,53	7 943 118	41,78	26,92

L'article 7 de la Constitution

L'article 7 de la Constitution résulte de l'article 2 de la loi numéro 62-1292 du 6 novembre 1962, issue du référendum du 28 octobre 1962, qui avait porté élection du président de la République au suffrage universel. Le texte de cet article est le suivant :

« Le président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé, le deuxième dimanche suivant, à un second tour. Seuls peuvent s'y présenter les deux candidats, qui, le cas échéant, après retrait de candidats plus favorisés, se trouvent avoir recueilli le plus grand nombre de suffrages au premier tour.

» Le scrutin est ouvert sur convocation du gouvernement.

» L'élection du nouveau président a lieu vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus avant l'expiration des pouvoirs du président en exercice.

» En cas de vacance de la présidence de la République, pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement constaté par le Conseil constitutionnel, saisi par le gouvernement et statuant à la majorité absolue de ses membres, les fonctions du président de la République, à l'exception de celles prévues aux articles 11 et 12 ci-dessous, sont provisoirement exercées par le président du Sénat, et, si celui-ci est à son tour empêché d'exercer ces fonctions, par le gouvernement.

» En cas de vacance, ou lorsque l'empêchement est déclaré définitif par le Conseil constitutionnel, le scrutin pour l'élection du nouveau président a lieu, sauf cas de force majeure constaté par le Conseil constitutionnel, vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus après l'ouverture de la vacance ou la déclaration du caractère définitif de l'empêchement.

» Il ne peut être fait application ni des articles 49 et 50 ni de l'article 89 de la Constitution durant la vacance de la présidence de la République ou durant la période qui s'écoule entre la déclaration du caractère définitif de l'empêchement du président de la République et l'élection de son successeur. »

Les forces en présence

Nous rappelons ci-dessous les résultats du premier tour des élections législatives de mars 1973 :

Inscrits	30 672 952	
Abstentions	5 861 638	(19,11 %)
Votants	24 811 314	(80,88 %)
Blancs ou nuls	552 264	(1,80 %)
Suffrages exprimés	24 259 050	(79,08 %)

PARTIS	VOIX	%
Parti communiste	5 156 619	21,25
P.S.U. et extrême gauche	810 645	3,34
U.G.S.D. (*)	4 939 603	20,36
Divers gauche	314 604	1,29
Réformateurs	3 015 472	12,43
U.R.P. (**)	8 364 904	34,48
Divers majorité	972 623	4,00
Divers droite	684 580	2,82

(*) Selon le ministère de l'intérieur, les voix se répartissent de la façon suivante :
P.S., 4 579 888 (18,87 %) ; Rad. gauche, 359 715 (1,48 %).

(**) Selon le ministère de l'intérieur, les voix se répartissent de la façon suivante :
U.D.R., 5 738 796 (23,36 %) ; Rép. ind., 1 674 972 (6,90 %) ; C.D.P., 901 186 (3,71 %).

UNE NOUVELLE GUERRE DU PÉTROLE EST-ELLE A CRAINDRE ?

ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE

fournit les références de toutes les informations parues à ce sujet en France et à l'étranger.

Editions du CNRS

M
adresse
désire recevoir :
votre documentation ☐
un spécimen gratuit ☐
désire s'abonner :
un an (11 numéros 250 f) ☐
réseau de l'information sur l'économie de l'énergie (CDSH)
54, boulevard Raspail, 75006 Paris

+ INDUSTRIE SERVICE

Prix des 4 Jurys

FRÉDÉRIC VITOUX

Cartes postales

roman

GALLIMARD

(PUBLICITE)

Nous cherchons une représentation en France, un bureau d'ingénieurs français ayant des connaissances dans la technique thermique dans le but d'introduire et de vendre sur le marché français le chauffe-eau STOLCO.

Nos clients se trouvent dans les branches de l'industrie suivantes : l'industrie chimique et pharmaceutique, l'industrie laitière et de la confiserie, les usines de transformation de la viande, ainsi que toutes les entreprises de production produisant leur propre vapeur et étant capables d'utiliser celle-ci pour l'alimentation en eau chaude à l'intérieur de leur usine.

Les mélangeurs d'eau froide à vapeur STOLCO, particulièrement bien connus en Allemagne, sont d'un prix très compétitif, faciles à monter et d'un fonctionnement très sûr.

Pour un premier contact, adressez-vous à :

STOLCO, Stoltenberg-Lerche & Co. KG
D-4000 Düsseldorf 1, Steinstrasse 16 - 18
Téléphone 0211/12949 - Télex 08582645 stol d.

LA MORT DU CHEF DE L'ÉTAT

L'Europe et la Méditerranée

(Suite de la première page.)

Depuis longtemps, il était partisan de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E., au point de croire, au printemps 1962, après la visite de M. Macmillan au château de Champs, que l'accord était sur le point de se faire. Ses raisons étaient simples, et relevaient, si l'on peut dire, de la physique élémentaire : à notre siècle, les nations qui veulent sauvegarder leur liberté de décision n'ont de chance de le faire que si leur politique est étayée par la possession de la puissance ; et c'est bien pourquoi l'idée maîtresse du règne fut, en fin de compte, de faire de la France un grand pays industriel et exportateur. Mais aucun Etat d'Europe n'est assez fort pour affronter à lui seul la concurrence économique et les prétentions politiques des Super-Grands. Les Six eux-mêmes ne pouvaient y prétendre, et le risque était sérieux, de toute façon, de voir leur Communauté dominée par l'énorme masse économique et financière de la République fédérale. Il fallait donc y ajouter le poids toujours considérable, malgré sa relative décadence, de l'Angleterre, nation pour laquelle Pompidou éprouvait la même admiration un peu jalouse que de Gaulle.

La Grande-Bretagne dans la Communauté

Dès l'hiver 1968-1969, pendant qu'il « traversait le désert » dans son petit bureau du boulevard de Latour-Maubourg, le futur chef de l'Etat confiait à un diplomate britannique que, si jamais il devenait président de la République, il ferait entrer le Royaume-Uni dans le Marché commun. Aussi bien, l'ambassadeur Sir Christopher Soames, qui, depuis l'affaire à laquelle son nom avait été donné, bien qu'il n'en fût aucunement responsable, se voyait traité par l'Elysée en pestiféré, entrait-il bientôt dans l'intimité du nouveau chef de l'Etat. Celui-ci, après avoir d'abord procédé à sa manière lente et prudente, abattit ses cartes au cours d'un entretien décisif, en mai 1971, avec M. Edward Heath, qui devait rapidement devenir, de tous ses partenaires, celui auquel il portait le plus de confiance et d'admiration. Nul doute que la chute de celui-ci a dû être ressentie par le président comme une sorte de coup de grâce, en une période où le destin s'acharnait sur lui.

Il y avait pourtant longtemps que le charme était rompu, très exactement depuis le relatif échec du référendum organisé en avril 1972 par le chef de l'Etat sur l'élargissement de la Communauté. Il comptait sur lui, non seulement pour marquer un point sur la gauche en séparant socialistes et communistes, mais pour se donner en politique étrangère une légitimité procédant directement du peuple, et non de l'héritage gaulliste, et pour se poser, vis-à-vis de gouvernements souvent hésitants, en Cavour de l'Europe rassemblée.

Il vacilla, après cet échec, et ne s'en remit jamais tout à fait. Ses efforts pour relancer l'unité des Neuf, l'étendre au domaine monétaire et politique, manquèrent trop souvent de conviction et d'audace. Ils ne furent pas, de surcroît, toujours très adroits. Le langage des ultimatums convenait parfaitement à de Gaulle ; il n'était pas conforme au style de Georges Pompidou, et, comme tel, il devait rester sans effet. Le résultat fut que le « sommet » de Copenhague, en décembre 1973, ne put tenir les promesses de celui de Paris qui, en octobre de l'année précédente, avait arrêté l'ambitieux calendrier d'une union destinée à être parachevée en 1980. Entre-temps, pourtant, l'obstination de M. Michel Jobert, succédant à l'enthousiasme de M. Maurice Schumann, avait permis d'établir entre les Neuf un degré de concertation et d'entente politique jamais atteint.

L'isolement de M. Jobert

Le malheur voulut que M. Kissinger, devenu secrétaire d'Etat, mette autant d'acharnement à empêcher la cristallisation de l' « identité européenne » qu'il avait mis de talent jadis à démontrer que l'Amérique devait en prendre son parti. On ne pouvait dire plus clairement aux Européens qu'il ne l'a fait dans son discours de Londres, en décembre dernier, qu'il leur était interdit de rêver d'une politique commune qui ne serait pas conforme aux intérêts et aux vues des Etats-Unis. Que ce rappel à l'ordre, suivi de dix autres, ait été pris au sérieux, il n'est de voir pour s'en convaincre que le total isolement dans lequel le ministre des affaires étrangères de la République a été mis mardi à Luxembourg quand il s'est agi de parler des relations interatlantiques.

Ainsi, la France de Georges Pompidou s'est-elle retrouvée dans le rôle d'opposant aux prétentions hégémoniques de Washington que de Gaulle avait tenu avec tant d'éclat — et de secrète satisfaction — pendant la plus grande partie de sa vie publique. Le moins qu'on puisse dire est que cet aboutissement ne correspondait guère aux désirs profonds d'un homme peu porté par son caractère, essentiellement pragmatique, aux attitudes de défi. « *Moi aussi, je pourrais faire des discours de Phnom-Penh,* disait-il à ses visiteurs, *mais à quoi cela servirait-il ?* » Et de montrer son scepticisme quant aux vertus de l' « effet ».

A son immense prestige personnel, de Gaulle ajoutait une intuition stratégique et un sens du théâtre qui faisaient de toutes ses initiatives un événement de portée mondiale. Son successeur avait parfaitement conscience de ne pouvoir l'imiter sur ce terrain. Sachant qu'il ne saurait se permettre sans quelque ridicule d'admonester publiquement les « deux hégémonies », il s'employa plutôt à essayer de s'accommoder avec elles. Le général, à la faveur de l'élection de M. Nixon, avait déjà amorcé un net rapprochement avec les Etats-Unis. Pompidou, malgré les incidents dont fut émaillé son passage à Chicago, réussit un temps à établir entre Paris et Washington des relations de confiance et de cordialité dont on avait perdu jusqu'au souvenir, et l'armistice, payé surtout, il faut le dire, de concessions françaises, intervint bientôt sur le front monétaire.

En même temps, le chef de l'Etat, bien que passablement allergique au système communiste, s'efforçait de développer les meilleures relations possibles avec le Kremlin, dans l'idée, héritée du général, de faire contrepoids aux Etats-Unis. Il s'agissait aussi de ne pas laisser la République fédérale, coupable de pratiquer directement l' « ouverture à l'Est » sans recourir aux bons offices de la France, acquérir en U.R.S.S. une position commerciale, et donc diplomatique, très forte.

Depuis un an, cependant, l'intimité croissante des relations soviéto-américaines avait créé à l'Elysée un sentiment de dépit et même d'inquiétude. Le traité sur la prévention de la guerre nucléaire avait été reçu comme une étape importante sur la route de ce « condominium », que M. Jobert, le premier, avait appelé par ce nom, et les explications fournies tant par Washington que par Moscou sur la portée de cet accord avaient rien moins que rassuré. La crainte d'un décrochage américain qui exposerait l'Europe occidentale, face au fantastique déploiement de la puissance militaire soviétique, au risque de la « finlandisation » était ouvertement exprimée à l'Elysée. D'où un ton assez aigre, à nouveau, dans les relations avec les deux Super-Grands et le langage tenu par le chef de l'Etat au cours de son voyage à Pékin, en septembre, assez proche finalement de la condamnation par les dirigeants chinois de la « collusion » des impérialismes.

Cette collusion, la guerre d'octobre devait, quitte à en montrer aussi les limites, en mettre en évidence la profondeur. Ni Washington ni Moscou ne songeaient, en dépit des engagements pris, à seulement consulter Paris, et chaque jour qui passait montrait plus clairement leur détermination de ne pas laisser l'Europe interférer dans leurs tentatives pour régler les problèmes du Proche-Orient.

La politique arabe

Or, s'il est un point sur lequel Georges Pompidou est resté fidèle à de Gaulle, c'est bien sur la politique arabe. Certes, pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 1969, il avait laissé entendre qu'il pourrait s'employer à rééquilibrer la diplomatie française dans cette partie du monde. Mais les contacts pris avec Israël n'aboutirent pas, et une affaire comme celle des vedettes de Cherbourg, en mettant en cause l'autorité personnelle du chef de l'Etat, ne pouvait pas ne pas rejaillir sur les relations entre Paris et Jérusalem.

De toute façon, la rigidité de l'attitude de Mme Meïr ne pouvait que décourager un gouvernement convaincu que la seule paix concevable au Proche-Orient reposait sur des concessions mutuelles : évacuation des territoires occupés, d'un côté ; reconnaissance, de l'autre.

A quoi s'ajoutait que le maintien en France, pays à faibles ressources énergétiques propres, d'une croissance industrielle rapide supposait la sécurité et la diversification de ses approvisionnements en pétrole, et, par conséquent, une attitude amicale vis-à-vis des pays arabes. Et que plusieurs de ceux-ci se situaient parmi les meilleurs clients de l'industrie française d'armements, dont l'existence est indispensable à celle de la force de dissuasion, clé pour tous les gaullistes — et pour quelques autres — d'une défense nationale plausible. Moyennant quoi, l'embargo sur les ventes d'armes aux pays dits du « champ de bataille » a été, *grosso modo*, respecté, ce qui fait que, jusqu'à ce jour, s'il y a eu beaucoup d'Israéliens tués par des armes soviétiques, britanniques ou américaines, il n'y en a guère qui l'aient été par des armes françaises.

Cette politique arabe ne répond pas seulement aux préoccupations matérielles qui gouvernent en fait la plupart des Etats, et que, curieusement, on reproche plus facilement à la France qu'à d'autres. Georges Pompidou était convaincu que, de même que la France a besoin pour se développer d'un *hinterland* européen, l'histoire et la géographie lui ont assigné un prolongement méditerranéen et africain. Aussi bien n'a-t-il pas ménagé les efforts pour parvenir à consolider les liens franco-maghrébins. La tâche, tant avec le Maroc, après l'affaire Ben Barka, qu'avec l'Algérie, après la nationalisation du pétrole, n'a pas été toujours facile. Mais, à voir la réussite du récent voyage de M. Jobert à Alger, il semble que, là, le succès soit incontestable.

De même, le chef de l'Etat a-t-il tenu, en visitant la plupart des pays francophones d'Afrique noire, à souligner le caractère privilégié des relations entre la France et ses anciennes colonies. Discernant, chez nombre de ses interlocuteurs, la volonté d'en finir avec des restrictions irritantes à leur souveraineté, il s'est prêté sans difficulté, quand ils la lui demandaient, à la révision des accords de coopération signés en 1960.

Il serait certainement prématuré de prétendre faire le bilan de l'action diplomatique d'un homme qui s'y était attaqué en néophyte, en faisant trop confiance parfois à des intuitions peu fondées, mais qui, ayant vite compris l'importance, fondamentale pour l'avenir de la France, de sa politique étrangère, s'était pris pour elle d'une véritable passion. Deux constatations, pourtant, semblent s'imposer :

1) Après la disparition de de Gaulle de la scène politique, la France avait, elle aussi, presque disparu de la scène internationale. Il n'est pas douteux que Georges Pompidou a su lui faire jouer à nouveau un rôle, et un grand rôle ;

2) Il n'est pas non plus douteux que cette politique étrangère est loin d'avoir atteint tous les objectifs qu'elle s'était assignés. L'Europe de 1974 n'est pas celle dont celui qui vient de mourir avait rêvé. Or, c'est là, de toute évidence, et plus précisément dans les relations de cette Europe avec les Etats-Unis, que se trouve la clé du destin français. Si la majorité actuelle reste au pouvoir, le futur président de la République risque de devoir choisir rapidement entre la soumission au bon plaisir des Etats-Unis et un refus solitaire dont le prix sera de plus en plus élevé. Si la gauche gagne, il lui faudra du temps pour élaborer, à partir du chapitre le plus vague du programme commun, une politique étrangère digne de ce nom.

ANDRÉ FONTAINE.

Un vide préoccupant

(Suite de la première page.)

Ainsi n'a-t-il pu, semble-t-il, compléter un dispositif dont les premières pièces avaient été l'installation de M. Chirac au ministère de l'intérieur et un très important remaniement préfectoral qui autorisait à penser, en dépit des démentis officiels, que l'idée d'une consultation électorale anticipée n'était pas absente de l'esprit du successeur de Charles de Gaulle. Une pénible et tragique ironie du sort veut que la mort de l'homme de la « continuité » et de l' « ouverture » laisse un pays inquiet à bien des égards et sensible à une dégradation du régime amorcée depuis plusieurs mois déjà, devant le vide et l'incertitude politiques.

C'est une raison suffisante d'appeler une fois de plus l'attention sur les imperfections et la fragilité d'une Constitution dont on a estimé, plus encore sous Pompidou que sous de Gaulle, qu'elle autorisait le président de la République à étendre son « domaine réservé » à tout ce qui n'est pas secondaire.

Face à un vide auquel elle feignait de ne pas s'attendre à si bref délai, la majorité a la redoutable charge de ne pas faire mentir deux de ses porte-parole les plus autorisés, M. Pierre Messmer, qui avait déclaré le 17 mars : « *Chacun sait que dans les périodes difficiles les gaullistes rendent toujours les meilleurs services à la France* », et M. Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., qui avait affirmé, samedi dernier 30 mars : « *Nous sommes dans la politique française certainement les plus aptes à réagir à un événement brusque.* »

La partie que cette majorité va jouer et le choix qu'elle doit faire — M. Messmer, M. Chaban-Delmas, M. Giscard d'Estaing ? — sont d'autant plus épineux que, depuis bien des mois, son trouble ne s'expliquait que partiellement par la dégradation de l'état de santé du chef de l'Etat. Il procédait aussi de divergences graves sur la politique économique et financière, illustrées par les persistantes attaques de M. Debré contre la gestion de M. Giscard d'Estaing, et sur la politique étrangère, nul n'ignorant que l'action de M. Jobert est appréciée fort différemment, c'est le moins qu'on puisse dire, par les gaullistes et par les giscardiens.

M. Mitterrand a déclaré mercredi matin que le temps était au « recueillement » et à la « réflexion », mais on ne prend guère de risque à avancer que la gauche est tentée de ne mettre qu'un candidat sur les rangs, comme ç'avait été le cas en décembre 1965.

Entre communistes et socialistes, il n'y a pas actuellement de problèmes graves à surmonter, et leur dialogue devait « déboucher » au moment de Pâques sur la publication de la « mise à jour » du programme commun de gouvernement. Il reste que la gauche unie est quelque peu prise au dépourvu par l'événement. Sa première obligation sera de se rendre plus « crédible » en plaçant au centre de sa campagne une explication rigoureuse de sa politique économique et financière, explication qui devait nourrir l'intervention de M. Mitterrand au cours du débat de politique générale dont le gouvernement a décidé mercredi l'ajournement.

Egalement pris de court, les réformateurs, qui avaient décidé de mettre en route à brève échéance un « processus démocratique » de désignation de leur candidat, ont à méditer deux précédents qui n'avaient été encourageants pour eux ni en 1965, lorsque de Gaulle avait en face de lui une gauche unie, ni en 1969, lorsque Georges Pompidou avait affronté une gauche aussi désunie que désorientée.

Si considérables soient-ils, les problèmes posés à toutes les formations politiques qui comptent n'autorisent pas à perdre de vue ceux qui demeurent en suspens, qu'il s'agisse du projet de révision de la Constitution visant à remplacer le septennat par un quinquennat, de la réforme de l'enseignement secondaire, de l'augmentation du « tiers » provisionnel qui devait être autorisée par le Parlement ou encore de la modification de la législation sur l'avortement.

Le vide laissé par la disparition de Georges Pompidou est à l'évidence plus préoccupant que celui auquel le pays avait dû faire face lorsqu'en avril 1969 Charles de Gaulle avait décidé d'abandonner le pouvoir.

RAYMOND BARRILLON.

LE GALA DE CE MERCREDI SOIR A L'OPÉRA EST ANNULÉ

La première de gala prévue ce mercredi soir à l'Opéra avec *les Vêpres siciliennes* est annulée.

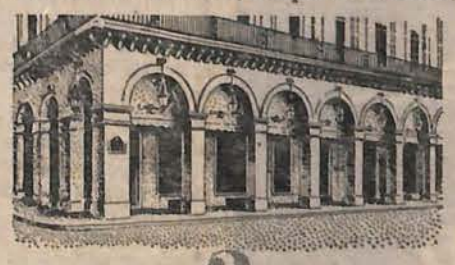
Lanvin 2 :
costumes pour le sacre du printemps.

La lumière de Paris a changé, la couleur des costumes aussi. Dégradés de vert en cascade : amande, pistache, tilleul, mais aussi le vert jaune du blé et le vert gris du seigle.

Les matières sont tendres, légères et savonneuses comme les premières feuilles : flanelle peignée, serge couverte, le saxonné, précieux et recherché (1.300 F).

Les cols de chemise sont plus hauts et les pointes plus larges. Le saumon étaminé et le fil à fil bleu pâle donnent de l'assurance au vert le plus timide (à partir de 170 F)

Lanvin 2, 2 rue Cambon, à 2 pas de la Concorde.



LANVIN 2

ASIE

Laos

Le prince Souphanouvong revient à Vientiane après plus de dix ans d'absence

De notre envoyé spécial

C'est dans une atmosphère bonhomme et même chaleureuse que le prince Souphanouvong, chef du Pathet-Lao, est arrivé ce mercredi 3 avril à Vientiane. Accompagné de M. Khamsouk Kéola, président du Comité d'alliance des forces neutralistes patriotiques, il a été accueilli par le prince Souvanna Phouma et par MM. Pheng Phongsavan, ministre de l'intérieur, et Phoumi Vongvichit, plénipotentiaire du Pathet-Lao, coprésidents du Comité mixte central pour l'application des accords de Vientiane.

Vientiane. — Le retour à Vientiane du prince Souphanouvong, ce mercredi 3 mars, après plus de dix années d'absence, pourrait ouvrir une nouvelle ère dans l'histoire de ce petit royaume bouleversé par près de trente années de troubles et de combats. Le président du comité central du Front patriotique (le Pathet-Lao) revient, en effet, dans le cadre d'un accord avalisé par les grandes puissances, et qui pourrait faire du Laos, dans un avenir pas trop lointain, l'un des Etats-tampons de la région.

Cette fois, contrairement aux précédentes, la charrue ne semble pas avoir été mise avant les bœufs. L'accord « *sur le rétablissement de la paix et la réalisation de la concorde nationale au Laos* », conclu le 21 février 1973, a été suivi de protocoles d'application signés le 14 septembre suivant. Entre-temps, le cessez-le-feu a été observé en dépit de quelques « bavures », et une tentative avortée de coup d'Etat n'a fait qu'affaiblir une extrême droite hostile à un type de règlement qui dessert ses intérêts.

Depuis, la neutralisation effective de Vientiane et de Louang-Prabang, les capitales administrative et royale du pays, a pu s'amorcer sans trop d'anicroches. Une police mixte a été constituée dans le cadre d'un accord qui définit, non sans pragmatisme, une administration bi-partisane à l'échelon le plus élevé. Bref, l'Assemblée de Vientiane ayant déjà approuvé un accord que le monarque doit sanctionner cette semaine, le prince Souphanouvong rentre à Vientiane alors que tout semble se mettre en place d'une façon pas trop désordonnée.

On se trouve donc loin du climat dans lequel s'était réalisée en 1962, dans la foulée des accords de Genève et de Zurich, la précédente expérience de coalition. A l'époque, alors que les trois factions laotiennes se regroupaient dans un gouvernement présidé comme aujourd'hui par le prince Souvanna Phouma, les Etats-Unis s'apprêtaient à s'engager directement dans le conflit vietnamien pour sauver le régime de Saigon. Au Laos même, ils étaient déjà en train de lever une armée de mercenaires méos. Les généraux de Vientiane, soutenus par différents services américains sur place, se sentaient, à juste titre, le vent en poupe. Dès 1964, l'aviation américaine allait commencer secrètement ses bombardements du royaume.

Les temps ont changé. L'an dernier, la diplomatie américaine a opté plus franchement pour une politique de redéploiement de ses forces en Indochine. Les Américains ne participent plus aux combats. S'ils font leur possible pour maintenir à flot leurs alliés de Phnom-Penh et de Saigon, ils semblent avoir décidé de replier sur la Thaïlande l'infrastructure politico-militaire dont ils avaient doté le Laos. En tout cas, comme semble le prouver leur rôle dans l'échec du putsch du 20 août 1973, ils y ont encouragé un règlement entre les deux princes. Le prince Souvanna Phouma a aussi joué un jeu qui, il est vrai, lui était favorable. Tout en négociant avec le prince Souvanna Phouma, qu'il considère comme le seul interlocuteur valable, le Front patriotique a, avec l'appui de Hanoï, tenu à réaffirmer sa solidarité avec les autres révolutionnaires indochinois en accueillant tour-à tour, à Sam-Neua, MM. Le Duan (le premier secrétaire du Parti des travailleurs du Vietnam du Nord), Nguyen Huu Tho (le président du comité central du F.N.L. sud-vietnamien) et le prince Sihanouk (président du FUNC cambodgien). Mais les dirigeants de la gauche laotienne ont su aussi, semble-t-il, établir un climat de confiance avec leurs interlocuteurs de Vientiane.

Ces dernières années, le Laos a été avant tout le théâtre d'une guerre qui le dépassait, puisque, le plus souvent, des mercenaires recrutés par les Etats-Unis et l'aviation américaine y ont affronté des troupes nord-vietnamiennes. Après quatorze mois de cessez-le-feu, le retour du prince Souphanouvong à Vientiane semble tirer un trait sur

Le chef du Pathet-Lao, apprend-on de source sûre, ne sera pas, comme on l'avait pensé, membre du gouvernement, mais président du Conseil national de coalition (ancien Conseil consultatif politique national). C'est M. Phoumi Vongvichit qui sera le vice-premier ministre du Pathet-Lao.

Le gouvernement provisoire d'union nationale qui doit être présenté au roi, à Louang-Prabang, a une mission précise : consolider le cessez-le-feu sur place, mettre fin à toute intervention étrangère, consacrer la neutralisation des deux capitales, faciliter le retour des réfugiés dans leurs provinces d'origine et, enfin, organiser des élections générales. C'est une tâche qui s'annonce pour le moins délicate, et les incidents de parcours risquent d'être nombreux. La formation d'un gouvernement d'union nationale bi-partisan n'en constitue pas moins, pour l'instant, un pas décisif dans le rétablissement de la paix.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

LE PRINCE SOUPHANOUVONG

Le chef de l'extrême gauche

Demi-frère cadet du prince Souvanna Phouma, le prince Souphanouvong, chef de l'extrême gauche laotienne, est né le 12 juillet 1912. Intéressé par les problèmes de modernisation d'un royaume encore peu développé, il étudie à l'Ecole des ponts et chaussées de Paris. Lorsqu'il en sort, en 1937, il est affecté en Annam et se marie avec une Vietnamienne.

Après l'échec de la tentative d'indépendance de 1945, brisée par le retour des Français — il avait été ministre de la défense et commandant en chef des forces Lao Issara pendant le bref gouvernement de son autre demi-frère, le prince Pethsarath, — il se réfugie en Thaïlande. Quatre ans plus tard, refusant de pactiser avec la puissance coloniale, il fonde, le 13 août 1950, le Pathet-Lao et combat aux côtés du Vietminh.

Les accords de Genève de 1954 accorderont une certaine reconnaissance à son mouvement, qui conserve le gouvernement de deux provinces. Après l'échec d'une première tentative de gouvernement de coalition, il se retrouve en prison en 1959. Il s'évade pour reprendre une lutte qui aboutira, après les difficiles négociations de Genève de 1962, à un second essai de gouvernement bipartisan. Nouvel échec. En 1963, le prince Souphanouvong regagne sa propre capitale de Sam-Neua. Il vient de la quitter pour la troisième fois et est revenu à Vientiane. Depuis dix ans, les zones contrôlées par le Pathet-Lao, devenu Front patriotique Lao (ou Neo Lao Haksat), se sont largement étendues, en dépit des bombardements américains et de la participation de mercenaires aux côtés de ses adversaires. Le mouvement que préside le prince Souphanouvong règne aujourd'hui sur les trois quarts du pays.

LE PRINCE SOUVANNA PHOUMA

Le rêve de la réunification

Le gouvernement du Laos indépendant s'identifie avec le prince Souvanna Phouma, qui fut premier ministre dès 1954. Sauf pendant de brèves périodes où il céda le pouvoir à la droite, il a occupé depuis vingt ans le plus haut poste. A deux reprises, en 1957-1958 et en 1962-1963, il a été placé à la tête de cabinets de coalition auxquels participait l'extrême gauche. Il devrait présider le nouveau gouvernement provisoire d'union nationale.

Né il y a soixante-treize ans, fils d'un vice-roi, il a près de dix ans de plus que son demi-frère, parfois partenaire et souvent rival, le prince Souphanouvong. Ingénieur, il a fait carrière dans l'administration coloniale avant d'entrer en 1945 dans le gouvernement de son frère Pethsarath au cours d'une éphémère tentative d'indépendance. Après trois années d'exil à Bangkok, il rentre dans un Laos indépendant au sein de l'Union française.

Le prince Souvanna Phouma sera, jusqu'en 1962, en butte à l'hostilité des Américains, qui soutiendront, directement ou indirectement, trois coups d'Etat organisés par la droite. Après l'échec de la seconde tentative de coalition avec son demi-frère, il devra, pour rester au pouvoir, céder du terrain à la fraction pro-américaine qui veut faire la guerre au Pathet Lao et bombarder la « piste Ho Chi Minh ». Mais il n'a pas renoncé à son rêve de réunifier les deux parties du pays.

Le cessez-le-feu au Vietnam lui permettra d'atteindre son objectif. L'accord du 21 février 1973 entre les « deux parties laotiennes » met fin à un conflit long et meurtrier. Washington a donné son accord, et le maintiendra, comme le montra son attitude lors du coup d'Etat avorté du général Thao Ma, en août 1973. Le prince Souvanna Phouma demeure, en dépit de son âge, le seul homme politique laotien capable d'unir les différentes factions et de préparer une éventuelle réunification du royaume.